



---

# ASSEMBLÉE NATIONALE

---

PREMIÈRE SESSION

TRENTE-TROISIÈME LÉGISLATURE

## Journal des débats

---

Le vendredi 19 décembre 1986

Vol. 29 - No 82

Président: M. Pierre Lorrain

---

QUÉBEC

**Table des matières**

**Affaires courantes**

**Présentation de projets de loi**

Projet de loi 168 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires	5829
M. Herbert Marx	5829

**Dépôt de documents**

Avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits	5829
Consultation générale	5829
Rapport annuel du ministère de la Justice	5829
États financiers et comptes publics pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986	5829
Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche	5829
Rapports annuels de l'Office de planification et de développement du Québec (OPDQ) et du Conseil de la recherche et du développement en transport (CRDT)	5829
Rapports annuels de la Régie des entreprises de construction du Québec (RECQ) et de la Commission du bâtiment du Québec	5830
Rapport des activités de l'Office du crédit agricole du Québec (OCAQ) touchant le crédit forestier, pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986	5830
Réponse à une question inscrite au feuillet sur le programme PAIRA	5830
Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale	5830

**Dépôt de rapports de commissions**

Étude détaillée des projets de loi	
221 - Loi modifiant la Loi instituant, la Corporation des électroniciens du Québec,	
227 - Loi sur Aylmer Park Development Corporation,	
264 - Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec,	
265 - Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de fiducie du Crédit Foncier,	
269 - Loi concernant la Compagnie mutuelle d'assurance-vie du Québec et	
270 - Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd	5830
Étude détaillée des projets de loi	
247 - Loi concernant la ville d'Iberville,	
250 - Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville,	
254 - Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville,	
268 - Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli,	
272 - Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec,	
271 - Loi modifiant la charte de la ville de Québec et	
200 - Loi modifiant la charte de la ville de Montréal	5830

**Dépôt de pétitions**

Requêtes demandant de faire respecter la Charte de la langue française	5831
Demande d'implanter un CLSC dans les secteurs de Ville-Émard et Côte-Saint-Paul	5832
Demande de créer un CLSC pour desservir les gens d'Outremont et de ville Mont-Royal	5832
Demande de maintenir le pré-CLSC Snowdon et de lui accorder un budget d'implantation	5833
Demande d'accorder au CLSC Saint-Michel sa pleine autonomie	5833
Demande du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec (SFPQ) afin que les mandats des négociateurs patronaux soient débloqués	5834
Requête du groupe Coalition pour la vie demandant le respect de la loi	5834
Requête demandant la continuité de l'îlot résidentiel Jean-Besré	5834

## Table des matières (suite)

Questions et réponses orales	
Les poursuites relativement à l'affichage bilingue	5835
Publication des noms des administrateurs de Cambior qui ont bénéficié d'une option d'achat d'actions	5838
Équivalence de services aériens internationaux entre Toronto et Montréal	5839
Possibilité de traverser sous le fleuve la ligne Radisson-Nicolet-Des Cantons d'Hydro-Québec	5840
Demande d'intervention en vue du règlement du conflit au centre de ski Grand Fonds	5840
Taxes de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire payées par SOQUIA	5841
Conversion de logements locatifs en copropriétés	5842
Offre de Donohue pour concrétiser le projet de papeterie à Matane	5844
Question de privilège fondée sur l'article de la Loi sur l'Assemblée nationale définissant les atteintes aux droits de l'Assemblée	5845
M. Jean Garon	5845
Questions et réponses orales (suite)	
Situation difficile aux résidences Jean-Besré	5847
Réponse à une question inscrite au feuilletton par le député de Laviolette	5847
Mise aux voix du rapport de la commission qui a fait l'étude détaillée du projet de loi 124 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie	5847
Mise aux voix de l'amendement et du rapport de la commission qui a fait l'étude détaillée du projet de loi 150 - Loi sur les forêts	5848
Réponse à une question inscrite au feuilletton à l'intention du ministre de l'Éducation	5848
Dépôt du rapport annuel du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique	5849
Motion sans préavis	
Demande que la future Agence spatiale canadienne soit établie à Montréal	5849
M. Pierre MacDonald	5849
M. Jean-Guy Parent	5850
Motion confiant à la commission des institutions de dégager des consensus sur des modifications à la Loi sur la représentation électorale	5851
Avis touchant les travaux des commissions	5852
Renseignements sur les travaux de l'Assemblée	5852
Affaires du jour	
Projet de loi 150 - Loi sur les forêts	
Adoption	5853
M. Albert Côté	5854
M. Denis Perron	5855
M. Ghislain Maltais	5857
M. Jean-Pierre Jolivet	5858
M. Albert Côté (réplique)	5860
Projet de loi 124 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie	
Adoption	5861
M. Yves Blais	5861
M. Christos Sirros	5863
M. Jacques Rochefort	5864
M. Albert Côté (réplique)	5867
Projet de loi 139 - Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale	
Adoption	5869

## Table des matières (suite)

Projet de loi 118 - Loi modifiant la Loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics	
Adoption	5869
Projet de loi 156 - Loi modifiant la Loi médicale concernant l'acupuncture	
Adoption	5870
Projet de loi 96 - Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques	
Adoption	5870
Projet de loi 126 - Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont-Sainte-Anne	
Adoption	5870
Projet de loi 148 - Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire	
Adoption	5871
Projet de loi 153 - Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs	
Adoption	5871
M. Yvon Picotte	5871
M. Guy Chevrette	5872
Projet de loi 168 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires	
Adoption du principe	5872
M. Herbert Marx	5873
M. Claude Filion	5873
Commission plénière	5873
Adoption	5874
Projet de loi 131 - Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation	
Adoption	5874
Projet de loi 135 - Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts	
Adoption	5874
Projet de loi 155 - Loi modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives	
Adoption	5874
M. Jean-Guy Parent	5875
M. Daniel Johnson	5875
Projet de loi 158 - Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise	
Adoption	5875
M. Jean-Guy Parent	5875
M. Daniel Johnson	5876
Projet de loi 154 - Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec	
Adoption	5876
M. Jean-Guy Parent	5877
M. Daniel Johnson	5877
Projet de loi 167 - Loi modifiant la Loi sur la Législature	
Adoption du principe	5879
Commission plénière et adoption	5879

## Table des matières (suite)

Projet de loi 92 - Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne	
Adoption	5879
M. Herbert Marx	5879
M. Claude Filion	5880
Projet de loi 141 - Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	5881
Réponses à des questions inscrites au feuilletton par le député de Taillon	5881
Projet de loi 141 - Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement	
Adoption	5882
Avis touchant les travaux des commissions	5882
Projet de loi 200 - Loi modifiant la charte de la ville de Montréal	
Adoption du principe	5882
Adoption	5882
Projet de loi 227 - Loi sur Aylmer Park Development Corp.	
Adoption du principe	5882
Adoption	5883
Projet de loi 221 - Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec	
Adoption du principe	5883
Adoption	5883
Projet de loi 247 - Loi concernant la ville d'Iberville	
Adoption du principe	5883
Adoption	5883
Projet de loi 250 - Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville	
Adoption du principe	5883
Adoption	5883
Projet de loi 254 - Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville	
Adoption du principe	5883
Adoption	5883
Projet de loi 264 - Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884
Projet de loi 265 - Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de fiducie du Crédit Foncier	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884
Projet de loi 268 - Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884

## Table des matières (suite)

Projet de loi 269 - Loi concernant la Compagnie Mutuelle d'assurance-vie du Québec	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884
Projet de loi 270 - Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884
Projet de loi 271 - Loi modifiant la charte de la ville de Québec	
Adoption du principe	5884
Adoption	5884
Projet de loi 209 - Loi sur Hôtel de Lido Inc.	
Adoption du principe	5885
Adoption	5885
Projet de loi 243 - Loi concernant Ressources Chesbar Inc.	
Adoption du principe	5885
Adoption	5885
Projet de loi 244 - Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée (Libre de responsabilité personnelle)	
Adoption du principe	5885
Adoption	5885
Projet de loi 248 - Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford	
Adoption du principe	5885
Adoption	5885
Décision du président sur la question de privilège du député de Lévis	5886
Motion proposant que l'Assemblée statue sur la conduite du député de Portneuf	
M. Jean Garon	5887
M. Michel Pagé	5889
M. Jean Garon (réplique)	5890
Projet de loi 272 - Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec	
Adoption du principe et adoption	5890
M. Michel Pagé	5891
M. Pierre Marc Johnson	5892
M. Jean Garon	5892
Projet de loi 132 - Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole	
Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée	5893
M. Jean Garon	5893
M. Michel Pagé	5896
Adoption	5898
Projet de loi 117 - Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux	
Adoption	5898
Bilan et vœux	
M. Michel Gratton	5898
M. Pierre Marc Johnson	5898
Le Président (M. Pierre Lorrain)	5899
Ajournement au 10 mars 1987	5899

Le vendredi 19 décembre 1986

(Dix heures huit minutes)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!  
Un moment de recueillement. Veuillez vous asseoir.

Nous allons procéder aux affaires courantes.

Déclarations ministérielles.

Présentation de projets de loi, M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, M. le Président. Je vous prie d'appeler l'article b du feuillet, s'il vous plaît.

#### Projet de loi 168

**Le Président:** L'article b du feuillet. M. le ministre de la Justice présente le projet de loi 168, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires. M. le ministre de la Justice.

#### M. Herbert Marx

**M. Marx:** M. le Président, ce projet de loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de prévoir la nomination de juges additionnels lorsque certains juges se trouvent dans l'incapacité, depuis au moins deux ans, d'exercer leurs fonctions par suite d'une invalidité.

**Le Président:** L'Assemblée accepte-t-elle de se saisir de ce projet de loi? Adopté. Dépôt de documents, M. le ministre de la Justice.

#### Avant-projet de loi portant réforme au Code civil du Québec du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits

**M. Marx:** Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer l'avant-projet, Loi portant réforme au Code civil du Québec, du droit des sûretés réelles et de la publicité des droits. Le projet de loi propose d'introduire au Code civil du Québec deux nouveaux livres qui viennent s'ajouter au livre deuxième sur la famille, déjà adopté et en vigueur, ainsi qu'aux livres premier, troisième et quatrième, lesquels portent respectivement sur le droit des personnes, des successions et des biens. L'objet du projet de loi est de réformer le droit sur les sûretés réelles et sur la publicité des droits.

**Le Président:** Document déposé.

**M. Gratton:** M. le Président...

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

#### Consultation générale

**M. Gratton:** ...si vous me le permettez, je voudrais faire motion pour que la commission des institutions procède à une consultation générale - encore une autre - et tienne des auditions publiques à compter du 24 mars 1987 et ce, dans le cadre de l'étude de l'avant-projet de loi sur les sûretés, que vient de déposer le ministre de la Justice modifiant le Code civil. Que le ministre de la Justice soit membre de ladite commission pour la durée de son mandat et que les mémoires soient transmis au Secrétariat des commissions au plus tard le lundi 16 mars 1987.

**Le Président:** Est-ce que cette motion est adoptée? M. le ministre de la Justice, toujours à l'étape des dépôts de documents.

#### Rapport annuel du ministère de la Justice

**M. Marx:** Merci, M. le Président. J'ai l'honneur de déposer le rapport du ministère de la Justice pour l'année 1985-1986.

**Le Président:** Document déposé.  
M. le ministre des Finances.

#### États financiers et comptes publics pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986

**M. Levesque:** M. le Président, qu'il me soit permis de déposer en deux copies les états financiers du gouvernement du Québec pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986. Qu'il me soit également permis de déposer les comptes publics du gouvernement du Québec pour l'année financière se terminant le 31 mars 1986.

**Le Président:** Documents déposés.  
M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

#### Rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche

**M. Picotte:** Merci, M. le Président. J'ai le plaisir de déposer le rapport annuel du ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche pour l'année 1985-1986.

**Le Président:** Document déposé.  
M. le ministre des Transports et responsable du Développement régional.

#### Rapports annuels de l'OPDQ et du CRDT

**M. Côté (Charlesbourg):** M. le Président, j'ai le plaisir de déposer le

rapport annuel pour l'année 1985-1986 de l'Office de planification et de développement du Québec, de même que celui du Conseil de la recherche et du développement en transport.

**Le Président:** Vos deux rapports sont déposés, M. le ministre.

M. le ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu.

M. le leader du gouvernement.

#### **Rapports annuels de la RECQ et de la Commission du bâtiment du Québec**

**M. Gratton:** M. le Président, en l'absence du ministre du Travail, de la Main-d'Oeuvre et de la Sécurité du revenu, j'ai le plaisir de déposer le rapport annuel 1985-1986 de la Régie des entreprises de construction du Québec, de même que le rapport annuel de la Commission du bâtiment du Québec 1985-1986.

**Le Président:** Ces deux rapports sont déposés.

M. le ministre délégué aux Forêts.

#### **Rapport des activités de l'OCAQ touchant le crédit forestier**

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** M. le Président, j'ai l'honneur de vous soumettre le rapport des activités de l'Office du crédit agricole du Québec pour l'exercice financier terminé le 31 mars 1986 relativement à l'administration de la Loi favorisant le crédit forestier par les institutions privées et de la Loi sur le crédit forestier.

**Le Président:** Document déposé.

M. le leader du gouvernement.

#### **Réponse à une question inscrite au feuillet sur le programme PAIRA**

**M. Gratton:** Le ministre des Affaires municipales est prêt à répondre à une question écrite du député de Saint-Jacques, inscrite à l'article 4 du feuillet de ce matin.

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales.

**M. Bourbeau:** Il s'agit d'une réponse à une question au feuillet qui a été posée non pas par le député de Saint-Jacques, mais par le député de Jonquière.

**Le Président:** Document déposé.

#### **Décisions du Bureau de l'Assemblée nationale**

Si vous me le permettez, j'ai également

deux documents à déposer. Il s'agit de deux décisions du Bureau de l'Assemblée nationale.

Documents déposés.

Rapports de commissions.

M. le président de la commission du budget et de l'administration et député de Vanier.

#### **Étude détaillée des projets de loi 221, 227, 264, 265, 269 et 270**

**M. Lemieux:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer les rapports de la commission du budget et de l'administration qui a siégé le 18 décembre 1986 afin d'entendre les intéressés et de procéder à l'étude détaillée des six projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi 221, Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec, adopté avec un amendement; le projet de loi 227, Loi sur Aylmer Park Development Corporation, adopté; le projet de loi 264, Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Désjardins du Québec, adopté; le projet de loi 265, Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de Fiducie du Crédit Foncier, adopté avec un amendement; le projet de loi 269, Loi concernant la Compagnie mutuelle d'assurance-vie du Québec, adopté avec un amendement; le projet de loi 270, Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd., adopté.

**Le Président:** Étant donné qu'il s'agit de rapports concernant des projets de loi d'intérêt privé, est-ce que tous ces rapports sont adoptés?

**Des voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

M. le président de la commission de l'aménagement et des équipements et député de Gouin.

#### **Étude détaillée des projets de loi 247, 250, 254, 268, 272, 271 et 200**

**M. Rochefort:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer les rapports de la commission de l'aménagement et des équipements qui a siégé le 18 décembre 1986 et, faut-il l'ajouter, aussi aujourd'hui jusqu'à quatre heures ce matin, afin de procéder à l'étude détaillée des projets de loi d'intérêt privé suivants: le projet de loi d'intérêt privé 247, Loi concernant la ville d'Iberville; le projet de loi d'intérêt privé 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville; le projet de loi d'intérêt privé 254, Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville; le projet de loi d'intérêt



privé 268, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli; le projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec; le projet de loi d'intérêt privé 271, Loi modifiant la charte de la ville de Québec; et, finalement, le projet de loi d'intérêt privé 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal. Ces projets de loi ont tous été adoptés.

Le Président: Il s'agit de projets de loi d'intérêt privé. Est-ce que ces rapports sont adoptés?

Des voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

J'aimerais déposer le rapport d'une séance de travail du 3 décembre de la commission de l'Assemblée nationale.

M. le Vice-Président.

M. Saintonge: M. le Président, je voudrais faire motion pour que ce rapport de la commission de l'Assemblée nationale soit adopté.

Une voix: Adopté.

Le Président: Adopté.

Dépôt de pétitions.

Mme la députée de Maisonneuve.

Requêtes demandant de faire respecter la Charte de la langue française

Mme Harel: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires du comté de Sainte-Marie invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.

M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires du comté de Laval-des-Rapides invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.

M. le député de Gouin.

M. Rochefort: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 101 pétitionnaires de l'Université de Montréal invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.

M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, j'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires du comté de Chauveau invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en pleine croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.

M. le député de Lavolette.

(10 h 20)

M. Jolivet: Merci. J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée par 101 pétitionnaires du comté de Trois-Rivières invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser, de multiples façons, le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.  
M. le député de Terrebonne.

M. Blais: J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 101 pétitionnaires du comté de L'Assomption invoquant les faits suivants:

"Que la Charte de la langue française a toujours fait l'objet d'un large consensus au sein de la population du Québec;

"Que le gouvernement fait subir de multiples reculs à la langue française au Québec et que le nombre de violations de la Charte de la langue française est en croissance;

"Concluant à ce que l'Assemblée nationale du Québec demande au gouvernement de faire respecter, dans son esprit et dans sa lettre, la Charte de la langue française et de cesser de favoriser de multiples façons le recul de la langue française au Québec."

Le Président: Pétition déposée.  
M. le député de Saint-Henri.

**Demande d'implanter un CLSC  
dans les secteurs de Ville-Émard  
et Côte-Saint-Paul**

M. Hains: M. le Président, je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 3254 pétitionnaires en faveur de l'implantation d'un CLSC dans les secteurs de Ville-Émard et Côte-Saint-Paul, secteurs intégrés au comté de Saint-Henri. "Les faits invoqués sont les suivants: considérant l'importance primordiale des soins de santé dans notre milieu et le droit de chaque citoyen et citoyenne d'avoir accès à des services essentiels; considérant qu'une barrière géographique, en l'occurrence le canal de Lachine, a un effet d'isolement sur l'accessibilité aux services existants;

considérant la recommandation ferme du Conseil régional de la santé et des services sociaux de la région de Montréal. L'intervention réclamée se résume ainsi: demande soit faite à l'Assemblée nationale du Québec de voir à ce que cette situation soit corrigée au plus tôt en requérant l'établissement officiel d'un CLSC dans Ville-Émard et Côte-Saint-Paul qui sont des parties intégrantes du comté de Saint-Henri.

Le Président: Pétition déposée. M. le député de Saint-Louis. À l'ordre, s'il vous plaît!

**Demande de créer un CLSC pour  
desservir les gens d'Outremont  
et de ville Mont-Royal**

M. Chagnon: M. le Président, je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 1780 pétitionnaires de la région du Montréal métropolitain. Les faits invoqués sont les suivants:

"Attendu que notre pré-CLSC ne peut dispenser actuellement les mêmes services qu'un CLSC pleinement constitué;

"Attendu que la population de notre territoire a droit à des services analogues à ceux des territoires voisins qui sont dotés d'un CLSC;

"Attendu que le Conseil de la santé et des services sociaux de la région de Montréal recommande à Mme la ministre Lavoie-Roux de parachever le réseau des CLSC sur l'île de Montréal en reconnaissant officiellement les 18 pré-CLSC existants; l'intervention réclamée se résume ainsi: Nous demandons que l'Assemblée nationale prie Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux de procéder à l'annonce de la création d'un CLSC devant desservir la population d'Outremont et de ville Mont-Royal."

Le Président: Pétition déposée.  
M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, pourrais-je vous faire remarquer que l'Opposition a applaudi avec plus d'enthousiasme le dépôt des pétitions ministérielles que ses propres pétitions ce matin.

Le Président: M. le leader de l'Opposition.

M. Chevette: M. le Président, c'est toujours intéressant de regarder quelqu'un "scorer" dans son but.

Le Président: M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Je pense que la remarque du leader de l'Opposition peut porter à confusion. J'espère qu'il n'invite pas les

députés de quelque formation politique que ce soit à refuser à déposer ici des pétitions à partir du but visé ou de la réclamation faite. On sait que le député qui dépose une pétition ici, le fait pour respecter le droit strict d'un pétitionnaire de déposer une pétition à l'Assemblée nationale et n'a pas nécessairement l'obligation de partager son point de vue. D'ailleurs, les pétitions à répétition qui ont été déposées par certains députés de l'Opposition ne montraient pas beaucoup de conviction dans certains cas, ce matin.

**Le Président:** Une dernière intervention, M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevette:** Je pense bien qu'il n'y a rien en cette Chambre qui empêche des parlementaires de se manifester d'accord avec une position quelconque. Deuxièmement, je promets tout de suite au leader du gouvernement que, dès que la ministre se lèvera pour donner suite à ses pétitions, nous l'applaudirons elle-même.

**Le Président:** Je vais reconnaître M. le député de La Peltre toujours à l'étape des dépôts de pétitions. M. le député de Saint-Louis.

**Demande de maintenir le pré-CLSC Snowdon et de lui accorder un budget d'implantation**

**M. Chagnon:** J'ai une seconde pétition, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux par 739 pétitionnaires de Snowdon. Les faits invoqués sont les suivants: "compte tenu des besoins immenses de la population et compte tenu du fait que le pré-CLSC Snowdon est en place depuis deux ans, nous demandons que soit maintenu le pré-CLSC Snowdon et qu'un budget d'implantation lui soit octroyé..."

**Le Président:** Vous permettez? On m'avise que votre deuxième pétition n'a pas été reçue, ni acceptée.

**Line voix:** Consentement.

**Le Président:** Il y a consentement, parfait! Excusez-moi. Allez.

**M. Chagnon:** M. le Président, voulez-vous que je recommence?

**Le Président:** M. le député de Saint-Louis, vous avez le consentement.

**M. Gratton:** Je conclurai en vous disant: "Nous demandons que soit maintenu le pré-CLSC Snowdon et qu'un budget d'implantation lui soit octroyé pour offrir une gamme complète de services à la

population de Snowdon."

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** Pétition déposée.  
M. le député de Viau.

**M. Cusano:** Merci, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale.

**Le Président:** Y a-t-il consentement de cette Assemblée?

**M. Rochefort:** Consentement.

**M. Cusano:** Merci, M. le député de "Rochefort", le consultant.

**Le Président:** C'est le député de Gouin, mais M. Rochefort.

**M. Rochefort:** M. le Président, chaque fois que je peux aider les CLSC du Québec, cela me fait plaisir de le faire.

**Le Président:** M. le député de Viau.

**Demande d'accorder au CLSC Saint-Michel sa pleine autonomie**

**M. Cusano:** Merci, M. le Président. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 4218 pétitionnaires du comité d'appui au CLSC Saint-Michel...

**Le Président:** S'il vous plaît:

**M. Cusano:** ...représentant la population de Saint-Michel, un quartier de Montréal desservi par le CLSC Saint-Michel. Les faits invoqués sont les suivants: "vu l'importance de la population du quartier Saint-Michel, soit 61 000 habitants, et des particularités économiques de cette population par rapport aux municipalités et quartiers environnants; vu l'ampleur des besoins sociaux et sanitaires du quartier, tels qu'identifiés par les organismes du milieu et divers rapports d'études; vu le sentiment d'appartenance de la population de Saint-Michel pour son quartier; vu le processus d'implantation du CLSC Saint-Michel déjà fort avancé, l'intervention réclamée se résume ainsi: "la population de Saint-Michel demande à l'Assemblée nationale que la ministre de la Santé et des Services sociaux accorde au CLSC Saint-Michel sa pleine et entière autonomie."

**Le Président:** Pétition déposée.  
M. le député d'Abitibi-Ouest.

**M. Gendron:** J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée à l'Assemblée nationale par 20 347...

**Le Président:** Je comprends que vous avez le consentement de cette Assemblée? Consentement.

**Demande du SFPQ afin que les mandats des négociateurs patronaux soient débloqués**

**M. Gendron:** ...pétitionnaires, membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec, invoquant les faits suivants: "Qu'ils sont sans contrat de travail depuis le 1er avril 1986; que les négociations piétinent, et ce, malgré une quarantaine de rencontres; que le Conseil du trésor n'accorde aucun mandat à son représentant au niveau de leurs priorités, notamment changements techniques, technologiques, déplacements d'unité administrative, carrière, accident de travail, sous-contrat, surplus ministériel, occasionnels; que l'offre de 3,5 % ne correspond pas à l'augmentation du coût de la vie en 1986, et que leurs traitements sont encore inférieurs à ce qu'ils étaient en 1982; que les déclarations publiques ne se reflètent pas concrètement à la table des négociations et concluant à ce que: les mandats soient débloqués afin de pouvoir négocier de bonne foi plutôt que via les médias d'information, sans quoi les membres du Syndicat des fonctionnaires provinciaux du Québec se verront dans l'obligation de faire des moyens de pression pour appuyer leurs revendications qui ont été jugées par le premier ministre lui-même comme raisonnables et n'auront d'autre choix que de suivre les mots d'ordre de leurs dirigeants syndicaux."  
(10 h 30)

**Le Président:** Pétition déposée.  
M. le député de Pontiac.

**M. Middlemiss:** Merci, M. le Président. Je demande le consentement pour déposer la pétition suivante du groupe Coalition pour...

**M. Chevette:** Cela a fait l'objet d'une entente entre les deux leaders, hier.

**Le Président:** Vous avez le consentement, M. le député de Pontiac.

**Requête du groupe Coalition pour la vie demandant le respect de la loi**

**M. Middlemiss:** Merci. Je dépose l'extrait d'une pétition adressée au gouvernement du Québec par 120 676 pétitionnaires sympathisants du groupe Coalition pour la vie Québec, invoquant les faits suivants: "Coalition pour la vie Québec est un organisme dont le premier objectif est la défense du droit à la vie depuis sa conception jusqu'à la mort naturelle. Or, il existe présentement certaines cliniques privées et CLSC qui pratiquent des avortements contrairement aux dispositions du Code criminel. Les

intervenants réclament le respect de la loi actuelle relativement à l'avortement, la fermeture des cliniques illégales dans les CLSC et de toute autre clinique privée d'avortement, la non-couverture par l'assurance-maladie du coût des avortements illégaux."

**Le Président:** Pétition déposée.  
VI. le député d'Ungava.  
Mme la députée de Marie-Victorin.

**Mme Vermette:** M. le Président, je demande le consentement de la Chambre pour déposer une pétition.

**Le Président:** Vous avez le consentement, Mme la députée.

**Mme Vermette:** J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée...

**Le Président:** Un instant!  
M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevette:** D'accord. Allez-y.

**Mme Vermette:** J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée par 1000...

**Le Président:** Il y a consentement?

**Mme Vermette:** Il y a consentement, il y a eu entente.

**M. Gratton:** M. le Président, à ma connaissance, nous n'avons pas été saisis d'une demande de consentement, mais il n'y a pas de problème, nous consentons.

**Le Président:** Vous avez le consentement, Mme la députée de Marie-Victorin.

**Requête demandant la continuité de l'îlot résidentiel Jean-Besré**

**Mme Vermette:** J'ai l'honneur de déposer l'extrait d'une pétition adressée par 1096 pétitionnaires sensibles aux problèmes vécus par les personnes handicapées vivant à l'îlot résidentiel Jean-Besré, la famille d'accueil de la rue Boissot et la résidence du 5230, Henri-Bourassa, Charlesbourg, concluant à ce que des mesures immédiates soient prises par le gouvernement pour la continuité de l'îlot résidentiel Jean-Besré et des deux résidences de groupes de personnes handicapées lourdement.

**Le Président:** Votre pétition est déposée, Mme la députée de Marie-Victorin. Cela met fin aux dépôts de pétitions. Ce matin, il n'y aura pas d'intervention portant sur une violation de droit ou de privilège ou sur un fait personnel.

Avant de procéder à la période de questions et réponses orales, j'avise tous les membres de cette Assemblée que Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux apportera un complément de réponse à une question posée par Mme la députée de Marie-Victorin avant-hier au sujet des résidences de l'îlot Jean-Besré.

Dans un deuxième temps, j'aimerais demander la collaboration de tous afin que, immédiatement après la période de questions, tel qu'il apparaît au feuillet ce matin, nous procédions à deux votes: Premièrement, l'adoption du rapport de la commission des affaires sociales sur le projet de loi 124 et, deuxièmement, le vote sur l'amendement et le rapport de la commission de l'économie et du travail sur le projet de loi 150, Loi sur les forêts.

Nous allons maintenant procéder à la période de questions orales et je vais reconnaître en principale M. le chef de l'Opposition.

### QUESTIONS ET RÉPONSES ORALES

#### Les poursuites relativement à l'affichage bilingue

**M. Johnson (Anjou):** Alors que le Québec a, pour l'essentiel, besoin de politiques économiques vigoureuses, y compris ce que cela représente de la part du gouvernement, le gouvernement actuel, lui, choisissait plutôt, par ses attitudes depuis de nombreux mois, par ses incohérences et ses projets, de replonger le Québec dans le débat linguistique qui accapare malheureusement beaucoup d'énergie.

Devant une opinion publique de plus en plus insatisfaite de l'approche et de l'attitude du premier ministre et de ses ministres, le gouvernement a décidé, heureusement, de se laisser ébranler quelque peu par l'opinion publique en n'appelant pas le projet de loi 140 de la ministre des Affaires culturelles. Devant les milliers d'infractions à la loi 101 quant à l'affichage, après douze mois d'inaction, le ministre de la Justice déposait, hier, 31 poursuites concernant l'affichage bilingue.

Le premier ministre pourrait-il simplement nous expliquer pourquoi son Procureur général a attendu douze mois avant d'appliquer la loi?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Le chef de l'Opposition me paraît un peu à court de questions ce matin, sauf peut-être pour sa dernière remarque, à la suite de la déclaration du Procureur général, hier. Il reste que nous avons démontré - je le lui ai dit - que, depuis douze mois, nous avons intenté plusieurs dizaines de poursuites. Je pourrais

donner au chef de l'Opposition des chiffres comparatifs entre l'action du Procureur général en 1986 et l'action de l'ancien gouvernement, de 1977, depuis l'adoption de la Charte de la langue française, jusqu'au 2 décembre 1985. Si nous examinons ces chiffres comparatifs, toute proportion gardée, le chef de l'Opposition devra admettre que le respect de la loi 101 a été fait avec beaucoup plus de vigilance par le gouvernement actuel que par l'ancien gouvernement.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît! M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Nous n'avons pas fait ces pétitions bidons, loufoques et inexacts qui ont été déposées par les députés de l'Opposition. Nous avons agi, nous avons intenté des dizaines de poursuites - je l'ai mentionné - et nous avons obtenu de nombreuses condamnations. Dans le cas de l'affichage bilingue, le chef de l'Opposition est au courant: lui-même, comme ancien ministre de la Justice, il laissait prescrire des causes.

**Une voix:** ...

**M. Bourassa:** Il faut quand même rappeler les faits, puisque le chef de l'Opposition a l'audace ce matin de poser des questions à ce sujet, alors que, comme ancien ministre de la Justice, il a lui-même fait preuve d'un laxisme inacceptable.

**Des voix:** Bravo!

**M. Bourassa:** Avant même que le jugement Boudreault soit connu, déjà le Procureur général acceptait automatiquement, par ses représentants, de reporter les causes. Il est le dernier dans cette Chambre, comme je le lui ai déjà dit et comme je le lui répète aujourd'hui, à donner des leçons au Procureur général sur l'application de la loi 101.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** Question additionnelle, M. le Président. Êtes-vous capable de dire ça sans rire? Est-ce que le premier ministre ne constate pas qu'il est normal qu'il y ait eu plus de poursuites puisqu'il y a plus d'infractions depuis que son gouvernement est en place? Mille fois plus d'infractions!

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Johnson (Anjou):** Je réitère ma question au premier ministre. Pourquoi est-ce que son Procureur général a attendu douze mois avant d'appliquer l'article de la Charte de la langue française en matière d'affichage bilingue?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Je réfère le chef de l'Opposition aux déclarations de M. Vallières, un de ses anciens collaborateurs au ministère de la Justice, qui disait lui-même que, soudainement, à la fin de 1985, on est arrivé avec toute une série de propositions de poursuites ou de cas qui étaient soumis par l'Office de la langue française ou la Commission de la protection de la langue française. Soudainement, alors que durant des années et des années rien ne se faisait ou à peu près, on a inondé le ministère de la Justice, comme par hasard, alors que tout le monde voyait la victoire du Parti libéral. Les dirigeants de Zellers ont eux-mêmes dit à la télévision que ça faisait au moins deux ou trois ans qu'ils affichaient en français et en anglais. Qu'est-ce que le Procureur général faisait durant ces deux ou trois années? On peut quand même lui poser la question, lui, ce matin, qui a le culot de nous poser des questions sur l'application de la loi 101.

**Des voix:** Bravo! Bravo! Bravo!

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition.

**M. Johnson (Anjou):** Au nouveau défenseur de la langue au Québec, M. le Président.

**Une voix:** C'est beau! C'est beau!

**Le Président:** À l'ordre! À l'ordre!

**Des voix:** Bravo! Bravo! Bravo!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le chef de l'Opposition.

**M. Johnson (Anjou):** Je constate, M. le Président, que des collègues du premier ministre découvrent avec nous que c'est nouveau, cependant.

**Des voix:** Ah! Ah! Ah!

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.  
(10 h 40)

**M. Johnson (Anjou):** M. le Président, je répète ma question au premier ministre. Pourquoi son Procureur général a-t-il attendu douze mois avant d'appliquer la loi en matière d'infractions concernant l'affichage bilingue?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** On me permettra de signaler au chef de l'Opposition que dans le cas de la défense de la langue française, il a été écrit très clairement, il y a quelques semaines, je lui ai déjà dit, à la page 359 - j'aime bien être précis - des mémoires de M. René Lévesque, que le chef actuel du gouvernement avait fait preuve de courage en établissant le français comme langue officielle et que c'était la première fois dans l'histoire du Québec qu'un chef de gouvernement arrivait avec une loi disant à la majorité francophone que le français était la langue officielle. Je pense bien que, là-dessus, comme défenseur de la langue française, je suis bien placé pour répondre à l'ancien Procureur général qui ne faisait pas respecter la loi 101.

**Le Président:** M. le chef de l'Opposition, en additionnelle.

**M. Johnson (Anjou):** Est-ce que le premier ministre ne reconnaît pas que lui, son gouvernement, son Procureur général et les membres du set carré, comme sa vice-première ministre et quelques autres...

**Une voix:** ...

**M. Johnson (Anjou):** ...qui se sont mêlés de ce débat, ont fait perdre toute crédibilité au gouvernement en matière d'application de la loi 101? Peut-il nous dire s'il présentera au public du Québec, aux citoyens et au Parlement, une politique linguistique pour cesser le genre de gâchis dont il est responsable ainsi que son Procureur général?

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, je ne répéterai pas ce que je viens de dire...

**Des voix:** ...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Bourassa:** ...au chef de l'Opposition qui s'indigne avec grandiloquence une fois de plus sur des faits qu'il a lui-même tolérés. Je crois que la position du Parti libéral est bien connue. Nous nous étions engagés à régler le problème des "illégaux" qui traînaient depuis près de dix ans. On l'a réglé.

Nous nous étions engagés vis-à-vis de la minorité anglophone, à l'instar du chef de l'Opposition, à adopter une loi pour qu'elle puisse avoir les soins hospitaliers dans sa langue. On l'a fait.

Dans le cas de l'affichage, le programme du Parti libéral est bien connu,

sauf qu'il y a le principe du respect de la loi. Nous avons attendu jusqu'à la fin de l'année le jugement de la Cour d'appel. La cause a été entendue au mois de mars et, comme l'a dit le Procureur général et comme nous l'avions dit, quant à multiplier par dizaines et par dizaines des causes pour remettre systématiquement l'audition de ces causes après le jugement de la Cour d'appel, nous avons adopté l'attitude que connaît le chef de l'Opposition et qui prolongeait, de toute manière, à certains égards, celle qu'il avait lui-même acceptée, mais nous l'avons prolongée d'une façon moins hypocrite.

**Une voix:** Oh!

**M. Bourassa:** Ce que je dis au chef de l'Opposition, c'est que le Procureur général ayant constaté que le jugement de la Cour d'appel n'était pas rendu et que nous vivons dans une société de droit, il a donc annoncé les décisions qui sont connues jusqu'à ce que nous ayons le jugement de la Cour d'appel.

**Le Président:** M. le député de Taillon, en additionnelle.

**M. Filion:** Est-ce que le ministre de la Justice est d'accord avec le nouvel énoncé du premier ministre, à savoir que la longueur du délibéré de la Cour d'appel est rendue un facteur de décision quant à sa politique de poursuivre ou non les contrevenants à la loi 101?

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président:** M. le ministre de la Justice.

**M. Marx:** M. le Président, la session se termine aujourd'hui.

**Des voix:** Ah oui?

**M. Marx:** J'ai attendu le plus longtemps possible le jugement de la Cour d'appel, c'est-à-dire plus d'une année. Avec tout le respect que j'ai pour la Cour d'appel, je ne peux plus attendre la décision des tribunaux. Comme je l'ai dit hier, nous formons une société fondée sur la primauté des droits. En d'autres mots, M. le Président, la loi est la loi et, en tant que Procureur général, je dois veiller...

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de la Justice.

**M. Marx:** Ceux qui ont laissé tomber 25 000 poursuites comprennent ce que c'est: la loi est la loi...

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** En conclusion, M. le ministre.

**M. Marx:** ...et celui qui n'a pas poursuivi certains magasins qui ont affiché bilingue pendant des années comprend ce que c'est: la loi est la loi.

Pour conclure, M. le Président, en tant que Procureur général du Québec, je dois veiller à l'application et au respect de la loi et c'est ce que j'ai fait.

**Le Président:** M. le député de Taillon, en additionnelle.

**M. Filion:** Oui, est-ce que le ministre de la Justice ne trouve pas inacceptable d'adopter une ligne d'inconduite qui consiste finalement - et c'est la vérité - à poursuivre ou ne pas poursuivre selon le capital politique que le Parti libéral veut faire?

**Le Président:** M. le ministre de la Justice. À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Marx:** M. le Président...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le ministre de la Justice.

**M. Marx:** M. le Président, j'ai répondu pourquoi j'ai intenté ces poursuites hier. Je n'ai rien d'autre à ajouter.

**Le Président:** M. le député de Taillon, en additionnelle.

**M. Filion:** En additionnelle, M. le Président. Comment le ministre de la Justice peut-il décemment admettre qu'après avoir contribué, comme on l'a démontré tantôt, par sa nonchalance à la détérioration linguistique au Québec...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Filion:** ...il conserve la crédibilité nécessaire pour continuer à assumer le rôle de l'institution qu'il représente?

**Le Président:** M. le ministre de la Justice.

**M. Bourassa:** M. le Président...

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Je voudrais répondre au député de Taillon, puisqu'il parle de la crédibilité du Procureur général. Je crois, comme l'a signalé ou l'a suggéré le Procureur général, qu'un parti qui, alors qu'il était au pouvoir, a abandonné des dizaines et

des dizaines de milliers de poursuites alors que c'étaient des illégalités qui étaient faites dans des services essentiels comme les hôpitaux, un parti qui a blanchi ou qui a renoncé à poursuivre dans des cas où on avait des services essentiels, je ne crois pas qu'à ce moment-là, on doive mettre en cause la crédibilité du Procureur général qui fait respecter la loi en tenant compte des jugements des tribunaux.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, en principale.

**Publication des noms des  
administrateurs de Cambior  
qui ont bénéficié d'une  
option d'achat d'actions**

**M. Parent (Bertrand):** En principale, M. le Président. Le ministre délégué à la Privatisation a refusé, hier, catégoriquement de rendre publique la liste des dirigeants administrateurs de Cambior qui ont bénéficié d'option d'achat d'actions de Cambior. Outre les trois dirigeants, soit le président et les deux vice-présidents qui ont eu droit à un bloc de 95 000 actions à 10 \$, le reste des 180 000 actions a été donné en option à d'autres administrateurs de Cambior. Je ne suis pas un spécialiste des mines, M. le Président, et je ne le prétends pas non plus...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre, s'il vous plaît; Je voudrais entendre la question de M. le député de Bertrand. Vous avez la parole, M. le député de Bertrand.

**M. Parent (Bertrand):** Je disais donc, M. le Président, que je ne prétends pas, moi...

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**Le Président:** M. le député de Bertrand.

**M. Parent (Bertrand):** Cependant, M. le Président...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**M. Parent (Bertrand):** Cependant, M. le Président, j'ai la prétention d'être tenace et le premier ministre pourra en témoigner.

**Le Président:** J'aimerais que vous posiez votre question, s'il vous plaît, M. le député de Bertrand, sans commentaire.

**M. Parent (Bertrand):** J'étais dans mon préambule, M. le Président. Je termine. Comment le ministre peut-il refuser de rendre publique cette liste des administrateurs qui ont bénéficié de catégories de ces actions en prétextant que

Cambior est maintenant une entreprise du domaine privé? Est-ce que le ministre n'est pas conscient que lorsque se sont produits ces données, ces blocs d'actions en particulier, SOQUEM, Cambior était du domaine public?  
(10 h 50)

**Le Président:** M. le ministre délégué à la Privatisation.

**M. Fortier:** Cela me fait plaisir de constater que le député de Bertrand est d'accord avec le président de Cambior lorsqu'il affirme qu'il ne sait pas de quoi il parle quand il parle de Cambior.

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! À l'ordre!

**M. Fortier:** Ce que j'aimerais lui répéter...

**Le Président:** À la question, s'il vous plaît, M. le ministre.

**M. Fortier:** Ce que j'aimerais lui répéter, c'est que dans les cas qu'il a mentionnés, dans les cas des dirigeants qui ont été engagés alors que Cambior était une filiale de SOQUEM, je lui ai donné la réponse hier. Dans les autres cas qui pourraient survenir dans l'avenir, parce qu'à ma connaissance, le bloc d'actions qui a été réservé et qui n'a pas encore été utilisé, n'a pas encore été octroyé à l'un ou l'autre des dirigeants, c'est donc une marge de manoeuvre que le conseil d'administration de Cambior s'est gardé, comme cela se fait... Hier, je lui ai donné des exemples d'autres sociétés qui sont sur le marché public présentement. Je lui donnais l'exemple de J.M. Saucier et de Simon Lemaire. Plusieurs sociétés, au moment du dépôt du prospectus, par décision du conseil d'administration, réservent un bloc d'actions pour des dirigeants. À ma connaissance, les 87 000 actions dont il parle n'ont pas encore été octroyées et je crois qu'il reviendra au conseil d'administration de Cambior de statuer en temps et lieu.

Je lui dis immédiatement que je ne fais pas partie du conseil d'administration de Cambior, donc, je ne suis pas au courant de ces décisions éventuelles. Je lui répète qu'à ma connaissance, ce bloc d'actions dont il parle n'a pas encore été octroyé.

**Le Président:** M. le député de Bertrand.

**M. Parent (Bertrand):** En additionnelle. Le ministre ne croit-il pas que le gouvernement du Québec par l'intermédiaire de SOQUEM et comme actionnaire à 30 % d'un bloc d'actions de Cambior, et le plus important actionnaire de Cambior, a le droit de savoir ce que ses administrateurs ont eu



comme option. Je pense que c'est normal. Est-ce que le ministre n'est pas conscient qu'en tant que principal actionnaire, on devrait savoir ce que les actionnaires...

**Le Président:** M. le ministre délégué à la privatisation.

**M. Fortier:** Je lui répète. Il est vrai qu'au conseil d'administration de Cambior, nous avons deux membres du conseil qui sont de SOQUEM. Il est vrai également que lorsque nous avons privatisé Cambior, nous avons dit très clairement que nous ne voulions pas que ce soit le gouvernement qui dirige cette société. Donc, nous voulons que désormais ce soit la majorité du conseil d'administration, qui ne représente pas le gouvernement, qui prenne les décisions les plus importantes. Il est vrai que dans la décision du conseil d'administration de réserver un bloc d'actions pour les dirigeants actuels ou pour de futurs dirigeants... Ce que nous savons et ce que nous prétendons, M. le Président, c'est que Cambior est une société dont le siège social est à Val-d'Or, qui se développe rapidement et je crois que dans les années qui viennent, ce bloc d'actions qui a été réservé pour des nouveaux dirigeants pourrait être utilisé, justement, pour assurer le développement...

**Le Président:** En conclusion.

**M. Fortier:** ... de la compagnie. Je lui dis qu'à ma connaissance le bloc d'actions qui a été réservé n'a pas encore été utilisé, n'a pas encore été octroyé à qui que ce soit.

**Le Président:** M. le député de Bertrand, en additionnelle.

**M. Parent (Bertrand):** En additionnelle. Est-ce que le ministre trouverait normal que son principal conseiller en matière de privatisation, qui est le président de SECOR, lui ait recommandé d'octroyer à un membre associé de SECOR, qui fait partie du conseil d'administration, d'avoir accès à ces blocs d'actions?

**Le Président:** VI. le ministre délégué à la Privatisation. VI. le ministre.

**M. Fortier:** Je ne sais pas à quoi fait allusion le député de Bertrand. Je lui dirai que le membre du conseil d'administration qui faisait partie de SECOR, mais qui n'en fait plus partie, fait partie également du conseil d'administration de la Laurentienne, qui fait également partie du conseil d'administration de l'Imperial Life et c'est ce à quoi il fait allusion. Cette personne a été nommée au conseil d'administration pour ses qualités d'administrateur. À ma connaissance, cette personne n'a aucun droit

à un bloc d'actions particulier.

**Le Président:** Mme la députée de Maisonneuve, en principale.

#### **Équivalence de services aériens internationaux entre Toronto et Montréal**

**Mme Harel:** Oui, merci, M. le Président. Après avoir perdu en 1983 l'exclusivité des droits d'atterrissage des vols internationaux, Montréal est en train maintenant de perdre l'équivalence du service avec Toronto. Le 4 décembre dernier, j'interrogeais le ministre des Transports sur un très dangereux précédent qui accordait, pour la première fois, un droit d'atterrissage exclusif à une compagnie thaïlandaise Thai Airways à Toronto. Je le mettais en garde contre des demandes semblables de compagnies Scandinaves, indiennes et japonaises. On sait que ces demandes pouvaient faire de Montréal, Dorval et Mirabel confondus, un simple terminal régional de seconde importance. M. le Président, le journal **La Presse** révélait, hier, qu'une deuxième compagnie, Air India, pourra dorénavant se rendre à Toronto sans s'arrêter à Mirabel, dans le cadre d'une entente conclue entre le Canada et l'Inde. Je demande au ministre quelle démarche concrète il a entreprise pour faire cesser cette situation et faire respecter au moins l'équivalence de services entre Toronto et Montréal?

**Le Président:** M. le ministre des Transports.

**M. Côté (Charlesbourg):** M. le Président, comme je l'avais dit à Mme la députée de Maisonneuve dans la question précédente, il en a été question lors d'une rencontre avec M. Mazankowski, le 2 juin 1986. Il en a été aussi question lors des rencontres avec M. André Bissonnette qui est le responsable du ministère des Transports pour tous les dossiers concernant le Québec. Il en a été aussi question lorsqu'on a discuté des deux aéroports, de Mirabel et de Dorval. Il en a été question ultérieurement lors d'un entretien téléphonique. Je lui ai signifié très clairement qu'effectivement nous partageons l'inquiétude soulevée par Mme la députée de Maisonneuve et que le gouvernement fédéral avait une responsabilité très importante dans ce dossier.

De plus, il y aura en effet d'autres démarches. Je les ferai auprès du ministre fédéral responsable du dossier du Québec, M. Marcel Masse, pour lui indiquer que s'il y a des problèmes de langue ou de l'intérêt pour la langue au Québec, il y a aussi de l'intérêt à protéger d'autres droits pour les Québécois et c'est à cela qu'il devrait s'attarder.

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** Mme la députée de Maisonneuve, en additionnelle.

**Mme Harel:** Quand le ministre entend-il faire cette intervention auprès du ministre fédéral responsable du Québec? Et à part les conversations téléphoniques où il a fait savoir à ses homologues fédéraux qu'il trouvait cela bien de valeur, est-ce qu'il y a de la correspondance qu'il pourrait déposer en cette Chambre?

**Le Président:** M. le ministre des Transports.

**M. Côté (Charlesbourg):** M. le Président, il y a actuellement plusieurs dossiers en cours avec M. Crosbie concernant un certain contentieux avec le ministère des Transports ou la volonté du gouvernement du Québec, ce n'est pas le seul sujet, il y en a d'autres, où il semble y avoir sur certains points de l'incompréhension et sur d'autres projets de loi déposés au gouvernement fédéral actuellement. Dans ce cas comme dans d'autres, c'est clair que les revendications du Québec sont bien connues et vont l'être encore davantage. Au-delà des conversations téléphoniques, il y a eu des gestes posés par le gouvernement. S'il faut rencontrer M. Masse, entre Noël et le Jour de l'An, j' imagine qu'il veut me parler d'autres projets et ce sera très intéressant d'en discuter avec lui, soyez sûr que cela va se faire.

**Le Président:** Je vais maintenant reconnaître un député de la formation ministérielle. M. le député de Lotbinière.

**Possibilité de traverser sous  
le fleuve la ligne Radisson-  
Nicolet-Des Cantons d'Hydro-Québec**

**M. Camden:** M. le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Énergie et des Ressources. On apprend que des études ont été déposées dans le cadre des audiences publiques de l'environnement sur la sixième ligne d'Hydro-Québec, ligne Radisson-Nicolet-Des Cantons qui démontreraient qu'une traversée sous le fleuve Saint-Laurent est possible. Le ministre peut-il nous dire s'il a été informé de ces études et quelles sont les prochaines étapes que le gouvernement entend accomplir afin de s'assurer de la bonne gestion de ce dossier?

**Le Président:** M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

**M. Ciaccia:** M. le Président, le Comité ministériel permanent de l'aménagement et du développement régional s'est réuni en

session spéciale, ce matin, pour étudier la situation provoquée par le fait qu'Hydro-Québec a déposé aux audiences publiques sur la sixième ligne des rapports d'études de SNC sur la possibilité d'une traversée sous le fleuve. Ces rapports n'ont jamais été communiqués à notre gouvernement malgré mes demandes et celles du comité ministériel d'examiner toutes les possibilités de réalisation d'une telle traversée. De plus, malgré que les rapports de SNC datent de février 1985 et semblent démontrer qu'une telle traversée est réalisable, de toute évidence il semblerait qu'ils n'aient pas été communiqués au gouvernement précédent. Alors, le Comité ministériel permanent de l'aménagement et du développement régional a décidé de convoquer la haute direction d'Hydro-Québec, le 7 janvier, pour faire toute la lumière sur ces rapports et pour faire le point sur le fait que ces documents ne nous ont jamais été communiqués, malgré nos demandes à Hydro-Québec dont certaines ont été faites en présence des concitoyens et en présence du député de Lotbinière qui représentait habilement ses électeurs. Nous allons demander aussi de faire toute la lumière sur la question de la possibilité d'une traversée sous fluviale tout en ne remettant pas en cause le corridor Lotbinière-Grondines.  
(11 heures)

**Des voix:** Bravo!

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition, en principale.

**Demande d'intervention en vue  
du règlement du conflit au  
centre de ski Grand Fonds**

**M. Chevette:** M. le Président, ma question s'adresse au premier ministre en l'absence du ministre du Travail puisque, de toute façon, le télégramme des travailleurs non syndiqués de la région de Charlevoix est adressé au premier ministre et se lit comme suit: "Nous, soussignés, employés non syndiqués des commerces de la région de Charlevoix, demandons au premier ministre, M. Robert Bourassa, ainsi qu'aux ministres M. Picotte et M. Paradis de faire diligence et de bien vouloir nommer des gens avec pouvoir de décision dans le dossier." Ils ajoutent: "La survie économique de la région est directement reliée à l'opération du centre de ski Grand Fonds. Nous n'appuyons aucune des deux parties dans ce conflit, nous sommes cependant en faveur de la paix sociale et nous, comme travailleurs, voulons bien sûr conserver nos emplois et retrouver la dignité de travailleur." Ma question est la suivante: Étant donné l'impact majeur du conflit sur le plan économique dans la région de Charlevoix, le premier ministre entend-il donner des suites immédiates au télégramme

des travailleurs non syndiqués de la région?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** Je remercie le leader de l'Opposition de me poser une question. Dans ce cas-là, le ministre du Travail devrait arriver d'ici à quelques minutes. Il rencontrait M. Benoît Bouchard, à Ottawa, à 8 heures ce matin. Selon mes informations, si le député de Joliette, leader de l'Opposition, fait référence à la question du Mont Grand Fonds, un conciliateur - je crois que c'est M. Yvan Saintonge - a été nommé pour rapprocher les parties. Si c'est à cela que fait référence le leader de l'Opposition, déjà un geste a été posé mardi par le ministère du Travail soit la nomination d'un conciliateur, pour essayer de rapprocher les parties sur cette question.

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevette:** M. le Président, le premier ministre est-il conscient que ce que demandent les travailleurs non syndiqués, ce n'est pas une simple conciliation. On connaît le processus de conciliation qui peut durer 30, 40 ou 50 jours. Ce sont des jours majeurs sur le plan économique précisément à cause de cette industrie que représente le Mont Grand Fonds. Le premier ministre a-t-il l'intention d'utiliser d'autres moyens qui sont aussi permis par le Code du travail, la médiation spéciale, un homme influent avec pouvoir de décision et de recommandation publique, pour qu'on puisse véritablement régler ce problème avant les fêtes?

**Le Président:** M. le premier ministre.

**M. Bourassa:** M. le Président, je comprends très bien la question du député de l'Opposition, mais avant de recourir à des mesures extraordinaires, il est normal qu'on veuille utiliser les moyens traditionnels. Dans le cas du Manoir Richelieu, on avait demandé à M. Raymond Mailloux. Maintenant, M. Raymond Leboeuf s'occupe du dossier... Sa nomination avait été bien accueillie par les deux parties, notamment par M. Larose, qui avait jugé que c'était une excellente nomination. Dans le cas du Mont Grand Fonds, le ministère du Travail a nommé un conciliateur. Je sais que le ministre du Travail suit le dossier de très près pour les raisons qu'a évoquées tantôt le leader de l'Opposition. On va prendre toutes les mesures à notre disposition, mais je crois qu'il est normal de commencer par appliquer les mesures qui sont traditionnelles, celles que prévoit le Code du travail. Si on s'aperçoit qu'elles ne sont pas assez rapides et efficaces - pour répondre à l'interrogation du leader de l'Opposition - étant donné

l'acuité de la situation, nous allons envisager d'autres options.

**Le Président:** M. le député de Lévis, en principale.

#### **Taxes de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire payées par SOQUIA**

**M. Garon:** M. le Président, le contrat de vente de la Raffinerie de sucre du Québec à Sucre Lantic a été signé vers la mi-septembre dernier. Pourtant, on apprend dans le journal *L'Oeil régional* du 10 décembre 1986 que la Société québécoise d'initiatives agro-alimentaires, SOQUIA, aurait payé en date du 2 décembre dernier, par un chèque de 53 000 \$, les taxes à l'avance pour les dix prochaines années, alors que la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire n'est plus propriétaire et que Lantic est devenue propriétaire. Le ministre délégué à la Privatisation peut-il nous expliquer comment il se fait que SOQUIA, qui est une société d'État à 100 %, paie les taxes de Lantic alors que l'État du Québec n'est plus propriétaire de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire depuis plus de deux mois?

**Le Président:** M. le ministre délégué à la Privatisation.

**M. Fortier:** M. le Président, je demanderais au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation qui est le ministre de tutelle de SOQUIA de répondre à la question.

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Pagé:** M. le Président, effectivement, j'ai été saisi, il y a quelques jours seulement, de cet aspect du dossier de la fermeture de la raffinerie de sucre de Saint-Hilaire et j'ai demandé à mes adjoints de s'assurer que la situation puisse être régularisée dans les plus brefs délais et que le tout soit conforme à l'application de la justice, de l'équité et des lois. Pour répondre au député de Lévis dont j'apprécie beaucoup la question - c'est la première en 33 séances - j'en prends avis et j'y répondrai à la séance subséquente.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président:** M. le député de Lévis, question additionnelle.

**M. Garon:** M. le Président, si le ministre ne connaît pas la réponse, comment se fait-il que Mme Léna Rouillard de son cabinet a dit à *L'Oeil régional* que le gouvernement avait pris cette décision parce

qu'il a l'intention de se prévaloir d'ici à un an de l'option de rachat pour 1 \$ du terrain et des bâtiments de la Raffinerie de sucre du Québec?

**Une voix:** Elle parle trop!

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Pagé:** M. le Président, je peux vous exprimer la volonté très claire et la détermination très ferme de notre gouvernement de relancer cette entreprise, de recréer les emplois là-bas, de réintroduire de la vie, de l'activité économique dans cette bâtisse qu'on peut racheter pour une somme de 1 \$. Concernant le sujet précis auquel le député se réfère, j'en prends avis, M. le Président. Prochaine séance.

**Le Président:** M. le député de Lévis.

**M. Garon:** M. le Président, est-ce que le ministre délégué à la Privatisation peut nous dire si cette transaction faisait partie des conditions du contrat qui est toujours secret?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Fortier:** Je crois que le ministre de l'Agriculture vient de répondre...

**Le Président:** Excusez-moi. M. le ministre délégué à la Privatisation.

**M. Fortier:** ...à la question. Il en a pris avis et il vous répondra à la prochaine séance, M. le député de Lévis.

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît:

**M. Charbonneau:** Je reprends la question du député de Lévis.

**Le Président:** M. le député de Verchères, question additionnelle.

**M. Charbonneau:** Est-ce que cela faisait partie du contrat et n'est-ce pas la preuve que le contrat devrait être rendu public, puisque vous avez déclaré que, ce qui avait manqué dans le processus de privatisation, c'était le manque de transparence et d'information jusqu'à maintenant?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Pagé:** M. le Président, je remercie le député de Verchères de ses questions. Je

dirai au député qu'à plusieurs reprises, tant à l'Assemblée qu'en commission parlementaire, au mois de juin, lorsque nous avons étudié le projet de loi, nous avons indiqué, au nom du gouvernement, le privilège que nous entendions nous donner en vertu de ce contrat de pouvoir racheter les immeubles pour une considération nominale et les terrains de façon à les réaffecter à une utilisation autre et, j'espère bien, agro-alimentaire. Sinon, comme je vous l'ai dit tout à l'heure, nous sommes farouchement déterminés, parce qu'on a la possibilité de racheter cet immeuble et ces terrains pour une valeur nominale, de ramener de la vie, de l'activité, du développement à l'intérieur de cette structure de la région.

**Le Président:** M. le député de Verchères, question additionnelle.

**M. Charbonneau:** En additionnelle, pour la troisième fois. Est-ce que le paiement de 53 000 \$ par le gouvernement était prévu dans le contrat entre le gouvernement et la compagnie Lantic et pourquoi, dans ce cas, ne pas rendre publique la transaction?

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Pagé:** Concernant le sujet particulier des taxes municipales, j'ai clairement indiqué tout à l'heure que j'en avais été saisi il y a quelques jours seulement. J'ai clairement indiqué notre volonté d'agir en justice, en équité et en vertu de nos lois. Je prends donc avis de ce volet de votre question, M. le député.

**Le Président:** M. le député de Shefford, question principale.

**M. Paré:** Merci, M. le princi... Président. Au printemps 1986...

**Une voix:** M. le principal...

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! M. le député de Shefford, question principale.

#### Conversion de logements locatifs en copropriétés

**M. Paré:** Au printemps 1986, le ministre des Affaires municipales responsable, de l'Habitation, a mis sur pied un comité pour conseiller le ministre en matière d'habitation. De plus, le ministre a reçu dernièrement un rapport d'évaluation sur les GRT, les groupes de ressources techniques. Sans faire connaître les résultats de ces

études, le ministre a annoncé une commission parlementaire pour février 1987 sur la levée du moratoire concernant la transformation des logements locatifs en copropriétés et il a présenté un projet de loi sans consultation. (11 h 10)

Ma question s'adresse au ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation. Est-ce que ces décisions sont des recommandations du comité et, si oui, est-ce que le ministre accepte de rendre public le rapport du comité d'étude?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

**M. Bourbeau:** Effectivement, le comité a fait rapport récemment et le rapport fait présentement l'objet d'une évaluation au ministère des Affaires municipales et à la Société d'habitation du Québec. En ce qui concerne la levée du moratoire, j'annonce ou j'indique que les audiences de la commission parlementaire n'auront pas lieu au mois de février, tel que je l'avais indiqué précédemment, mais plus probablement autour du mois d'avril ou de mai 1987. Un document de consultation sera rendu public le ou vers le mois de février 1987.

**Le Président:** M. le député de Shefford, en additionnelle.

**M. Paré:** Merci, M. le Président. À la suite de la réponse que vient de me donner le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation, est-ce qu'il croit toujours possible, étant donné que la commission aura lieu en avril plutôt qu'au mois de février, la levée du moratoire le 1er juillet et est-ce qu'il accepterait aussi de tenir des auditions à Montréal, étant donné que c'est la place la plus susceptible d'être touchée?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

**M. Bourbeau:** En ce qui concerne la date du 1er juillet 1987, j'ai déjà indiqué à quelques reprises récemment que, s'il semblait que cette date ne puisse pas être respectée, je n'hésiterais pas à annoncer un report de la date du 1er juillet à une date subséquente. Effectivement, il semble bien que l'importance des travaux en cours fasse qu'il devienne extrêmement difficile de respecter la date du 1er juillet 1987.

Pour ce qui est de l'endroit où pourrait se tenir les travaux de la commission parlementaire de l'aménagement et des équipements, je ne suis ni le président de cette commission ni l'un de ceux qui prennent les décisions à ce sujet.

Éventuellement, cette question sera portée à l'attention de ceux qui ont à prendre les décisions de cette nature.

**Le Président:** M. le député de Shefford, en additionnelle.

**M. Paré:** Merci, M. le Président. Une question à deux volets: Est-ce que le ministre est prêt à déposer le rapport d'évaluation des GRT et, deuxièmement, est-ce que le ministre va répondre favorablement à la demande de plusieurs groupes qui désirent se prononcer sur le projet de loi et qui l'ont manifesté par des télégrammes?

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

**M. Bourbeau:** Le député fait allusion au projet de loi 137 qui est une refonte de la Loi sur la Société d'habitation du Québec, que l'Opposition a bloqué, qu'elle n'a pas voulu laisser passer au cours de la présente session. En ce qui concerne le rapport sur les GRT, je n'ai pas personnellement été saisi de ce rapport. En ce qui concerne les récriminations ou les objections de ces groupes à l'endroit du projet de loi 137 sur la Société d'habitation du Québec, les indications que j'ai vultes que les objections de ces groupes aient été discutées avec les autorités de la Société d'habitation du Québec, que des solutions satisfaisantes ont été trouvées et qu'en conséquence ce n'est pas à cause de l'objection de ces groupes que le projet de loi a été bloqué, mais pour des raisons que connaît mieux que moi le député de Shefford.

**Le Président:** M. le député de Gouin, en additionnelle.

**M. Rochefort:** Oui, M. le Président, en additionnelle au ministre responsable de l'Habitation. Compte tenu de la réponse quant au report de la date de la commission parlementaire sur la levée du moratoire, pourquoi n'annonce-t-il pas dès aujourd'hui que la date du 1er juillet n'est plus la date retenue par son gouvernement pour lever le moratoire dans les immeubles locatifs à Montréal?

**M. Jolivet:** C'est cela.

**Le Président:** M. le ministre des Affaires municipales et responsable de l'Habitation.

**M. Bourbeau:** Je crois que ce que je viens de déclarer précédemment était suffisamment clair. Il reste seulement à préciser ou à décider, au cours du mois de janvier ou du mois de février, à prendre une

décision définitive en ce qui concerne la date du 1er juillet 1987. Je n'ai pas présentement en main tous les éléments qui me permettent de prendre une décision définitive, mais j'indique que, selon les renseignements que j'ai présentement et l'avancement des travaux, il semble probable qu'effectivement la date du 1er juillet ne pourra pas être respectée et que, en conséquence, nous annoncerons probablement au début de l'année un report de cette date.

**Le Président:** M. le député de Duplessis, en principale.

**Offre de Donahue pour concrétiser le projet de papeterie à Matane**

**M. Perron:** Merci, M. le Président. **Le Soleil** nous apprenait hier que le projet de papeterie de Matane de la compagnie norvégienne Saugbrugs serait remplacé par un nouveau projet piloté par la compagnie Donohue. Après plus d'un an de négociations du projet Saugbrugs avec le fédéral, faut-il comprendre que le gouvernement du Québec est incapable de conclure une entente avec Ottawa, tel que le préconisait une décision du 7 novembre 1985 par le Conseil des ministres du temps?

Le ministre de l'Énergie et des Ressources peut-il confirmer que le projet de papeterie de Matane par Saugbrugs est abandonné et peut-il indiquer si le gouvernement a reçu l'engagement ferme de la part de Donohue de réaliser une papeterie à Matane?

**Le Président:** M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

**M. Ciaccia:** M. le Président, il y a effectivement certaines difficultés dans le projet de la papeterie de Matane. Ce n'est pas que le gouvernement fédéral s'est retiré du dossier. Nous avons une entente signée du mois de juin entre le gouvernement du Québec, le gouvernement fédéral et la papetière, sous réserve de l'approbation du Conseil des ministres du Québec et du cabinet fédéral.

Au moment où nous nous parlons, la direction de Donohue a fait une offre et démontre un intérêt certain dans le développement de ce projet. Tout ce que je peux dire à ce moment-ci au député de Duplessis c'est que nous travaillons pour essayer de concrétiser le projet de Matane parce qu'il y a une attente dans la région en ce sens. Nous avons une indication assez ferme de la direction de Donohue de procéder avec le projet.

**Le Président:** M. le député de Duplessis en additionnelle.

**M. Perron:** Le ministre de l'Énergie et des Ressources ne croit-il pas que, si le gouvernement veut vraiment qu'un projet de papeterie aboutisse à Matane avec la participation financière du fédéral, il devra soutenir avec force, et avec beaucoup plus de force qu'actuellement, la volonté populaire des gens du Bas-Saint-Laurent—Gaspésie comme nous l'avons fait en 1985 dans le dossier de Domtar à Windsor?

**Le Président:** M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.

**M. Ciaccia:** Je crois qu'il ne faut pas faire de parallèle avec la situation à Domtar. C'était une usine existante. Domtar était prête à aller de l'avant, à investir et le gouvernement fédéral était réticent à ce moment-là. La situation à Matane est tout à fait différente. Nous faisons les démarches qui s'imposent. Je n'ai pas besoin de rappeler au député de Duplessis que nous avons pu conclure des ententes pour la réouverture de l'usine de Port-Cartier. Cela a été fait, et nous continuons avec toute la force qui est à notre disposition pour concrétiser le projet de Matane. Cependant, celui-ci ne dépend pas seulement d'un niveau de gouvernement, il dépend de l'accord et de l'approbation de toutes les parties.

Au moment où nous nous parlons, le gouvernement fédéral ne s'est pas retiré du projet de Matane, et nous appuyons avec force les revendications et les demandes des gens de Matane. Nous appuyons la papeterie de Matane par les nouvelles offres que nous avons reçues.

**Le Président:** Une dernière additionnelle très courte.

**M. Perron:** Oui, M. le Président, À quelques semaines de la vente de la participation majoritaire du gouvernement dans Donohue par la privatisation de Dofor, comment peut-on prendre au sérieux cette offre de Donohue, à ce moment-ci, en 1986, lorsque rien n'est terminé en rapport avec le dossier de la privatisation?

**Le Président:** Très brièvement, M. le ministre de l'Énergie et des Ressources.  
(11 h 20)

**M. Ciaccia:** Le député de Duplessis a sûrement autant d'intérêt que nous à appuyer et à voir la concrétisation du projet de la papeterie à Matane. Je crois qu'il ne faut pas confondre et mettre en doute la bonne foi de ceux qui nous ont présenté la nouvelle offre que nous avons reçue. J'ai toujours indiqué, depuis le mois d'avril, que je ne discutais pas seulement avec la compagnie Saugbrugs, mais que je discutais avec deux autres papetières pour concrétiser le projet de Matane. Nous continuons à le faire et

nous appuyons la population de Matane pour réaliser ce projet.

**Le Président:** Je vais maintenant mettre fin à la période des questions.

**Question de privilège fondée sur l'article de la Loi de l'Assemblée nationale définissant les atteintes aux droits de l'Assemblée**

**M. Garon:** Question de privilège, M. le Président.

**Le Président:** Une question de privilège?

**Une voix:** Oui.

**Le Président:** M. le député de Lévis, sur une question de privilège.

**M. Jean Garon**

**M. Garon:** En vertu de l'article 55, paragraphe 10, de notre règlement...

**Des voix:** De la loi.

**M. Garon:** De la loi...

**Une voix:** De la Loi sur l'Assemblée nationale.

**M. Garon:** De la Loi sur l'Assemblée nationale. Je viens d'apprendre que le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation a appelé l'avocat de la CITRSQ, la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec, pour lui dire - c'est pour cela qu'il m'a appelé pour me le dire - que si je ne contribuais pas à faire adopter le projet de loi 132...

**Une voix:** Sur le zonage agricole.

**M. Garon:** ...sur la protection des terres agricoles, non seulement il s'engageait, mais il a dit à l'avocat qu'il bloquerait le projet de loi qui concerne la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec.

**Une voix:** Hein? Ah bien!

**Des voix:** Oh! Oh!

**Une voix:** C'est épouvantable.

**M. Garon:** M. le Président, notre règlement dit...

**Une voix:** Notre loi.

**M. Garon:** ...notre loi dit qu'il ne peut pas y avoir de telles pressions. C'est évident

que cela crée une pression parce que cela touche la Corporation intermunicipale.

**Une voix:** Est-ce dans cet article-là?

**M. Garon:** Le paragraphe 10.

**Le Président:** L'article 55.10.

**M. Garon:** L'article 55.10.

**Une voix:** De la loi.

**Le Président:** Si vous voulez conclure.

**M. Garon:** Il dit essentiellement: "Nul ne peut porter atteinte aux droits de l'Assemblée. Constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de: 10<sup>o</sup> essayer d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député par fraude, menace ou par des pressions indues;"

**Des voix:** Ah! Ah!

**M. Gratton:** Question de règlement.

**Une voix:** Il est fait.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, il ne s'agit manifestement pas là d'une question de privilège découlant de l'article 55, dixième paragraphe. Le député se réfère à une pseudo-conversation téléphonique qu'aurait eue un membre de l'Assemblée, notamment le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, avec une tierce personne qui aurait, je suppose, communiqué avec le député de Lévis. M. le Président, ce n'est pas ce que vise à circonscrire le paragraphe 10 de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale. Les précédents sont fort nombreux à cet égard. S'il fallait que chaque député ici, à l'Assemblée nationale, puisse invoquer l'article 55.10 au moment où un électeur ou quiconque lui fait part d'un coup de téléphone d'un autre membre de l'Assemblée nationale, comment nous en sortirions-nous, M. le Président? Je pense que si le député de Garon a des difficultés...

**Des voix:** Le député de Lévis

**M. Gratton:** ...je m'excuse, le député de Lévis.

**Le Président:** À l'ordre!

**M. Gratton:** Si le député de Lévis, M. le Président, qui deviendra peut-être bientôt M. Garon...

**Des voix:** Ha! Ha!

**M. Gratton:** ...devait avoir des communications avec quiconque, ce n'est pas par le biais de l'Assemblée nationale et surtout pas en invoquant l'article 55.10.

**M. Chevette:** M. le Président.

**Le Président:** M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevette:** Sur la question de privilège. Vous aurez remarqué que le député de Lévis s'est levé en disant: Je viens d'apprendre. Notre règlement est explicite aux articles 66 et aux suivants quant à la question de privilège. C'est dès la connaissance du fait. Donc, déjà, dans le processus même du déclenchement de la question de privilège, c'est immédiatement après le fait et je pense que c'est en toute logique.

Maintenant, à l'article 55, paragraphe 10, de la loi, il est évident que d'y aller par les intéressés qui ont plaidé eux-mêmes en commission parlementaire sur un projet de loi privé, menacer, influencer indûment le vote du député de Lévis quant à un projet de loi d'ordre public, c'est interférer en faisant carrément du chantage puisque le député de Lévis a lui-même annoncé ses couleuvres sur le projet de loi 132. Il m'apparaît évident, M. le Président, que c'est une menace déguisée, une pression indue sur son droit fondamental de parlementaire de s'exprimer librement sur un projet de loi d'ordre public; on ne peut pas faire chanter un député sur des projets de loi privés présentés en cette Chambre.

M. le Président, je pense qu'il vous faut reconnaître immédiatement le député de Lévis pour qu'il puisse expliquer lui-même le fondement même de son privilège.

**Le Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Je vous préviens tout de suite, M. le Président, que si vous reconnaissez - c'est à vous qu'appartient la décision - qu'il y a là matière à question de privilège, j'en soulèverai une immédiatement après pour faire état du fait que le député de Lévis, par l'intermédiaire du leader de l'Opposition, nous a signifié hier qu'à moins qu'on adopte l'amendement qu'il nous proposait, il refuserait son consentement, il ne ferait pas le nécessaire pour que le projet de loi 132 soit voté.

Donc, M. le Président...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît:

**M. Gratton:** ...je considérerai moi aussi qu'il s'agit d'une pression indue en vertu de l'article 55.10 de la loi et on pourra...

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

**Une voix:** La farce plate!

**M. Gratton:** Cela, on le fera pour le projet de loi 132. On pourrait peut-être le faire pour le projet de loi 129, le projet de loi 130 et, je serais tenté de dire, pour à peu près tous les projets de loi pour lesquels dont le député de Lévis est le critique.

**M. Chevette:** M. le Président.

**Le Président:** Une dernière intervention.

**M. Chevette:** Sur l'argumentation du leader du gouvernement, je n'aurais jamais pensé que le fait de négocier d'égal à égal avec un vis-à-vis et d'échanger, entre parlementaires, des documents permettant précisément de dénouer une impasse, constituait une pression indue. À ce compte, M. le Président, je vous avoue que je serais debout du matin au soir en cette Chambre parce qu'on négocie très régulièrement pour s'entendre sur un menu législatif.

Ce que j'ai proposé hier soir au leader du gouvernement d'une façon très précise, pour éviter qu'il se serve d'un article par lequel vous seriez obligé de le débouter, c'est pour permettre précisément d'avoir la loi 132 et ne pas pénaliser ceux dont les droits acquis s'éteignent le 31 décembre prochain. Je lui ai proposé un amendement pour le prolonger d'une année et demie. Au contraire, c'est dans un geste magnanime que nous faisons cela et c'est dans l'intérêt public que nous l'avons fait à par cela.

**Le Président:** Tel que mentionné plus tôt cette année dans une décision d'ailleurs suscitée également par le député de Lévis, je dois statuer, *prima facie*, s'il y a matière à violation de droit ou de privilège. C'est seulement après que je permets au député, tel qu'il apparaît à notre règlement aux articles 66 et suivants, de donner certaines explications brèves.

Je vais prendre votre motion, votre question de privilège en délibéré, et je vais revenir dans une quinzaine de minutes. Je vais me faire remplacer pour les deux votes, je crois, et le complément de réponse que je dois reconnaître à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux. Et si je reconnais qu'il y a, *prima facie*, violation de droit et privilège, je répète que je ne statue jamais sur le fond. Il y a une tout autre procédure prévue à notre règlement et ce n'est pas le président qui décide s'il y a matière ou non à droit ou à privilège, seulement lors de la réception, et ce, *prima facie*.

Je vais demander immédiatement à ce qu'un vice-président procède au complément de réponse de Mme la ministre de la Santé



et des Services sociaux à une question posée par la députée de Marie-Victorin avant-hier, et je reviens dans une vingtaine de minutes. Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, en complément de réponse.

#### **Situation difficile aux résidences Jean-Besré**

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, en réponse à une question que la députée de Marie-Victorin me posait avant-hier pour savoir si le gouvernement donnerait suite à la demande des pétitionnaires d'aider les résidences Jean-Besré à continuer d'accueillir les personnes handicapées, j'aimerais donner quelques explications.

Comme on le sait, la fondation HSPM est un organisme sans but lucratif qui est constituée depuis 1976 et qui a mis sur pied des ressources résidentielles adaptées pour les personnes handicapées. Or, le personnel de la fondation s'est récemment syndiqué et exige désormais un salaire comparable à celui offert par le réseau. Évidemment, les négociations devraient se faire entre la fondation et le personnel syndiqué, et, jusqu'à présent, aucune amorce de négociation n'a encore eu lieu.

Comme la fondation n'a pas les ressources financières pour accéder aux demandes syndicales, elle veut mettre fin à ses activités en janvier. J'aimerais dire à la députée de Marie-Victorin que le ministère travaille activement, présentement, avec le conseil régional de la région de Québec afin de trouver une solution pour que les personnes hébergées ne soient pas menacées dans leur choix de résidence avec services à domicile. Toutes les solutions seront explorées pour permettre à ces bénéficiaires de continuer de pouvoir vivre selon les choix qu'ils ont fait.  
(11 h 30)

**Le Vice-Président:** Pour une question additionnelle, Mme la députée de Marie-Victorin.

**Mme Vermette:** Oui. J'ose espérer que justement les résidents de l'îlot Jean-Besré pourront d'ici le 15 janvier avoir une réponse affirmative quant à leur sort et à leur devenir. Les retourner en institution est un net recul vis-à-vis de la désinstitutionnalisation et cela représente des coûts extrêmes pour l'ensemble du réseau de la santé et des services sociaux. Mme la ministre, est-ce qu'on peut avoir l'assurance que ces personnes qui sont en résidence actuellement, qui sont en réhabilitation dans un milieu naturel de vie auront une réponse affirmative et pourront maintenir leur lieu de séjour à l'intérieur de résidences et non pas en institution?

**Le Vice-Président:** Mme la ministre.

**Mme Lavoie-Roux:** Je peux simplement répéter à la députée de Marie-Victorin que toutes les avenues sont explorées afin de permettre de respecter le choix de cadre de vie de ces bénéficiaires.

**Le Vice-Président:** Merci. Nous allons maintenant procéder aux votes reportés. Auparavant, je voudrais simplement donner l'avis suivant. Le président de l'Assemblée rendra sa décision sur la question soulevée par le député de Lévis d'ici la suspension de nos travaux à 13 heures. Avant 13 heures, le président reviendra pour rendre sa décision. M. le ministre de l'Éducation.

#### **Réponse à une question inscrite au feuillet par le député de Laviolette**

**M. Ryan:** Je voudrais solliciter le consentement de la Chambre pour déposer une réponse à la question écrite no 16 qui apparaissait au feuillet du 17 décembre sous la signature du député de Laviolette.

**Le Vice-Président:** Y a-t-il consentement? Consentement. Document déposé.

Nous allons donc procéder aux deux votes reportés. Je demanderais aux députés de prendre place, s'il vous plaît! Nous allons attendre quelques instants. Monsieur, voulez-vous faire sonner les cloches, s'il vous plaît?  
(11 h 33 - 11 h 36)

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Veuillez prendre place, s'il vous plaît! Messieurs, veuillez prendre place, nous avons une longue journée. Veuillez prendre place.

#### **Mise aux voix du rapport de la commission qui a fait l'étude détaillée du projet de loi 124**

Nous allons maintenant procéder à la mise aux voix de la motion d'adoption du rapport de la commission des affaires sociales qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

Est-ce que les députés qui sont favorables à la motion veulent bien se lever, s'il vous plaît?

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Gratton (Gatineau), Marx (D'Arcy McGee), Pagé (Portneuf), Levesque (Bonaventure), Mme Bacon (Chomedey), M. Ryan (Argenteuil), Mme Lavoie-Roux (L'Acadie), MM. Bourbeau (Laporte), Latulippe (Chambly), Côté (Rivière-du-Loup), Dutil (Beauce-Sud), Mmes Gagnon-Tremblay (Saint-François), Robic (Bourassa), MM. MacDonald (Robert Baldwin), Rémillard (Jean-Talon), Savoie (Abitibi-Est), Vallerand (Crémazie), Lincoln (Nelligan), French (Westmount), Côté (Charlesbourg), Ciaccia (Mont-Royal), Johnson (Vaudreuil-Sou-

langes), Vallières (Richmond), Gobeil (Verdun), Picotte (Maskinongé), Fortier (Outremont), Rocheleau (Hull), Mme Bégin (Bellechasse), MM. Cusano (Viau), Dauphin (Marquette), Maltais (Saguenay), Philibert (Trois-Rivières), Mme Dougherty (Jacques-Cartier), MM. Lefebvre (Frontenac), Scowen (Notre-Dame-de-Grâce), Sirros (Laurier), Doyon (Louis-Hébert), Maciocia (Viger), Middlemiss (Pontiac), Cannon (La Peltre), Chagnon (Saint-Louis), Lemire (Saint-Maurice), Mme Pelchat (Vachon), MM. Rivard (Rosemont), Polak (Sainte-Anne), Assad (Papineau), Audet (Beauce-Nord), Baril (Rouyn-Noranda-Témiscamingue), Bélanger (Laval-des-Rapides), Bélisle (Mille-Îles), Mme Hovington (Matane), M. Séguin (Montmorency), Mmes Trépanier (Dorion), Bélanger (Mégantic-Compton), MM. Fortin (Marguerite-Bourgeoys), Gervais (L'Assomption), Mme Bleau (Groulx), MM. Bradet (Charlevoix), Brouillette (Champlain), Camden (Lotbinière), Mme Cardinal (Châteauguay), M. Després (Limoulu), Mme Dionne (Kamouraska-Témiscouata), MM. Farrah (Îles-de-la-Madeleine), Forget (Prévost), Gardner (Arthabaska), Gauvin (Montmagny-L'Islet), Gobé (La-fontaine), Hamel (Sherbrooke), Laporte (Sainte-Marie), Dubois (Huntingdon), Bissonnet (Jeanne-Mance), Hains (Saint-Henri), Houde (Berthier), Kehoe (Chapleau), Mme Legault (Deux-Montagnes), MM. Leclerc (Taschereau), Hétu (Labelle), Joly (Fabre), Khelfa (Richelieu), Lemieux (Vanier), Marcil (Beauharnois), Messier (Saint-Hyacinthe), Poulin (Chauveau), Richard (Nicolet), Tremblay (Rimouski), Tremblay (Iberville), Thérien (Rousseau), Théorêt (Vimont), Saint-Roch (Drummond).

**Le Vice-Président:** Que les députés qui s'opposent à la motion veuillent bien se lever, s'il vous plaît!

**Le Secrétaire adjoint:** MM. Johnson (Anjou), Chevrete (Joliette), Perron (Duplessis), Mme Blackburn (Chicoutimi), MM. Jolivet (Laviolette), Garon (Lévis), Rochefort (Gouin), Charbonneau (Verchères), Mme Juneau (Johnson), MM. Gendron (Abitibi-Ouest), Brassard (Lac-Saint-Jean), Filion (Taillon), Gauthier (Roberval), Godin (Mercier), Mme Vermette (Marie-Victorin), MM. Paré (Shefford), Boulerville (Saint-Jacques), Blais (Terrebonne), Dufour (Jonquière), Parent (Bertrand), Mme Harel (Maisonnette).

<b>Le Secrétaire:</b> Pour:	90
Contre:	21
Abstentions:	0

**Le Vice-Président:** Je déclare donc cette motion adoptée.  
(11 h 40)

**Mise aux voix de l'amendement et du rapport de la commission qui a fait l'étude détaillée du projet de loi 150**

Nous allons maintenant procéder aux deux votes relativement au projet de loi 150.

Tout d'abord, nous allons mettre aux voix la motion d'amendement au projet de loi 150, Loi sur les forêts, proposée par M. le ministre délégué aux Forêts et déposée lors de la prise en considération du rapport de la commission, amendement à l'article 211 du projet de loi.

Que ceux et celles qui sont pour cette motion...

**M. Gratton:** M. le Président...

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, le leader de l'Opposition me signifie que les députés de l'Opposition ont l'intention de voter pour l'amendement et pour l'adoption du rapport. En l'occurrence, je vous propose d'enregistrer le vote de tous les membres qui viennent de voter à l'appui tant de l'adoption de l'amendement que de l'adoption du rapport.

**Des voix:** Bravo! Bravo! Bravo!

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Dans cette euphorie... M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Comme l'indique mon collègue, le ministre de l'Industrie et du Commerce, nous aurions gagné du temps si nous avions enregistré le vote.

**Le Vice-Président:** L'amendement à l'article 211 proposé par le ministre est adopté unanimement par les députés présents en cette Chambre.

Est-ce que le rapport tel qu'amendé de la commission de l'économie et du travail qui a étudié de façon détaillée le projet de loi 150 est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté unanimement par les membres présents en cette Assemblée. Je déclare ce rapport adopté. M. le leader du gouvernement.

**Réponse à une question inscrite au feuillet à l'intention du ministre de l'Éducation**

**M. Gratton:** M. le Président, je sollicite le consentement unanime de l'Assemblée pour qu'on puisse retourner en arrière, à l'étape du dépôt de documents. Il y a une question inscrite au feuillet à laquelle je pourrais fournir une réponse et également...

**Le Vice-Président:** ...pour le ministre de l'Éducation.

**M. Gratton:** Je suis à moitié en règle mais je sollicite quand même le consentement pour qu'on puisse procéder au dépôt d'un rapport annuel au nom du ministre du Commerce extérieur.

**Le Vice-Président:** Y a-t-il consentement?

**Une voix:** Oui

**Le Vice-Président:** Consentement, M. le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique.

**Dépôt du rapport annuel du ministère  
du Commerce extérieur et du  
Développement technologique**

**M. MacDonald:** M. le Président, j'ai l'honneur de déposer le rapport annuel 1985-1986 du ministère du Commerce extérieur et du Développement technologique.

**Une voix:** Bravo!

**Le Vice-Président:** Rapport déposé.  
Nous passons maintenant aux motions sans préavis. Je reconnais M. le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique. M. le ministre.

**M. MacDonald:** M. le Président, je sollicite le consentement unanime de cette Assemblée pour présenter une motion sans préavis dans le but de promouvoir le placement de l'Agence spatiale canadienne dans la région de Montréal.

**Le Vice-Président:** Y a-t-il consentement pour débattre de cette motion?  
Consentement.

Un instant, M. le ministre. Je vais demander aux députés qui doivent quitter de le faire le plus rapidement possible avant de vous redonner la parole.

À l'ordre, s'il vous plaît, mesdames et messieurs les députés!

M. le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique, je vous cède la parole sur la motion à débattre.

**Demande que la future Agence spatiale  
canadienne soit établie à Montréal**

**M. MacDonald:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** Je m'excuse, M. le ministre, est-ce que vous avez le texte de la motion? Bon, vous le remettrez après. Parfait! M. le ministre.

**M. Pierre MacDonald**

**M. MacDonald:** M. le Président, je sollicite en effet le consentement de cette

Assemblée pour présenter une motion sans préavis dont le libellé est le suivant:

"Attendu que le gouvernement fédéral doit prendre incessamment une décision sur la localisation de la future Agence spatiale canadienne;

"Attendu que cette agence assurerait la gestion et la coordination du programme spatial canadien et des relations avec les partenaires et clients internationaux du secteur spatial;

"Attendu que la région de Montréal a déjà été reconnue comme le centre canadien des technologies spatiales et des télécommunications;

"Attendu que la présence à Montréal de cette Agence spatiale canadienne jouerait un rôle vital pour la consolidation et le développement du secteur spatial et des télécommunications dans la région de Montréal;

"Attendu que toute autre localisation de l'Agence spatiale canadienne pourrait compromettre le développement de l'industrie aérospatiale au Québec et au Canada;

"Que l'Assemblée nationale se prononce à l'unanimité pour que l'agence spatiale soit établie dans la région de Montréal."

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre. M. le député de... Oui, vous avez encore un texte? Très bien, allez-y, M. le ministre, je m'excuse.

**M. MacDonald:** Je vous remercie, M. le Président.

Il est d'importance capitale pour le Canada et le Québec que l'Agence spatiale canadienne soit installée dans la région de Montréal. C'est lors de l'ouverture de la session du Parlement fédéral qu'on annonçait l'intention de créer une agence qui coordonnerait les activités et les interventions du gouvernement dans ce secteur. Je vous souligne l'importance de cette agence par rapport au budget annoncé pour la période 1986-1987 à 1990-1991, c'est-à-dire des dépenses qui pourraient totaliser 824 000 000 \$ dont 489 000 000 \$ pour des programmes existants et 335 000 000 \$ pour de nouvelles initiatives. L'agence prévoit également regrouper à son siège social environ 200 personnes au départ.

On nous annonce que le gouvernement fédéral doit incessamment prendre une décision concernant l'emplacement de ce siège social, mais on nous souligne également que certains éléments, certains regroupements au sein du gouvernement fédéral favorisaient l'établissement du siège social dans la région d'Ottawa. Il serait malheureux que nous ayons à reprendre ce débat qui a duré, d'ailleurs, trop longtemps durant l'année 1986 alors qu'on cherchait à déterminer où se situait le centre de l'aéronautique et de l'aérospatiale au Canada.

Évidemment, c'est Montréal. J'aimerais vous rappeler, une fois de plus, quelques statistiques qui en témoignent.

D'abord, environ 55 % de l'industrie proprement dite de l'aérospatiale est concentré à Montréal. En deuxième lieu, presque 80 % - en fait, le dernier chiffre est de 79 % - de la recherche et du développement accomplis au Canada dans le secteur de l'aérospatiale se font au Québec et surtout dans la région de Montréal. Vous connaissez très bien les noms des compagnies d'avant-garde, telles que SPAR aérospatiale, Pratt & Whitney, Canadair, Allied Avelex, Marconi, CAE Électronique, Paramax, Bell Textron, etc. C'est également à Montréal qu'on retrouve l'Organisation de l'aviation civile internationale, l'association internationale des transporteurs aériens. C'est là qu'on établira prochainement l'Institut national de l'aéronautique.

(11 h 50)

Les universités et quelques cégeps dispensent l'instruction et la formation nécessaires pour fournir à toutes ces entreprises les compétences dont elles ont besoin. Ces facteurs et plusieurs autres soulignent le besoin absolu pour le Canada de concentrer, aux endroits où on retrouve l'excellence et les masses critiques nécessaires, les organismes qui doivent assurer au Canada sa place dans le monde du développement technologique.

Pour cette raison, et plusieurs autres, je demande le consentement unanime de cette Chambre pour faire toutes les démarches nécessaires pour s'assurer que le siège social de l'Agence spatiale canadienne sera établi, et ce le plus rapidement possible, à Montréal. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre. Je reconnais maintenant M. le député de Bertrand.

#### M. Jean-Guy Parent

**M. Parent (Bertrand):** Merci, M. le Président. Je dois dire tout d'abord que nous sommes parfaitement en accord avec la motion présentée ce matin par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique. La région de Montréal a déjà une prépondérance comme centre de l'industrie aérospatiale et aéronautique canadienne. La moitié de l'industrie aérospatiale canadienne est localisée dans cette grande région de Montréal. Comme le mentionnait le ministre il y a quelques instants, 79 % de la recherche et du développement accomplis dans ce secteur à travers tout le Canada sont déjà effectués au Québec. On retrouve dans la grande région montréalaise des entreprises hautement spécialisées dans le créneau de la haute technologie, je pense particulièrement

à la Montérégie et à Longueuil, avec Pratt & Whitney.

Le gouvernement fédéral, par la voix de plusieurs de ses ministres, a déjà confirmé cette vocation de Montréal dans le secteur aéronautique. Il doit maintenant concrétiser ses intentions en localisant l'agence spatiale dans la région de Montréal. Tout en faisant confirmer la vocation de Montréal dans le secteur de l'aéronautique et de l'aérospatiale, on doit aussi tout faire pour éviter le partage traditionnel voulant que l'industrie aéronautique se concentre au Québec et que l'industrie de l'automobile s'en aille en Ontario et ne devienne une stratégie industrielle acceptée dans les faits car, répartir ainsi les investissements provenant de ces deux industries lourdes peut être extrêmement coûteux pour le Québec et les Québécois. L'actuel gouvernement ne doit pas se résigner à ce que soit faite une adéquation entre ces deux industries car les Québécois pourraient y perdre énormément.

En matière de production, l'industrie de l'automobile est neuf fois plus importante que l'industrie aéronautique qui, elle, est déjà très importante. En matière d'emploi, l'industrie automobile est au Canada trois fois plus importante que l'industrie aéronautique. Les 37 000 emplois générés par l'industrie aéronautique se partagent presque également entre l'Ontario et le Québec, alors que l'Ontario rafle plus de 90 % des emplois générés dans l'industrie de l'automobile contre un maigre 7 % pour le Québec. Les analystes économiques estiment au total, c'est-à-dire lorsqu'on prend en considération les emplois indirects qui se greffent à ces deux industries, que le Québec subit un manque à gagner de quelque 150 000 emplois du fait de la concentration de l'industrie automobile en Ontario.

Or, le gouvernement actuel ne défend pas suffisamment rigoureusement les intérêts du Québec en regard des investissements qu'on pourrait escompter dans le domaine de l'industrie de l'automobile. D'ailleurs, à cet effet, le ministre actuel de l'Industrie et du Commerce déclarait récemment, le 1er octobre, au journaliste Jean Pelletier, du **Journal de Québec**, qu'il ne fallait pas s'attendre à beaucoup d'investissements dans le secteur de l'automobile et que croire le contraire tient du rêve.

Somme toute, le Québec, avec ses centaines de milliers de sans-emploi, n'a pas les moyens de troquer la place qui lui revient dans le secteur de l'aéronautique contre d'autres investissements majeurs auxquels il a aussi droit. Le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique a raison de déposer ce matin cette motion pour l'obtention de l'Agence spatiale canadienne et espérons aussi que son collègue de l'Industrie et du Commerce travaillera tout aussi concrètement pour

favoriser de futures implantations dans le domaine de l'automobile.

Nous appuyons donc sans réserve cette motion en vue de l'obtention de l'Agence spatiale au Canada. Cette agence assurerait entre autres la gestion et la coordination du programme spatial dévoilé en mai dernier par le gouvernement fédéral qui prévoyait entre autres, pour les cinq prochaines années, des dépenses d'environ 824 000 000 \$. Nous donnons donc notre consentement unanime à cette motion déposée par le ministre du Commerce extérieur et du Développement technologique. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Cette motion est-elle adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

VI. le leader du gouvernement, toujours au sujet des motions sans préavis.

**Motion confiant à la commission  
des institutions de dégager des consensus  
sur des modifications à la Loi  
sur la représentation électorale**

**M. Gratton:** Oui, M. le Président. À la suite d'un engagement que nous avons pris envers les membres de la commission des institutions, je voudrais faire la motion suivante: "Que la commission des institutions procède à l'examen de toute proposition de réforme en matière de délimitation des circonscriptions électorales en vue de dégager les consensus qui pourront faire l'objet de modifications à la Loi sur la représentation électorale. Que ladite commission siège à cette fin le 20 janvier de 14 heures à 18 heures, le 21 janvier de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures et, si nécessaire, le 22 janvier à compter de 10 heures. Que le ministre délégué à la Réforme électorale soit membre de ladite commission et ce, pour la durée de son mandat."

Je voudrais qu'on note qu'il est entendu que la commission des institutions qui siégera les 20, 21 et, si nécessaire, le 22 janvier 1987 pour examiner cette question est celle visée par l'article 1.1 de la loi 147.

**Le Vice-Président:** Y a-t-il consentement à ce que nous débattions cette motion du ministre délégué à la Réforme électorale?

M. le leader adjoint de l'Opposition.

**M. Gendron:** Oui, M. le Président. Cependant, le critique de l'Opposition en cette matière voudrait adresser quand même quelques questions au leader du gouvernement et également ministre délégué à la Réforme électorale.

**Le Vice-Président:** Très bien. Il y a consentement.

M. le député de Gouin.

**M. Rochefort:** Oui, M. le Président. Nous souscrivons à la motion du ministre délégué à la Réforme électorale; ceci est conforme aux engagements qu'il a pris et sur lesquels nous nous étions entendus. Deux demandes et une question précise. Évidemment, il est entendu qu'on demandera que le Directeur général des élections soit présent au cours de nos travaux. Deuxièmement, est-ce qu'on s'entend bien pour que les consensus soient formellement identifiés dans le procès-verbal de la commission pour que personne ne puisse interpréter ce qu'étaient ou ce que n'étaient pas les consensus intervenus? Je dis immédiatement au nom de ma formation politique que nous souhaitons que les consensus qui devront être dégagés au cours de cette commission soient formellement identifiés au procès-verbal de la commission, que les consensus paraissent dans un document formel et officiel qui tienne lieu de procès-verbal.

Finalement, une question au ministre. Qu'est-ce qui explique les heures un peu exceptionnelles, différentes des heures auxquelles normalement nos commissions se réunissent?

**Le Vice-Président:** M. le ministre délégué à la Réforme électorale.

**M. Gratton:** Aux deux premières considérations la réponse est oui, quant à la présence du Directeur général des élections qui, évidemment, sera un témoin important dans le déroulement des travaux de la commission et quant à l'inscription formelle dans le procès-verbal de la commission des consensus dégagés. Nous y souscrivons.

Quant à la question du député sur les heures de séance, évidemment je suis sûr qu'il ne me suggère pas qu'on reprenne les habitudes des trois dernières semaines en ce qui a trait aux travaux de l'Assemblée nationale. Dans le cas de la première journée, c'est surtout pour donner la chance aux députés, puisque ce sera la première commission qui siégera au cours de l'intersession, de se rendre à Québec. C'est en fonction d'un engagement que j'ai pris pour le soir que nous ne siégeons pas mardi soir. On sait qu'on ne siège jamais le mercredi soir. Donc, on ne siège surtout pas le mercredi soir dans ce cas-ci pour me permettre de participer au Conseil des ministres qui a lieu à toutes les semaines, comme on le sait. Même quand l'Assemblée nationale ne siège pas, le Conseil des ministres se réunit de façon hebdomadaire.

**Le Vice-Président:** Cette motion du

ministre délégué à la Réforme électorale est-elle adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

#### **Avis touchant les travaux des commissions**

Nous passons maintenant aux avis touchant les travaux des commissions.

M. le leader du gouvernement.  
(12 heures)

**M. Gratton:** M. le Président, j'ai seulement un avis pour informer les membres de l'Assemblée. Tel que je m'y étais engagé, la commission des institutions procédera aux auditions sur le projet de loi 104, Loi sur le conseil permanent, au cours de l'intersession. Je ne puis, à ce moment-ci, préciser la date à laquelle se réunira la commission, mais, au cours de la journée, j'ai l'intention de discuter avec l'Opposition et, avant l'ajournement qui est prévu pour cet après-midi ou ce soir, je donnerai les dates précises où la commission des institutions se réunira.

**Le Vice-Président:** Très bien. Cet avis est reçu, et nous y reviendrons au cours de la journée.

#### **Renseignements sur les travaux de l'Assemblée**

Nous passons maintenant à l'étape des renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Y a-t-il des questions? M. le député de Gouin.

**M. Rochefort:** Oui, M. le Président, et je suis convaincu que le leader du gouvernement s'attendait à ma question. C'est une question que je reprends à chaque semaine et, puisque c'est notre dernière journée, je la reprends. Est-ce que le leader du gouvernement peut m'expliquer pourquoi la ministre, au moment du dépôt des réponses aux questions inscrites au feuillet, n'a pas rendu publique la liste des plans de redressement budgétaire des établissements du réseau de la santé et des services sociaux afin d'informer la population du Québec des coupures qui se font dans le réseau?

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, relativement à cette question du député de Gouin qui a été inscrite, soit dit en passant, au feuillet le 18 novembre dernier et non pas au printemps dernier, comme on pourrait le croire vu l'insistance du député à obtenir réponse - insistance qui est tout à fait

légitime, M. le Président, je le reconnais volontiers - Mme la ministre m'informait ce matin qu'elle a demandé un avis à la Commission d'accès à l'information quant à l'opportunité de fournir réponse à toutes les questions du député de Gouin, qu'elle n'a pas reçu cet avis de la Commission d'accès à l'information et que, donc, elle se voit dans l'impossibilité, malgré toute sa bonne volonté, de fournir la réponse demandée par le député de Gouin.

**M. Rochefort:** M. le Président, je crois qu'il y a méprise.

**Le Vice-Président:** M. le député de Gouin, une question, directement. D'accord. Allez-y.

**M. Rochefort:** Oui, M. le Président, sur ma question. Et je suis convaincu que le leader du gouvernement, pour la bonne marche de nos travaux, va consentir aux questions que je veux lui adresser. Je crois qu'il y a probablement méprise dans la réponse que la ministre a fournie au leader quant à la question que j'adressais. Je reconnais volontiers qu'il est possible que la ministre ait choisi, pour ma deuxième question, de demander un avis à la Commission d'accès à l'information, eu égard aux nominations qu'elle a faites dans le réseau de la santé et des services sociaux, parce qu'il s'agit de renseignements qui concernent des individus. Quant à la liste des plans de redressement budgétaire, M. le Président, j'indique immédiatement que, si la ministre ne veut pas nous la fournir et tente d'utiliser la Commission d'accès à l'information pour ne pas la fournir, nous irons, nous aussi, devant la Commission d'accès à l'information pour avoir ces documents publics puisqu'il s'agit des budgets des établissements du réseau de la santé et des services sociaux du Québec. Que je sache, il s'agit là de budgets publics qui sont votés par l'Assemblée nationale du Québec et qui relèvent des fonds publics.

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, j'indique tout de suite au député de Gouin que, contrairement à ce qu'il croit, c'est au sujet de la question qui est inscrite à l'article 13 du feuillet de mercredi dernier que la ministre a demandé un avis à la Commission d'accès à l'information. Évidemment, compte tenu de la réponse qu'elle obtiendra, de l'avis qu'elle obtiendra, elle procédera ou non au dépôt de cette réponse au moment opportun, M. le Président. Je vois que Mme la ministre arrive à l'instant même et souhaiterait ajouter un complément d'information.

**Mme Lavoie-Roux:** Oui.

**Le Vice-Président:** Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux, pour un complément d'information.

**Mme Lavoie-Roux:** D'abord, M. le Président, je veux simplement rectifier une information qu'involontairement, à la suite de l'information que je lui avais donnée, le leader du gouvernement a donnée. Ce que j'ai demandé, c'est au service du ministère de prendre avis auprès de la Commission d'accès à l'information pour savoir si, dans le cas de la présentation des redressements budgétaires, des déficits, etc., des hôpitaux, nous y sommes tenus. Il faut rappeler, M. le Président, que l'ancien gouvernement, jamais, en aucun moment, à la suite de demandes que je lui avais adressées, n'avait accepté cela; et j'avais compris pourquoi: pour ne pas que, publiquement, les hôpitaux se retrouvent en concurrence quant à leur budget, quant à leur déficit, etc. Je voulais savoir aussi quelle était l'extension des informations que l'on pouvait donner à ce sujet. Ceci m'avait toujours été refusé par l'ancien gouvernement. C'est pour cela que j'ai pris soin de demander au service de mon ministère qui s'occupe précisément de cette question de l'accès à l'information de s'enquérir de l'extension de la réponse que l'on pouvait donner à la question du député de Gouin. C'est ce qui explique en partie, la situation sans compter, comme je le lui ai déjà expliqué, que toutes les informations ne sont pas arrivées. Là-dessus, il était d'accord pour qu'on ne donne pas celles qui n'étaient pas disponibles, mais je ne suis pas en mesure à ce moment-ci de remettre la réponse. Dès que je pourrai le faire, je le ferai, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, Mme la ministre. M. le député de Gouin, je voudrais simplement vous aviser ici - je vais être très formel - qu'en ce qui concerne le règlement il n'y a pas d'argumentation et de discussion. Vous posez la question, la ministre vous répond, mais je ne peux pas permettre d'argumentation. S'il y avait de l'argumentation là-dessus, vous auriez dû venir à la période des questions et non à cette période-ci. Ce n'est pas une période des questions supplémentaire. Alors, si vous avez une question directe au leader du gouvernement qui peut transférer la réponse à la ministre, je suis d'accord avec vous. Sinon, je devrai mettre fin à cette argumentation.

M. le député de Gouin.

**M. Rochefort:** M. le Président, deux questions directes au leader du gouvernement. Est-ce qu'il pourrait informer la ministre de la Santé et des Services sociaux qu'elle m'a affirmé, à l'occasion de l'étude

de ses crédits cette année, que l'ancien ministre des Affaires sociales du gouvernement du Parti québécois lui avait remis, entre autres, les déficits budgétaires de tous les établissements, ce qu'elle a fait à mon endroit, d'ailleurs, cette année?

Deuxièmement, est-ce que le leader du gouvernement pourrait rappeler à la ministre de la Santé et des Services sociaux que j'avais dit que, oui, je reconnaissais que toutes les informations n'étaient pas présentes, mais que je me satisferais de toutes celles qui sont déjà disponibles et pour lesquelles elle a déjà signé quant aux décisions qui devaient être impliquées dans les plans de redressement? Et cela est donc disponible maintenant.

**Le Vice-Président:** Très bien. Donc, la réponse, M. le leader du gouvernement ou Mme la ministre. Tout en vous disant que je suis très large, je ne veux pas créer de précédent dans le cadre de ces questions quant aux renseignements sur les travaux de l'Assemblée. Mme la ministre.

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, je voudrais simplement dire au député de Gouin, et je suis sûre qu'il va en convenir, qu'il est de la responsabilité de la ministre de décider à quel moment, bien qu'elle doive le faire dans les meilleurs délais, et quelle est la meilleure façon de procéder pour remettre ces informations.

**Le Vice-Président:** Très bien, Mme la ministre. Ceci met fin à la période des affaires courantes. Nous passons maintenant à la période des affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, je vous prie maintenant d'appeler l'article 39 du feuillet, s'il vous plaît.

**Le Vice-Président:** Donc, à l'article 39, je comprends que nous devons passer à l'étape de l'adoption du projet de loi en question. Est-ce qu'il y a consentement à ce que nous passions à cette étape-ci du projet de loi? Je requiers un consentement, puisque le rapport a été adopté aujourd'hui même. Oui, M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, en vertu de l'article 231 de nos règlements, nous ne requérons pas de consentement, puisque nous pouvons procéder à l'adoption du projet de loi, le vote ayant été enregistré ce matin sur l'adoption du rapport, découlant simplement d'un report du vote qui normalement aurait été pris hier soir.

### Projet de loi 130

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Très bien. Vous avez

entièrement raison. Je m'excuse. C'était mon erreur, puisque je regardais dans le feuilleton ici. Nous étions toujours à l'étude détaillée en commission. Donc, il n'y a pas besoin de consentement. À ce moment-ci, le ministre délégué aux Forêts propose l'adoption du projet de loi 150, Loi sur les forêts. Je cède la parole à M. le ministre délégué aux Forêts.

**M. Albert Côté**

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** Merci, M. le Président. À l'instar des Québécois et des Québécoises, je suis persuadé que tous les membres de cette Assemblée sont heureux, aujourd'hui, de l'avènement d'une loi sur les forêts, dont on a parlé depuis si longtemps. Nous devons faire face à des problèmes considérables au plan de la qualité, de la quantité et de la disponibilité de la matière ligneuse au Québec. Il est inutile d'insister davantage sur l'état actuel de nos forêts.

Au cours des années, nous avons démontré amplement qu'au rythme de l'exploitation permise par rapport à la possibilité forestière nous nous acheminions vers des ruptures de stocks catastrophiques dans plusieurs régions du Québec. Mon prédécesseur aux Forêts, le député de Lavolette, ainsi que mon critique officiel, le député de Duplessis, sont au fait de la situation. En n'agissant pas actuellement, le gouvernement se serait rendu coupable de négligence et d'imprévoyance en regard de cette ressource première, la plus importante au Québec en termes d'emplois, de récréation, de rendement et d'environnement.

(12 h 10)

Comme je le mentionnais dans cette Chambre hier soir, nous avons trop longtemps cru que les ressources forestières étaient inépuisables et qu'elles se régénéreraient par elles-mêmes, sans que nous ayons à nous en soucier et à investir. Notre inconscience a pu se maintenir aussi longtemps que l'abondance le permettait. Hélas, à la lumière des données du dernier inventaire décennal, force nous est faite de constater que la réalité est bien différente. Nous devons, en effet, admettre que la possibilité de nos forêts n'est pas illimitée. Nous devons admettre aussi que les allocations que nous avons accordées, surtout au cours des dix dernières années, dépassent très largement les possibilités réelles de nos forêts. Un peu tard, nous devons confesser notre négligence et notre insouciance collective à leur égard. L'aménagement forestier a toujours été le moindre de nos soucis et l'abondance de la ressource n'est pas de nature à éveiller notre sens de l'économie.

La Loi sur les forêts que nous allons bientôt adopter représente la meilleure réponse possible aux difficultés qui sont les

nôtres en milieu forestier. Il s'agit, en effet, d'une réforme en profondeur de notre mode de gestion de cette ressource qui permettra d'assurer le développement de notre industrie forestière, le maintien des 200 000 emplois générés par nos forêts et l'utilisation polyvalente de ces dernières.

Jamais, avant ces dernières années, la population n'a manifesté autant d'enthousiasme et d'engouement pour le milieu forestier, notamment, pour les activités de plein air comme la chasse et la pêche. Jamais, non plus, la population n'aura exigé autant de respect pour l'environnement. Jamais, non plus, auparavant encore l'industrie forestière n'a autant insisté sur la croissance de la demande de matière ligneuse. Il fallait concilier toutes et chacune de ces légitimes revendications. C'est cet exercice qui a conduit au projet de loi soumis aujourd'hui devant cette Assemblée. Je l'ai dit hier: La loi n'est peut-être pas parfaite, mais elle est équitable. Je demeure ouvert aux suggestions qui pourraient permettre de la bonifier. L'Opposition et le milieu forestier ont pu se rendre compte, au cours des derniers mois, de mon ouverture d'esprit à cet égard.

En effet, nous avons apporté un grand nombre de corrections au texte fondamental qui constituait l'avant-projet de loi déposé en juin dernier. Nous avons retenu les principales recommandations fournies par la quarantaine d'intervenants invités en commission parlementaire à nous formuler des commentaires. Nous avons aussi tenu compte en grande partie des suggestions de l'industrie et de nos amis de l'Opposition. C'est pourquoi, nous prétendons que, dans l'état actuel des choses, nous nous apprêtons à adopter le meilleur projet de loi qui soit. Il nous permet de répondre correctement aux besoins du Québec et des régions surtout. De plus, il constitue le fruit du plus large consensus possible dans les circonstances.

M. le Président, je ne veux pas retenir trop longuement l'attention de cette Chambre parce que, pour l'instant, tout a déjà été dit sur la question. J'aimerais, cependant, en terminant, dire merci à tous ceux et à toutes celles qui ont collaboré à l'avènement de cette pièce législative tant attendue et si essentielle. Je veux remercier tous mes collègues de l'Assemblée qui ont participé aux travaux de la commission parlementaire de l'économie et du travail qui fut chargée, dans un premier temps, d'entendre les intervenants sur l'avant-projet de loi à la fin de septembre, puis de procéder à l'étude article par article, amendement par amendement de l'actuel projet de loi.

Qu'il me soit permis de rendre un hommage particulier à mon collègue de Duplessis, mon critique officiel, qui a fait la preuve, si c'est encore nécessaire de la



faire, qu'il est un parlementaire aguerri, respectueux des règlements, attentif aux discussions et soucieux du bien-être de la collectivité. Je tiens, enfin, à souligner le travail remarquable du personnel de mon cabinet de Québec et de Rivière-du-Loup, de mon adjoint parlementaire, le député de Saguenay, de tous les fonctionnaires rattachés à la commission parlementaire, notamment, le secrétaire, M. Jean Bédard. Je m'en voudrais aussi de ne pas mentionner le travail compétent et exemplaire de mon sous-ministre, M. Gilbert Paillé, de tout le personnel, juridique, forestier et autres tout aussi importants du ministère, qui s'est impliqué dans la préparation de ce projet de loi parce qu'il s'agit d'une pièce législative magistrale qui n'aurait pas été possible sans la collaboration efficace de toutes ces personnes.

Je suis convaincu que nous déposons ce matin au pied du sapin de Noël du Québec un des plus beaux cadeaux qu'un gouvernement puisse faire à la population. Je suis aussi très fier que le gouvernement libéral le fasse dès sa première année de pouvoir. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre délégué aux Forêts. Je cède la parole à M. le député de Duplessis.

#### M. Denis Perron

**M. Perron:** Merci, M. le Président. Je veux, dans un premier temps, remercier le ministre délégué aux Forêts pour les bons mots à mon endroit et à l'endroit de l'Opposition. Bien sûr que je comprends parfaitement le sens de ses paroles en rapport avec ses collègues ministériels.

M. le Président, dans un projet de loi aussi fondamental que celui que nous étudions actuellement en troisième lecture, il est important de souligner que les grands principes du livre blanc de 1985 furent en très grande majorité retenus par le ministre délégué aux Forêts et il faudrait aussi les souligner dans leurs grandes lignes.

Puisque l'occasion m'est donnée ce matin de faire, au nom de l'Opposition, des commentaires sur cette troisième lecture, il faut reconnaître d'emblée que les grands principes directeurs de l'avant-projet de loi sur les forêts et l'actuel projet de loi 150 comportent des éléments extrêmement positifs énoncés dans le livre blanc déposé le 11 juin 1985 par le précédent gouvernement, soit, premièrement, l'abolition des concessions forestières sans compensation financière; deuxièmement, l'objectif pour le programme de reboisement d'atteindre une vitesse de croisière de 300 000 000 de plants en 1988; troisièmement, l'application du principe de rendement soutenu qui confirme un niveau de récolte de bois

correspondant à la possibilité de la forêt de se régénérer; quatrièmement, le maintien de l'État en tant que gestionnaire principal de notre ressource forestière; cinquièmement, la participation de l'industrie forestière et des coopératives forestières à l'aménagement des forêts; sixièmement, le remplacement de toutes les garanties d'approvisionnement et de concessions forestières par des contrats d'approvisionnement et d'aménagement forestier; septièmement, la publication d'un guide des modalités d'intervention en milieu forestier qui, d'ailleurs, était prêt en 1985, mais qui a été rendu possible par le ministre délégué aux Forêts; huitièmement, la reconnaissance du statut de producteur forestier qui a été élaborée.

M. le Président, je veux, bien sûr, souligner qu'en ce qui nous concerne, nous de l'Opposition, nous n'avons pas appuyé aveuglément l'avant-projet de loi et le projet de loi 150 qui fut déposé en novembre dernier. Nous nous sommes fait un devoir, au cours de la commission parlementaire - d'ailleurs, cela a été soulevé par le ministre - peut-être pas d'une façon aussi importante au début que vers le milieu de cette commission parlementaire, de soulever de nombreuses questions centrées sur trois objectifs qui sont les suivants: premièrement, la nouvelle politique forestière devait assurer la pérennité de la forêt et, en conséquence, le gouvernement ne devait pas manquer de prudence forestière en prévoyant que la possibilité de la forêt publique pourrait être calculée en escomptant sans délai les résultats de travaux de remise en production des territoires forestiers. Au moment où, d'une main, le ministre tente d'abaisser le niveau des allocations allouées de 30 000 000 de mètres cubes à 21 000 000 de mètres cubes, soit la coupe moyenne des cinq dernières années, il ne faudrait pas que, de l'autre main, il tente de faire du développement industriel avec des arbres encore à l'état de graines dans les chambres froides de la pépinière gouvernementale de Berthierville.

Le deuxième point, M. le Président: les coûts additionnels de 103 000 000 \$, en dollars de 1985, imputés à l'industrie, doivent être répartis de façon extrêmement équitable entre l'industrie du sciage et l'industrie des pâtes et papiers. Je suis revenu, au nom de l'Opposition, à plusieurs reprises, à la commission parlementaire, pour faire comprendre au ministre qu'il était essentiel que ce facteur soit corrigé.  
(12 h 20)

Cependant, ce n'est qu'en ce qui a trait à son travail en tant qu'ingénieur forestier et même ministre délégué aux Forêts que le ministre nous a confirmé qu'il ferait le maximum pour que la note soit payée d'une façon équitable. Mais nous n'avons actuellement aucune garantie dans la

loi et l'Opposition a hâte de voir de quelle façon la réglementation sera faite à ce sujet.

Troisièmement, nous mentionnions à l'époque qu'il y avait une avalanche de pouvoirs réglementaires et de pouvoirs discrétionnaires énoncés dans l'avant-projet de loi dont plusieurs ont été reconduits dans le projet de loi 150. On s'est aperçu en cours de route que plusieurs amendements ont été apportés par le ministre, et c'est sûrement grâce à la ténacité de l'Opposition et à la ténacité de certaines industries dans le domaine des pâtes et papiers ou dans le domaine du sciage, mais surtout grâce à la ténacité des notaires et des avocats du Québec. Des deux côtés de cette Chambre, on a compris qu'il est nécessaire, dans une loi-cadre comme celle-là, une loi sur les forêts, d'avoir un minimum de discrétion politique et un minimum de réglementation dans un projet de loi aussi important.

M. le Président, le travail des députés de l'Opposition en commission parlementaire, comme je le mentionnais hier soir, a été très utile au ministre délégué aux Forêts, car le présent projet de loi sur les forêts a subi de nombreuses modifications très intéressantes par rapport à l'avant-projet de loi. Le projet de loi 150 est beaucoup plus précis et il compte plus de 250 articles, par rapport aux 113 qui étaient contenus dans l'avant-projet de loi. Des principes et des modalités mentionnés pour la plupart dans le livre blanc de 1985 ont été ajoutés et précisés.

Je voudrais cependant souligner au ministre certaines inquiétudes que nous avons et mentionner notre regret de voir que certains amendements qui avaient été apportés par l'Opposition en commission parlementaire ont été refusés. Malgré la bonne foi du ministre, son refus d'accepter nos amendements fera en sorte que lui-même, en tant que ministre délégué aux Forêts, et son gouvernement subiront de très fortes pressions au cours des prochains mois et des prochaines années pour faire corriger certaines situations créées par le projet de loi 150, que nous étudions en troisième lecture.

Par exemple, à l'article 42, nous avions demandé qu'une priorité soit établie pour les copeaux et les boisés privés. Mais la loi néglige d'indiquer réellement cette priorité. À l'article 51, le ministre ne se garde aucune marge de manoeuvre pour créer de nouveaux parcs et de nouvelles réserves écologiques. Il devrait se rappeler l'amendement que nous lui avons proposé pour qu'il se réserve 5 % du territoire dans ce domaine. À l'article 67, garantie de suppléance face à un conflit de travail, nous avons présenté un amendement qui fut refusé par les ministériels, sur recommandation du ministre.

Le dernier article qui nous porte à croire que le ministre se retrouvera avec des problèmes au cours des prochains mois et des prochaines années touche les droits de coupe gratuits. Il s'agit de l'article 72 sur le dépassement du rendement escompté face aux travaux qui auront été effectués. À ce moment-là, le ministre pourrait se servir de cet article 72 pour tasser la forêt privée et les usines de sciage en rapport avec les copeaux.

M. le Président, ma proposition a toujours été maintenue au cours de nos débats à l'Assemblée nationale ainsi qu'en commission parlementaire, lors de l'étude article par article. Je démontrerais hier soir qu'il y avait quatorze points sur lesquels on croyait qu'il y avait litige. De ces quatorze points, huit ont été réglés par des amendements apportés soit par le ministre délégué aux Forêts ou par l'Opposition en commission parlementaire.

J'ai mentionné certains points où il y a des risques de problèmes, et ce sont les six points qui n'ont pas encore été réglés, malgré les demandes répétées que nous avons faites. C'est là-dessus que nous avons certaines inquiétudes.

Bien sûr qu'au cours de cette commission parlementaire, nous nous sommes rendu compte, nous de l'Opposition, nous le disons sans gêne ici à cette Assemblée ou, comme on l'appelle souvent, le salon de la race, que le ministre délégué aux Forêts a démontré une grande collaboration face aux demandes de l'Opposition, aux demandes de l'ensemble de l'industrie. Là-dessus, je crois que nous devons, à titre de membres de l'Opposition, le remercier d'avoir accepté certains amendements que nous avions proposés et le remercier de s'être rendu, en donnant certaines explications lui-même sur certains articles, à plusieurs demandes que nous lui faisons, pas nécessairement par le biais d'amendements mais par le biais de suggestions. Je pense que le ministre va se rappeler très bien qu'à plusieurs reprises, nous lui avons suggéré des amendements concernant différents articles de la loi et il a accédé à nos demandes de façon formelle. C'est ce qui a été intéressant au cours de cette commission parlementaire.

M. le Président, vous me permettez sûrement en terminant de vous dire que, compte tenu du menu législatif très chargé que nous avons au cours des dernières semaines, nous de l'Opposition, comme les gens du domaine de l'industrie du sciage et du domaine des pâtes et papiers, nous aurions sûrement voulu qu'on ait plus de temps pour travailler un projet de loi aussi important. Je pense que le ministre est d'accord en principe là-dessus, malgré que je comprenne très bien la position qu'il doit prendre en regard de ce que je viens de mentionner. Nous aurions aimé avoir

beaucoup plus de temps pour travailler un projet de loi aussi important pour la collectivité du Québec. Nous aurions pu le faire en ayant deux ou trois semaines de plus pour faire l'étude article par article et faire en sorte que ce projet de loi se rapproche le plus près possible de la perfection. Comme on sait que la perfection ne peut être atteinte en ce bas monde, on peut dire que le ministre a contribué, ainsi que nous-mêmes, à faire en sorte que le projet de loi soit le plus près possible de la perfection. Les résultats auraient sûrement été meilleurs si nous avions pu procéder plus longuement.

Le ministre aura compris que l'attitude de l'Opposition était de faire en sorte que le projet de loi que nous adoptons en ce 19 décembre 1986 soit l'un des meilleurs dans l'ensemble pancanadien et l'un des meilleurs avec lesquels nous puissions travailler au cours des prochaines années.

Je voudrais souhaiter la meilleure des chances à l'industrie forestière, la meilleure des chances aux travailleurs et aux travailleuses du domaine forestier en mentionnant d'ailleurs au sujet de ces travailleurs que le ministre a fait ses devoirs grâce au travail sans relâche des membres de l'Opposition pour démontrer que le projet de loi 150 tel que déposé en novembre dernier ainsi que l'avant-projet de loi ne donnaient aucune priorité à ces travailleurs. Les amendements apportés ont corrigé certaines situations et, de notre côté, nous espérons que ces travailleurs et travailleuses ne subiront pas de préjudice à cause de certains articles de la loi 150. Je souhaite aussi, au nom de l'Opposition, que la population du Québec, au cours des prochaines années, se garde le droit de faire le maximum pour que notre forêt, d'ici les dix ou quinze prochaines années, soit un bien collectif que tous et toutes seront d'accord pour protéger.

(12 h 30)

Comme le ministre a profité de l'occasion de son allocution pour remercier ses fonctionnaires, son personnel politique, je ne peux faire autrement que remercier aussi toutes les personnes qui, de près ou de loin, ont contribué à faire en sorte que nous ayons un projet de loi tout de même assez potable. Mes remerciements vont aussi à une personne qui a travaillé au cours de cette commission parlementaire avec l'Opposition, et en particulier avec le critique de l'Opposition que je suis, M. Pierre Mathieu, qui est un ingénieur forestier tout comme le ministre d'ailleurs, qui n'a peut-être pas l'expérience administrative du ministre, mais qui, je le sais, a une grande expérience politique. Cela nous a permis d'avoir de bons débats au cours de toute cette étude article par article.

Je pense que les membres de

l'Assemblée nationale vont me permettre de souhaiter toutes les chances du monde au ministre délégué aux Forêts dans l'application de cette loi. Dieu sait qu'il aura un travail énorme à faire au cours des prochains mois dans le cadre de son application. Cette chance, nous la lui souhaitons du plus profond de nous-mêmes parce que - et je pense que le peuple du Québec l'a remarqué - nous étions unanimes en cette Chambre ce matin face au projet de loi 150. Nous allons continuer d'être unanimes durant cette journée sur le projet de loi 150 en votant bien sûr pour le projet de loi en troisième lecture. Je vous remercie énormément, M. le Président, et encore une fois, je remercie le ministre délégué aux Forêts pour son attitude, non seulement en commission parlementaire, mais aussi lors de ses allocutions sur le projet de loi 150, hier et aujourd'hui. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Duplessis. Je reconnais maintenant M. le député de Saguenay, adjoint parlementaire du ministre délégué aux Forêts. M. le député.

#### M. Ghislain Maltais

**M. Maltais:** Merci, M. le Président. Permettez-moi tout d'abord, M. le Président, d'indiquer que je représente une circonscription électorale qui est la réserve du quart des forêts au Québec. Bien sûr, l'avènement du projet de loi 150 représente pour nous, les gens du comté de Saguenay, et plus particulièrement pour leur député, une garantie pour l'avenir. Non seulement le comté de Saguenay est le grenier de la forêt au Québec, mais c'est aussi l'un des seuls endroits qui demeure un surplus de bois au Québec, comparativement aux allocations données.

Or, il était devenu de plus en plus évident qu'il fallait protéger ce grenier et qu'il fallait s'assurer qu'il sera encore là au cours des prochaines années. C'est précisément ce que le projet de loi 150 offre à la population québécoise et aux gens de Saguenay. Bien sûr, déjà, depuis l'arrivée du gouvernement libéral et particulièrement du ministre délégué aux Forêts, des gestes concrets et positifs ont été posés dans mon comté afin d'assurer, au cours des prochaines années, un reboisement continu avec le centre sylvicole de Forestville qui produira 10 000 000 de plants par année et celui de Sainte-Thérèse, 4 000 000 de plants, pour un total de 14 000 000. Nous sommes d'ores et déjà assurés que la forêt, sur la Côte-Nord, aura une garantie de suppléance, si on peut employer cette expression. C'est-à-dire qu'on s'assure, par ces actions très positives, qu'il y aura de la forêt dans les années à venir.

Évidemment, le projet de loi 150, c'est beaucoup plus que cela pour l'ensemble des

Québécois. Ce qui m'a frappé lors de l'étude de ce projet de loi, cela a été le large consensus que le ministre a cherché dans l'ensemble des intervenants du Québec dans le milieu forestier. Je pense que, déjà, le vote unanime sur le rapport était une preuve qu'on ne peut pas vraiment atteindre la perfection, comme le disait le député de Duplessis. Mais, lorsqu'on s'engage et qu'on peut aller chercher le plus grand consensus possible au sens large du mot, on s'assure que ce projet de loi était attendu.

Bien sûr, lorsque l'ancien gouvernement a présenté l'avant-projet de loi, le livre blanc sur la forêt québécoise, nous avons souscrit à la majorité des grands principes de ce livre blanc, parce qu'il rencontrait les besoins et les aspirations des gens du milieu forestier. Depuis ce temps et à partir du moment où le ministre actuel avait déposé l'avant-projet de loi, ce large consensus a été fait à l'intérieur de l'ensemble des intervenants du milieu forestier. Aujourd'hui, je pense que c'est un fleuron remarquable à la bannière du ministre d'avoir été capable d'aller chercher le plus grand consensus possible pour permettre de bâtir vraiment une forêt québécoise pour les années à venir.

Bien sûr, ce projet de loi aurait dû être présenté il y a peut-être 25 ans mais on ne peut pas être tributaire des choses qui n'ont pas été faites par les gouvernements antérieurs. Déjà l'ensemble des intervenants forestiers ont donné leur accord au ministre sur ce projet de loi. Dans l'application également il y aura des contentieux quelque part. On ne change pas d'un coup sec une façon d'opérer habituelle dans un milieu tel que la forêt. Déjà le ministre s'est donné des modalités d'application du nouveau régime qui permettront au cours des prochaines années d'atteindre les objectifs fixés par le projet de loi 150.

Je pense qu'il serait de bonne guerre de souligner ici la grande patience que le ministre a démontrée tout au long de ce débat qui dure depuis quelques mois sinon depuis un an. Je pense que le ministre a démontré qu'il était professionnel au sens large du mot. Il l'a démontré non seulement en commission parlementaire mais tout au long des discussions qui ont précédé l'avant-projet de loi, à partir du dépôt du livre blanc.

Bien sûr nous avons la qualité ministérielle aujourd'hui. Non pas que je veuille dénigrer les anciens ministres des forêts, mais le gouvernement libéral actuel peut se vanter d'avoir comme ministre délégué aux Forêts une personne qui a fait ses preuves dans le domaine de la foresterie. Et nous avons senti ça tout au cours de la commission parlementaire. Nous l'avons senti tout au cours du débat qui a entouré l'avant-projet de loi. Je pense que lorsque le premier ministre du Québec a choisi le

député de Rivière-du-Loup comme ministre délégué aux Forêts, il a fait le choix le plus judicieux pour le milieu forestier et pour les Québécois et les Québécoises.

M. le Président, en terminant j'aimerais souligner que l'ensemble des parlementaires ont aujourd'hui souhaité bonne chance au projet de loi du ministre. Ils lui ont souhaité que son application se fasse d'une façon graduelle et sans heurt. Bien sûr, je voudrais me joindre aussi à l'ensemble du monde forestier, des travailleurs forestiers. Vous me permettez ce petit écart à l'intérieur de l'Assemblée nationale afin de souhaiter bonne chance au ministre, surtout de souhaiter que la chance apportée par tous les intervenants forestiers se reflète peut-être sur son épouse qui a été malade cette semaine. Cela a été des heures particulièrement difficiles pour le ministre. Au nom de l'ensemble du milieu forestier, nous souhaitons bonne chance et un prompt rétablissement à votre épouse, M. le ministre. Merci.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Saguenay.

Je cède maintenant la parole à M. le député de Laviolette.

#### **M. Jean-Pierre Jolivet**

**M. Jolivet:** Merci, M. le Président. Je serai le dernier intervenant du côté de l'Opposition avant le droit de réplique du ministre pour l'adoption finale du projet de loi.

Hier soir, lors de la prise en considération du rapport, je disais: Enfin! Aujourd'hui je pourrais dire pour le ministre: Ouf! La crainte de ne pas voir le projet de loi adopté avant la date fatidique d'aujourd'hui a certainement pesé lourd sur ses épaules ainsi que sur celles de l'ensemble de ses collaborateurs qui ont assisté pendant de longues heures, avec les ministériels et l'Opposition, à l'étude article par article de ce projet de loi.

Je dois dire que c'est avec beaucoup d'émotion que je prends la parole aujourd'hui dans un moment qui est très important pour la collectivité québécoise, pour l'ensemble de l'industrie québécoise et pour l'ensemble des membres de cette Assemblée. Nous avons désormais un régime forestier qui impose à l'ensemble des intervenants de la forêt l'obligation de remettre en production, selon le principe du rendement soutenu, une forêt qui, si nous l'avions laissée comme elle l'est au moment où on se parle, aurait eu des difficultés à fournir l'ensemble de la matière ligneuse et, par conséquent, à fournir du travail à l'ensemble des travailleurs et des travailleuses qui vivent de la transformation de cette matière première.

(12 h 40)

Ce principe de rendement soutenu fait donc suite à de nombreuses consultations qui ont été menées dans le passé. On ne peut pas, M. le Président, reprocher au ministre d'être heureux lorsqu'il disait, à la fin de son discours, qu'après seulement un an de pouvoir, le Parti libéral mettait en place et va mettre en place une politique forestière qui prend maintenant le nom de régime forestier. Je dois lui rappeler, au nom de mon collègue de Duplessis et de l'ensemble de ceux qui formaient l'ancien gouvernement, que ce n'est pas, peut-on dire, de naissance spontanée qu'est arrivé ce projet de loi. Ce n'est pas "tout de go", simplement après leur arrivée au pouvoir, que cette politique est devant nous. Des gens ont travaillé à l'élaboration de cette politique forestière. Elle a fait l'objet de longues discussions, de longues consultations, de longues et parfois pénibles heures de travail pour arriver à un document qui s'appelle le nouveau régime forestier, la nouvelle politique forestière, déposé il y a maintenant un an et demi en cette Assemblée, c'est-à-dire au mois de juin 1985.

Je dois vous dire, M. le Président, que, lorsqu'on a été un de ceux qui ont permis l'arrivée de cet enfant maintenant à terme, nous ne pouvons qu'être heureux de la naissance de cet enfant qui, maintenant, doit faire ses premiers pas et doit avoir des jours heureux. On sait, cependant, M. le Président, que ce ne sera pas facile. Le ministre s'est donné des dates qui font en sorte que cette politique aura sa pleine vitesse de croisière dans quelques années seulement. Entre-temps, il y aura - ce n'est pas de façon négative que je le dis; c'est la normalité des choses dans la vie - certainement de longues et dures négociations quant au fait que les nouveaux territoires devront être à nouveau partagés entre des gens qui en voudront toujours plus alors que le ministre voudra toujours en donner moins pour s'assurer qu'effectivement le territoire soit partagé avec équité et justice entre l'ensemble des intervenants dans le milieu forestier.

Le principe de rendement soutenu, tel que proposé par l'adoption de ce projet de loi devant l'ensemble de la population du Québec, étant le principe de base qui va gouverner l'ensemble des actions du ministère de l'Énergie et des Ressources secteur forêt, est un principe que tout le monde accepte. Ce principe et les modalités d'intervention qui l'accompagnent font en sorte qu'il y a eu un large consensus lors du dépôt du livre blanc. Et même le député d'Outremont, l'actuel ministre délégué à la Privatisation, qui était le porte-parole officiel dans ce domaine lorsqu'il était dans l'Opposition, avait dit ces choses. Le candidat libéral dans mon comté, durant la campagne électorale, en a fait de longues discussions, de longs discours, dans l'ensemble de la population en

disant qu'un gouvernement du Parti libéral, s'il était au pouvoir, mettrait, dans les semaines et les mois qui viennent, le livre blanc en application.

Donc, le livre blanc avait été accepté avec ce consensus qu'il faut - je ne dis pas, M. le Président, "cette unanimité", parce que cela ne sera jamais possible - ce consensus qu'il faut pour qu'il y ait au moins le germe de la réussite. Or, étant de ceux qui ont eu à travailler, à aller expliquer dans tout le Québec et voyant maintenant arriver sur la table dans cette dernière intervention qui est celle qui va précéder l'adoption finale du projet de loi, je peux vous dire que je suis heureux parce que, effectivement, nous croyons que le projet de loi, même s'il n'est pas parfait comme tout le monde le dit, est quand même un outil essentiel important qui doit permettre maintenant une meilleure utilisation de la matière ligneuse au Québec.

Dans ce contexte, je suis aussi heureux de dire que j'appuie le ministre et que je vais continuer à l'appuyer dans les démarches qu'il doit maintenant entreprendre avec mon collègue de Duplessis qui sera, j'en suis assuré parce que je le connais, un homme tenace, efficace, un homme qui va s'assurer que le projet de loi tel que déposé aura son application dans des conditions les meilleures possible.

Nous ne serons pas là pour nuire, nous serons là pour aider, mais, ce qui est sûr et certain, c'est que nous permettrons de faire les recommandations qui s'imposeront quand il sera temps de les faire, si on s'aperçoit qu'on déroge à l'essentiel qui est le principe déposé dans ce projet de loi.

Or, comme un projet de loi comme celui-là ne vient pas sans l'apport de personnes, je dois me permettre et je me fais un devoir de le faire parce que, effectivement, le député de Saguenay en a fait mention, je ne suis pas un ingénieur forestier, je n'ai jamais été ingénieur forestier mais je pense que, effectivement, le travail que j'ai pu accomplir avec joie, plaisir et, je dois vous le dire, avec une équipe formidable au cours de l'année où j'ai été ministre délégué aux Forêts. Je l'ai fait pour le bien-être de la population du Québec, pour les industriels du Québec et aussi pour l'assurance que la pérennité de la forêt sera celle qui permettra une utilisation multifonctionnelle.

Dans ce contexte, je dois dire que les gens qui ont précédé le gouvernement actuel mais qui sont encore dans son équipe, parmi tout le groupe de soutien, je me fais un devoir et un plaisir de le dire, que ce soit d'abord le sous-ministre en titre à l'époque, M. Robert Tessier, que ce soit celui qui actuellement est le sous-ministre adjoint, M. Gilbert Paillé, et la personne que j'ai toujours appelée la personne principale dans l'élaboration du livre blanc que j'ai déposé

en juin 1985, M. Robert Defrasnes, je pense que ces gens méritent l'admiration pour avoir, avec deux équipes différentes mais avec toujours le même objectif, réussi à faire en sorte que ce projet de loi soit réalité.

Comme mon collègue de Duplessis, je me permets aussi de féliciter et de remercier une personne qui a été à mon emploi lorsque j'étais ministre délégué aux Forêts et qui est encore à notre emploi maintenant comme membre de l'Opposition, M. Pierre Mathieu, ingénieur forestier celui-là, qui m'a été d'une très grande utilité dans toutes les décisions que j'ai eu à prendre dans le passé, parce que j'ai toujours considéré qu'un ministre doit être celui qui est capable de demander des conseils, de décider, mais d'utiliser les ressources à sa disponibilité pour vraiment prendre les meilleures décisions. Parfois, on se trompe; parfois, on prend, et j'espère dans la majorité des cas, les meilleures décisions qui doivent être prises.

Dans ce contexte, vous me permettez de dire au ministre encore une dernière fois: la meilleure des chances! Je lui souhaite du fond du coeur la meilleure des chances pour que ce projet de loi qui voit ses premiers pas aujourd'hui soit un projet de loi qui pourra permettre à l'ensemble de la population du Québec, dans 30 ou 40 ans, de dire que la décision que des membres de l'Assemblée nationale ont prise le 19 décembre 1986 a été la meilleure, et j'en suis assuré.

M. le ministre, bonne chance. Les travailleurs, les travailleuses, les industriels, l'ensemble de la population, bonne chance, et à ceux qui forment l'équipe de soutien pour le ministre, je leur dis: Merci du fond du coeur. Merci.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Laviolette. Je cède maintenant la parole à M. le ministre délégué aux Forêts pour l'exercice de son droit de réplique.

#### **M. Albert Côté (réplique)**

**M. Côté (Rivière-du-Loup):** Merci. Généralement, un droit de réplique se veut peut-être plus critique que je vais le faire, mais tout de même si cette dernière intervention peut encore bonifier nos relations et faire en sorte que le Québec, les Québécois et les Québécoises aiment davantage leurs forêts, tant mieux. Je comprends les inquiétudes qu'on m'a signalées. C'est sûr qu'au cours des années qui vont venir, des mois qui vont venir, il y aura beaucoup de pressions, M. le député de Duplessis, c'est certain. Je suis prêt avec mon équipe à les assumer parce qu'un projet semblable, un projet majeur, qui fait en sorte qu'on change nos habitudes séculaires,

c'est important pour chacun et chacune des Québécois et des Québécoises, parce que tout le monde profite de la forêt d'une manière ou d'une autre.

C'est pourquoi, lors de nos discussions, je disais toujours que tout le monde devrait, chaque utilisateur devrait contribuer à l'aménagement de la forêt. Lorsqu'on aménage la forêt, on ne le fait pas uniquement pour les emplois. C'est important. Tout le monde le reconnaît. On le fait également pour la récréation, on le fait pour notre environnement, on le fait pour protéger nos sols contre l'érosion. C'est tellement multifonctionnel, comme le mentionnait le député de Laviolette, que je pense qu'on doit tous y contribuer sans mesquinerie. Je tiens à féliciter le député de Laviolette et je reconnais le travail qu'il a accompli lorsqu'il a occupé mon poste. Je le félicite du fond du coeur.

Il a fait quelque chose pour le Québec, quelque chose d'important, quelque chose de grand. Ce que nous faisons aujourd'hui, même si nous n'avions fait que cela durant cette session, nous aurions fait beaucoup pour le Québec et pour l'avenir du Québec. Je tiens à rendre hommage aussi aux personnes qui profitent de la forêt. Je tiens à leur rendre hommage, mais je leur demande aussi de respecter la forêt. J'ai ici devant moi le dépliant de l'Association forestière qui s'adresse à ceux et celles qui aiment la forêt. On dit: Que puis-je faire pour la forêt? Ce qu'on peut faire pour la forêt, c'est d'augmenter nos connaissances sur l'arbre et la forêt. De cette façon, soyez assurés que nous allons assurer notre avenir, nous allons protéger l'avenir des générations qui vont nous succéder.

Moi aussi je tiens à féliciter tous ceux qui ont contribué à ce projet de loi. Je remercie mes collègues, tant de l'Opposition que du côté ministériel, pour leur appui. Durant ma campagne électorale, je disais fréquemment: Vous savez, je sollicite votre appui aujourd'hui, mais j'en aurai besoin davantage après. Je m'aperçois qu'aujourd'hui, j'en ai encore besoin davantage. Je vous remercie.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre.

Est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 150, Loi sur les forêts, proposée par le ministre délégué aux Forêts est adoptée?

Des voix: Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Le projet de loi est donc adopté. Sur ce, de consentement unanime des deux côtés de la Chambre, nous allons suspendre nos travaux qui reprendront à 14 heures.

**M. Lefebvre:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** Oui, M. le leader adjoint du gouvernement.

**M. Lefebvre:** Il y a une entente entre les partis, à savoir que l'on suspend les travaux pour une période d'une heure.

**Le Vice-Président:** Une heure exactement. Très bien. Donc disons à 13 h 55. Nos travaux sont donc suspendus jusqu'à 13 h 55.

(Suspension de la séance à 12 h 53)

(Reprise à 14 h 6)

**Le Vice-Président:** À l'ordre, s'il vous plaît!

Veuillez vous asseoir.

L'Assemblée reprend ses travaux, et nous sommes à la période des affaires du jour. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Le leader adjoint, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le leader adjoint, je m'excuse.

**M. Lefebvre:** Je vous demanderais d'appeler l'article 34 du feuillet, s'il vous plaît.

#### Projet de loi 124

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 34 du feuillet, la ministre de la Santé et des Services sociaux propose l'adoption du projet de loi 124, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'assurance-maladie.

À ce moment-ci, je vais reconnaître M. le député de Terrebonne.

**M. Blais:** Merci, M. le Président.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

##### M. Yves Blais

**M. Blais:** Merci beaucoup. M. le Président, je sais qu'à l'approche des fêtes, les gens ont le cœur à la joie et au pardon. On me pardonne, de l'autre côté, d'avoir peut-être été incisif, et étant donné qu'il s'agit d'un projet de loi qui s'occupe des dents des enfants, je voudrais laisser bonne bouche, et je vous remercie de la réception que vous faites aujourd'hui.

Cependant, je ne vous ménagerai pas pour autant. De notre côté, devant cette loi que nous trouvons rébarbative à toute analyse, nous avons émis des objections au

tout début, et croyez-m'en, nous soutenons nos objections à cette loi. Ce n'est pas pour rien que nous nous opposons à cette loi. Au cours des dernières années où nous étions au pouvoir, nous avons inventorié la qualité de la dentition infantile, et nous avons vu dans ces études que tous les jeunes gens du Québec avaient une dentition de qualité inférieure aux enfants du continent nord-américain, et même de l'autre côté, mais parlons de chez nous, de notre côté de l'océan. La qualité de la dentition chez nos jeunes était à ce point alarmante que le Parti québécois a cru bon, en 1979 tout particulièrement, d'amener des projets pour faire la prévention, pour soigner les dents des jeunes, leur faire subir des examens préventifs, afin que, en vieillissant, lorsqu'ils arriveront à l'âge adulte, et plus tard à ce que nous appelons l'âge d'or, il y ait le moins de prothèses possible parce que l'État aura veillé à ses devoirs envers les jeunes.

M. le Président, la situation aujourd'hui est encore grave. Il est dit, dans une étude, que les résultats connus révèlent que les habitudes alimentaires chez les jeunes favorisent la carie. Les habitudes de consommation élevée de sucrerie - on le voit même en Chambre - les collations fréquentes chez les jeunes, le fait d'avoir beaucoup de bonbons, comme on les appelle, favorisent la carie.

Ensuite, il y a les pratiques d'hygiène. C'est héréditaire et traditionnel, ces choses-là. Nos parents n'avaient pas été habitués, car la plupart d'entre nous avons été élevés dans un milieu assez modeste et nous n'étions pas des gens qui prenions des préventions pour les jeunes.

Mes parents non plus ne prenaient pas beaucoup de précautions. Je suis très heureux d'avoir une dentition aussi forte aujourd'hui, malgré tout. J'ai une dent rapportée ici; c'est un accident. C'est le hasard, parce que j'ai été élevé dans une famille très pauvre où on n'avait pas d'argent pour aller chez le dentiste. J'ai une très bonne dentition; j'en suis très heureux.

Mais cela dépend un peu de l'hérédité. Les études nous disent que les Québécois ont une beaucoup moins bonne dentition juvénile que la plupart des gens qui nous entourent. Résumons l'analyse. Je ne voudrais pas en parler trop longtemps, mais je sens, à l'arrière de moi, toujours tinter des cloches de Noël.

Résumons. La prévalence de la carie, selon l'âge, au Québec en 1984 - M. le Président, c'est très récent - est à peu près semblable à celle que les enfants ontariens subissaient en 1972. On parle de 1984, où nous avions des projets et des programmes pour aider la dentition infantile, pour prévenir, examiner. Il y a une étude qui a été faite en 1984 et nous avons encore douze ans de retard sur les enfants

ontariens. On dit: Les praticiens québécois ont donc rendu 76 % plus de traitements restauratifs par enfant, en moyenne, au Québec qu'en Ontario. C'est donc dire que le programme que nous avons instauré, un programme de visites semi-annuelles qui est en place dans la situation actuelle, était absolument nécessaire à cause de ce retard.

Pour couper court, l'Association des chirurgiens dentistes du Québec et l'Ordre des dentistes nous disent que le but de l'examen semi-annuel pour la population des D à 15 ans est de permettre à l'appareil bucco-dentaire de remplir son rôle masticatoire. Ce n'est tout de même pas compliqué à comprendre: du verbe mastiquer, masticatoire. Deux examens par année. Selon eux, des professionnels nous disent que ce doit être deux par année.

La ministre nous a déposé une étude qui a été faite en 1977 à l'extérieur du Québec. On dit en conclusion: "No evidence was found to support six monthly dental checks." C'est clair. On the contrary, there is evidence that, for persons aged from 12 to 16 years, an interval of 12 months between examination is more appropriate. De 12 à 16 ans, mais en-dessous! C'est incroyable! Il faudrait que je le répète: No evidence was found to support six monthly dental checks but, between 12 and 16, it can be only one examination a year. It is not written that way but you can understand between the lines.

**Des voix:** Ha! Ha! Ha!

**M. Blais:** En fait, c'est cela. D'un autre côté, regardons. La ministre a refusé toute consultation, mais elle a essayé, en écrivant à l'Association des chirurgiens-dentistes, de leur demander un avis par l'intermédiaire de M. Chicoine, le président de l'association. Il répond. On a reçu une lettre de Jean-Claude Beaulieu, secrétaire de la coordination. La lettre de l'association des chirurgiens dit ceci: Plusieurs études prouvent, etc., qu'il y a besoin de soins. Premier constat sur la politique d'un seul examen par année: Pitié, madame! Ce n'est pas l'Association des garderies, là! c'est l'Association des chirurgiens dentistes du Québec qui dit: Madame, pitié pour nos enfants! P-i-t-i-é! pour nos enfants. Ce sont des chirurgiens dentistes qui disent ça. Ils doivent avoir un peu de connaissances du milieu dentaire. Ils disent: Pitié! Je pense que je ne citerai pas plus loin cette lettre. Juste le premierement est suffisant pour en connaître la teneur. Malgré ça, malgré ces avertissements, malgré l'inventaire qui ne peut être qualifié que d'inventaire dentaire qui relève du paupérisme le plus total du côté national. C'est donc dire que le paupérisme dentaire est à son plus bas niveau. Malgré ça, malgré cette situation... Je veux bien faire une

petite parenthèse, M. le Président. La personne qui est ministre des Affaires sociales est une personne charmante.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**M. Blais:** La personne qui tient le poste de ministre des Affaires sociales est une personne qui a le sens de l'humour, qui comprend, qui est intelligente.

**Des voix:** Bravo!

**M. Blais:** Mon Dieu! que j'aimerais que cette personne qui abrite aussi dans le même cerveau les responsabilités de ministre des Affaires sociales ait tous ces beaux qualificatifs! C'est là que la qualification change. Devant les obligations de solidarité ministérielle, elle se doit de piler sur son caractère et sur ses principes pour devenir têtue devant nos demandes. Je ne dis pas, pour être impoli: Es-tu têtue? J'ai dit: Elle est têtue devant nos demandes. Elle est campée dans ses positions de façon inattaquable, inébranlable. Elle est braquée sur son rôle de coupeuse en chef. Les cisailles d'or du président du Conseil du trésor! Premier poste du marathon des coupures. Elle est carapacée, cette dame, comme les anciens soldats du Moyen Âge. Elle est intraversable. Elle est insensible, stoïque, inébranlable comme le mur de Berlin et tout ceci dit, nous avons essayé de faire adopter des amendements. Refus.

Un amendement principal maintenait dans ce projet de loi au moins deux examens annuels et il y avait des gens de l'autre côté qui étaient tout mélangés. Ils ne comprenaient pas l'amendement que nous apportions. D'autres criaient: C'est du joli.

M. le Président, on a très bien essayé. On a fait notre devoir jusqu'au bout. La ministre n'a pas voulu convoquer quelque association que ce soit. Nous glissons comme sur la cire Johnson.

**Une voix:** Quelle cire Johnson?

(14 h 20)

**M. Blais:** Je ne veux faire aucune personnalité dans mon discours, c'est une image. Eh bien, M. le Président, j'aimerais que vous disiez à Mme la ministre que nos enfants auraient pu avoir dans leur bas quelque chose de plus haut. Une coupure de cette sorte n'est pas un beau cadeau de Noël, surtout que c'est un cadeau négatif qui va se répercuter sur tout le reste de leur vie.

Personnellement, je ne comprends pas la ministre non plus - et je vais terminer là-dessus, M. le Président - qui, d'une part, nous a présenté des études qui, selon elle, prouvaient qu'un seul examen par année était suffisant pour les enfants. Elle est



convaincue et, de l'autre côté, ils sont aussi convaincus de cela. Si c'est vrai qu'une seule visite annuelle est suffisante médicalement pour avoir une prévention absolue pour les jeunes Québécois, comment se fait-il que de l'autre main le même ministère, avec la même personne, responsable d'un autre programme, le programme du bien-être social, continuera à payer les 23 \$ du deuxième examen? Où est la cohérence? C'est complètement incohérent. D'une main on dit qu'un seul examen est suffisant pour la santé et on essaie de le prouver par la documentation qu'on nous présente et par le discours que l'on tient de l'autre côté. Et de l'autre main on dit que les gens sur le bien-être social continueront à avoir deux examens payés. Bien là, on spolie les fonds publics d'une main ou on n'est pas franc de l'autre côté avec les études qu'on nous présente.

Mais ceci, M. le Président, ne doit pas nous faire oublier que nous sommes à notre dernier jour de session. On voit partout, sauf dans ce parlement, les sapins qui s'allument, les lumières multicolores qui nous frappent la vue. Promenez-vous, ne fût-ce qu'à Québec sur la Grande-Allée, la terre qui s'enroule dans un manteau blanc vient de se parer de beaux arbres verts scintillants. C'est Noël qui vient, M. le Président, et, malgré cette loi, c'est évident que nos enfants, nous tous, vous aussi qui êtes au gouvernement, nous devons passer un bon Noël et avoir une bonne année. Je vous le souhaite. Je vous souhaite de vous reposer beaucoup parce que vos projets semblent fatigués vers la fin de la session. Ils sont très fatigués, ils souffrent d'essoufflement, vos projets. Et cela nous tenterait de dire "pojets" parce qu'ils semblent manquer d'air. Ce ne sont pas des projets, ce sont des "pojets". Ce sont les derniers essoufflements d'un gouvernement qui, après un an, a tellement hâte aux cadeaux de Noël. C'est la première fois qu'on voit cela de toute l'histoire de l'institution du Parlement, un gouvernement qui, après un an, a très hâte de développer ses cadeaux.

Je vous souhaite un heureux Noël et une bonne année, ainsi qu'à tous ceux qui nous écoutent. Je vous attends au retour avec un cœur à la joie du travail retrouvé, pas avec une main de fer ni une main de velours, mais une détermination farouche de vous faire faire des projets de loi qui auront de l'air en 1987.

M. le Président, sur cet air, merci beaucoup.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Terrebonne. Je reconnais maintenant M. le député de Laurier.

**M. Christos Sirros**

**M. Sirros:** Merci, M. le Président. Je ne

pourrai jamais avoir la prétention d'égaliser les compétences oratoires du député de Terrebonne. J'aimerais simplement lui souhaiter à mon tour to the member from Terrebonne in recognition of the fact that it was one of the first times that he used the English language over here (le député s'exprime dans une autre langue) Pas pire. "Inch Allah!"

M. le Président pour revenir un peu, je pense que pour tout le monde, comme le soulignait le député de Terrebonne, les cloches de Noël approchent et sonnent, pour revenir au projet de loi que nous avons devant nous et qui est à la dernière étape de son adoption, je pense que la ministre a fait la preuve, a démontré par diverses études qui ont été faites et déposées - et d'ailleurs le député de Terrebonne en a cité une, même si c'en était une qui parlait des enfants de 12 à 16 ans, quand il disait qu'il n'y avait aucune preuve substantielle pour que les examens soient nécessaires à tous les six mois - que dans le cas des enfants de 12 à 16 ans, les examens annuels suffiraient. C'est dans ce sens que le projet de loi est présenté.

C'est un projet de loi d'un seul article, qui donne le pouvoir au gouvernement de réglementer la fréquence de certains services qui sont couverts par la Régie de l'assurance-maladie, entre autres le service des examens dentaires pour les enfants. L'Opposition nous avait effectivement présenté un amendement qui visait à assurer que les services ne seraient jamais moins que deux. Un des problèmes que nous avions avec l'amendement, à part le fait que cela allait complètement à l'encontre du but visé, c'était aussi que l'amendement tel que rédigé touchait l'ensemble des services couverts de telle sorte que là où l'examen ophtalmologique se fait actuellement une fois par année, il aurait été porté à deux fois par année. Le gouvernement ne s'est jamais caché que c'était une mesure de rationalisation que nous amenions en réduisant de deux à un le nombre d'exams couverts par le programme de soins dentaires. C'est une mesure qui, quant à nous et selon les études que nous avons, n'affectera en rien la qualité des soins dentaires, dans le sens qu'il n'y a aucune tranche du programme qui est coupé, comme cela a déjà été le cas dans le passé et plus spécifiquement en 1982, quand le gouvernement antérieur avait décidé d'amputer toute une série d'actes du programme, de désassurer complètement certains services. Au contraire, ce que nous faisons ici maintient tous les services, c'est-à-dire qu'il y aura toujours des examens dentaires préventifs gratuits. Ils seront au nombre d'un plutôt que de deux et ceci est basé surtout sur le fait qu'il y a des études qui prouvent que cela n'enlève rien à la qualité de la

prévention de faire l'examen préventif une fois par année plutôt que deux, M. le Président.

Dans le contexte dans lequel on se trouvait lors de notre arrivée au pouvoir, avec la nécessité de trouver tous les moyens raisonnables afin de rééquilibrer un peu les finances publiques, cela a été un des choix que le gouvernement a faits sans pour autant, comme je le disais tout à l'heure et je le répète, nuire à la santé dentaire des enfants contrairement à ce qui avait été fait dans le passé quand, effectivement, le gouvernement avait coupé pour 30 000 000 \$ de services complets qui ont été désassurés du programme de soins dentaires.

Je pense que cela représente une mesure de rationalisation, une mesure qui a été judicieusement choisie avec la considération primaire pour les soins dentaires des enfants. Je ne peux que dire que nous voterons évidemment pour l'adoption de ce projet de loi, M. le Président. Merci.

**Le Vice-Président:** Je cède maintenant la parole à M. le député de Gouin.

**M. Jacques Rochefort**

**M. Rochefort:** Je suis surpris, M. le Président, de ce que j'entends autour de moi et j'avoue qu'avec les applaudissements à la suite de l'allocution du député de Terrebonne, avec les applaudissements que j'ai au moment où vous m'appelez, et surtout aussi avec l'intervention du député de Laurier, je vais croire qu'il y aura un suspense jusqu'à la toute dernière minute quant à l'issue du vote sur le projet de loi, M. le Président.

Franchement, je pense que les Québécois peuvent encore s'attendre peut-être à avoir droit à des bons services dentaires. Cela va dépendre de l'issue de la dernière ronde.

**Mme Juneau:** Que je trouve très importante...

**M. Rochefort:** M. le Président, plus sérieusement, quand j'entendais le député de Laurier faire son intervention, je me disais: De deux choses l'une. Lorsqu'il interprétait l'amendement que nous avons déposé en commission parlementaire, il disait que notre amendement couvrirait l'ensemble des services de la Régie de l'assurance-maladie y compris les services optométriques, par exemple. Il est en train de me dire qu'effectivement il va reconsidérer son vote puisque l'article qui a été amendé porte essentiellement sur les soins dentaires. Puisqu'il a mal compris l'amendement au moment de son vote, j' imagine que peut-être... Et cela ajoute au suspense de l'issue de la discussion entourant

le projet de loi. Peut-être votera-t-il en faveur de la motion d'amendement du Parti québécois et, donc, contre le projet de loi de sa ministre compte tenu qu'il n'a pas pris le temps de lire l'amendement avant de s'exprimer en commission parlementaire. Il n'est jamais trop tard pour bien faire. (14 h 30)

M. le Président, on a senti depuis le mois de mars dernier l'obstination de la ministre de la Santé et des Services sociaux à vouloir effectuer une coupure au programme de soins dentaires auxquels ont droit jusqu'à maintenant les enfants du Québec. Jusqu'à ce jour, la ministre a été franchement très déterminée à vouloir absolument imposer une coupure à ce programme. On se rappellera que, la première fois que la ministre a abordé l'hypothèse d'imposer cette coupure, on parlait à ce moment-là d'une coupure de 30 000 000 \$ par année qui serait répartie ainsi: d'une part, une coupure de 6 000 000 \$ dans les soins assurés par la Régie de l'assurance-maladie et, d'autre part, pour le solde de la coupure, c'est-à-dire 24 000 000 \$, un impôt qui serait levé en fonction du nombre d'enfants que chaque famille du Québec avait.

On se rappellera, M. le Président, que cette mesure a été très décriée dans la population, par l'ensemble des groupes organisés de notre société et la suite de l'opposition de ces groupes et du travail de l'Opposition à l'Assemblée nationale, la ministre a finalement renoncé à ce projet d'ajouter un nouvel impôt aux Québécois, un impôt qui, cette fois, aurait porté sur le nombre d'enfants de chaque famille du Québec. Cela constituait une mesure proprement antifamiliale et une mesure qui allait non seulement à l'encontre de la mission de la ministre de la Santé et des Services sociaux comme responsable de la santé des Québécois et des Québécoises, mais qui allait nettement à l'encontre de sa responsabilité comme ministre responsable de la politique familiale au Québec.

Nous savons très bien que s'il y a une chose qui fait l'unanimité de l'ensemble des groupes qui s'intéressent aux questions touchant la politique familiale du Québec, c'est bien celle qui fait en sorte d'éliminer l'ensemble des contraintes financières qui pèsent sur le dos des familles du Québec. L'idée même d'envisager un jour d'introduire un tel impôt - dans le cas qui nous occupe, la ministre l'avait annoncé officiellement comme étant une décision qu'elle avait prise - va carrément à l'encontre du mandat que lui avait confié le premier ministre et pour lequel les Québécois et les Québécoises en général ont beaucoup d'attente.

Par la suite, la ministre a révisé ses positions et a décidé d'y renoncer. Tout le monde pensait qu'elle renonçait complète-

ment, que c'en serait fini et qu'on maintiendrait le programme de soins dentaires tel qu'il était et tel qu'il avait été maintenu sous le gouvernement du Parti québécois, mais on n'avait pas bien évalué cet acharnement de la ministre. Elle a contre-attaqué cette fois avec une coupure de l'ordre de 8 000 000 \$ à 20 000 000 \$ au programme de soins dentaires qui vise à abolir un des deux examens annuels auxquels chacun des enfants de moins de 15 ans a droit et a eu droit jusqu'à ce jour.

À de nombreuses reprises, on a demandé à la ministre de la Santé et des Services sociaux quelles étaient les motivations de sa décision. Est-ce que ces motivations étaient d'ordre financier? Est-ce que c'était à partir d'une préoccupation de finances publiques ou à partir d'une préoccupation de santé? Là, on a eu droit à des réponses différentes, selon le jour, et on en a eu un exemple encore tantôt au cours de l'intervention du député de Laurier, M. le Président, alors qu'il nous disait: Non, c'est une mesure à caractère budgétaire. C'était pour poser un geste visant à mieux équilibrer les finances publiques.

M. le Président, si c'est pour des raisons de finances publiques qu'on coupe dans le programme de soins dentaires, avant même d'avoir porté un jugement sur l'état des finances publiques, jugement qui a amené, par exemple, cette coupure de l'ordre de 8 000 000 \$ à 20 000 000 \$ au programme de soins dentaires, je m'explique mal qu'on ait, en l'espace de trois jours avant l'assermentation de ce nouveau gouvernement l'année dernière, retourné à peu près 220 000 000 \$ en impôt aux mieux nantis, aux plus riches de la société. Si telle était vraiment la situation financière, on aurait peut-être pu se permettre de retourner seulement 200 000 000 \$ d'impôt aux plus riches de notre société, parce qu'on sait que le Parti libéral est ici pour défendre prioritairement les mieux nantis de notre société, et peut-être qu'on aurait pu conserver 20 000 000 \$ pour maintenir en place le programme de soins dentaires auquel les enfants du Québec avaient été habitués sous un gouvernement du Parti québécois. Si ce n'est pas par des raisons financières, parce que la ministre, elle, jusqu'à ce jour...

J'imagine qu'il y a un partage des tâches entre la ministre et son adjoint parlementaire. L'adjoint parlementaire s'occupe des finances publiques et quand ça ne tient pas, la ministre nous dit: Non, ce n'est pas pour des raisons financières, j'ai évalué cela et ce n'est pas nécessaire au plan de la santé publique. Elle nous a même sorti, hier, en commission parlementaire, que ce serait une mesure préventive au plan de la santé que d'éliminer un des deux examens dentaires annuels auxquels les enfants du Québec avaient droit, parce que cela réduirait le

nombre de radiographies qu'on administre aux enfants du Québec, ce qui est nuisible pour leur santé. Notre position, eu égard à cette nouvelle préoccupation de la ministre de la Santé et des Services sociaux et à ce nouvel argument, est d'abord celle-ci: s'il y a un problème de radioactivité, émis par les rayons-x sur l'ensemble des patients du Québec, d'abord, pour nous, s'il y a un problème, il se trouve beaucoup plus dans bon nombre d'autres actes médicaux qu'au niveau de la prévention dentaire.

On a hâte que la ministre nous annonce son train de mesures qui visera à limiter radicalement l'utilisation de la radiologie dans les services de santé au Québec. La ministre ne nous dit rien, mais on sent que ceux qui vont être les premiers touchés par cette nouvelle préoccupation de la ministre, encore une fois, ce seront nos enfants. Ou bien la ministre pourrait nous annoncer son train de mesures visant à réduire l'utilisation des rayons-x pour l'ensemble des autres actes médicaux qui nécessitent de telles pratiques médicales, ou bien la ministre pourrait s'entendre avec l'Ordre des dentistes. On comprend que ses contacts sont de moins en moins bons avec ce groupe comme avec bon nombre d'autres groupes du réseau de la santé et des services sociaux, mais peut-être pourrions-nous lui servir d'intermédiaires et lui permettre de renouer contact avec l'Ordre des dentistes et d'avoir des discussions scientifiques avec les dentistes quant aux actes médicaux qui doivent être posés au moment de l'examen dentaire annuel, pour qu'il y ait moins de rayons-x, si c'est un problème réel.

On sent beaucoup plus que cet argument est un nouvel argument que la ministre a tenté d'utiliser pour essayer d'en mettre un peu plus. On sait que, depuis huit mois, la ministre cherche encore les arguments pour justifier, au plan de la santé publique, sa décision injustifiée, injustifiable et avec laquelle tout le monde, dans le réseau de la santé et des services sociaux, a manifesté son désaccord total. On l'a vu par la parade des études. Au début, la ministre n'avait aucune étude pour justifier l'abolition du deuxième examen dentaire annuel. Par la suite, quand la ministre a senti qu'il serait nécessaire d'en sortir quelques-unes, elle a commencé à nous citer des extraits cités hors contexte et hors texte de certaines études réalisées dans des pays étrangers, portant sur des populations étrangères, dont les caractéristiques démographiques et sociales de santé, d'habitudes alimentaires et de traditions quant au dossier de la santé dentaire sont incomparables avec celles de la population du Québec.

Voyant que ces études ne tenaient pas, la ministre les a mises de côté et elle a continué à fouiller et à chercher. Cette semaine, on a connu deux nouvelles études

invoquées par la ministre qui pouvaient justifier qu'il n'y ait plus deux examens par année, mais un seul. Elle nous a distribué hier en commission parlementaire une première étude canadienne, nous a-t-elle dit, qui n'est pas datée et que je n'ai pas eu le temps de parcourir. En posant quelques questions, on a découvert que l'étude porte sur la période 1976 à 1979 et que, deuxièmement, elle a été produite en 1980. Notre argument, d'une part, c'est que si l'étude portait de 1976 à 1979, il est un peu normal qu'on ne puisse pas bien évaluer l'actuel programme de soins dentaires des enfants du Québec, puisqu'il a connu un accroissement substantiel, un élargissement important dans les années 1975, 1976, 1977, 1978 jusqu'à 1984 inclusivement. Deuxièmement, puisque l'étude a été produite en 1980, cela ne tient pas compte de l'évolution que ces programmes ont permis de réaliser jusqu'à ce jour. Finalement, l'étude porte sur tous les Canadiens. C'est évident que tous les Canadiens incluent les Québécois, mais les Québécois ne constituent que le quart de l'échantillon sur lequel on a fait l'étude pan-canadienne et en ce sens, on se retrouve avec des situations incomparables, parce qu'on a des habitudes alimentaires différentes, des politiques de santé différentes et, notamment, dans le domaine de la santé dentaire, des politiques de fluoration de l'eau potable, un élément déterminant dans la qualité de la santé dentaire des enfants du Québec. Donc, une autre étude à mettre de côté.

(14 h 40)

La ministre nous en a ajouté une autre. Quelle belle tentative; À l'occasion d'un discours, la ministre nous cite une phrase hors contexte d'une étude de M. Aubrey Sheehan une étude anglaise faite sur la population anglaise, donc, en Angleterre. La ministre nous cite une phrase hors contexte pour dire: Et en conséquence, donc, il n'est pas nécessaire d'avoir deux examens par année. Je demande donc à Mme la ministre si elle accepte de déposer son étude. Elle nous dit: Je n'ai pas l'étude entre les mains, j'ai juste la bonne phrase sur mon document. M. le Président, je ne pense pas que ce soit utile de déposer l'étude.

On est revenu avec insistance et on a demandé à la ministre de déposer son étude, on y tient. Finalement, la ministre s'est exécutée et a déposé l'étude. Rapidement, puisque j'étais l'intervenant suivant en commission parlementaire, je suis au moins allé voir la conclusion de l'étude. Je me suis dit: On va aller voir, au moins, si la ministre dit vrai. Là, encore une autre étude qui ne tient pas compte des populations et des caractéristiques de la population du Québec, mais qui tient compte de la population de l'Angleterre, des Anglais d'Angleterre. Pas de comparaison possible

quant à l'État, quant aux habitudes, quant aux traditions de santé et quant à l'état de santé dentaire de ces deux peuples.

Cette même étude, que la ministre nous citait hors contexte, sans dépôt de document, nous dit quoi en conclusion: "No evidence was founded to support six monthly dental checks." Donc, l'étude conclut, dans sa première phrase, que ce n'est pas évident que cela nécessite un examen tous les six mois dans le cadre des programmes de soins dentaires. Mais l'étude poursuit: Au contraire, il est évident que pour quelqu'un âgé de 12 à 16 ans, un examen une fois par année sera suffisant et que pour une population de plus de 16 ans, un examen toutes les années et demie sera suffisant.

Que nous dit l'étude? Ce n'est pas évident, même pour les Anglais, qu'il ne faut pas deux examens par année; au contraire, c'est évident que pour les 12 ans et plus, un examen par année est suffisant. Jamais la ministre n'a été en mesure de citer quelque étude que ce soit et n'a eu quelque appui que ce soit pour justifier, un tant soit peu, sa décision de s'attaquer au programme de soins dentaires des enfants du Québec.

Nous concluons en réaffirmant que nous nous opposons fermement à cette décision irréfléchie, improvisée, injustifiée et appuyée sur aucune étude pertinente dans le cadre des études concernant la santé des Québécois en général et qui va aussi à l'encontre des recommandations des spécialistes du Québec, de l'enseignement qui se fait dans les universités du Québec, dans les facultés dentaires, qui va à l'encontre de la pratique de ce que font les dentistes du Québec et de ce qu'ils recommandent à leurs patients et qui vient à l'encontre d'une décision même de la ministre qui dit que pour les assistés sociaux, parce qu'ils n'ont pas d'argent, on va le maintenir deux fois par année. Si c'est nécessaire et justifié au niveau de la préoccupation de la santé et de l'utilisation des fonds publics, deux examens par année pour les assistés sociaux, ce avec quoi nous sommes d'accord, parce qu'on veut que tout le monde bénéficie de deux examens par année, on pense qu'il est justifié de maintenir deux examens par année pour tous les Québécois. D'une part, c'est de la cohérence, c'est une attitude rationnelle, eu égard à la santé dentaire; deuxièmement, ce serait éviter la conséquence directe de la décision de la ministre qui introduit dans le secteur de la santé, pour la première fois au Québec, un ticket modérateur.

Mais là, on ne parle pas d'un ticket modérateur de 0,25 \$ ou 0,50 \$, on parle d'un ticket modérateur de 23 \$ par enfant par année. Ce sera cela, le ticket modérateur, que coûtera la décision de la ministre de la Santé et des Services sociaux dans le domaine des soins dentaires et que devront supporter les parents du Québec, ces

mêmes parents qui espéraient que la ministre, lorsqu'elle s'est vu confier cette responsabilité de la politique familiale, au moins, donnerait suite à ce grand consensus qui vise à lever les contraintes financières sur les familles du Québec. Non seulement la ministre va-t-elle à l'encontre de son mandat, mais elle vient imposer une nouvelle contrainte financière sur le dos des parents du Québec, ce qui est inadmissible comme ministre responsable de la politique familiale.

Je conclus, M. le Président, que, dans le domaine de la santé, s'il y a une chose qui doit toujours être appliquée, s'il y a une certitude avec laquelle on doit toujours travailler lorsqu'on assume notre responsabilité de façon responsable, c'est de ne jamais prendre de chance. On ne joue pas avec la santé. On ne prend pas de chance avec la santé des gens en se disant: Si on s'est trompé, dans trois ou quatre ans, on reviendra. S'il y a une chose fondamentale qui devrait animer tous les ministres de la santé du monde entier et qui les anime dans la plupart des cas, mis à part le Québec depuis le 2 décembre 1985, c'est qu'on ne prend jamais de chance avec la santé des gens dont on a la responsabilité. En conséquence, non seulement nous y croyons à ces deux examens par année, non seulement nous les avons maintenus même pendant la pire crise économique que le Québec ait connue, en 1982, non seulement nous avons l'appui de tous les milieux scientifiques québécois quant à la nécessité de deux examens par année, mais nous disons, au minimum, à la ministre de la Santé et des Services sociaux: Si vous prétendez qu'il y a peut-être des études qui pourraient laisser croire que ce n'est pas absolument utile, nécessaire et essentiel d'avoir deux examens par année, Mme la ministre, ne prenez donc pas de chance avec la santé des Québécois et encore moins avec la santé des enfants du Québec.

C'est le dernier message que je voulais laisser avant l'ajournement de Noël de nos travaux qui, j'espère, sera intégré à la période de réflexion que la ministre s'imposera dans le temps des fêtes. Nous souhaitons que, pour l'année 1987, la ministre ne prenne plus jamais de décisions où elle prend une chance avec la santé des Québécois et avec la santé des enfants du Québec. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Je cède la parole à Mme la ministre de la Santé et des Services sociaux pour l'exercice de son droit de réplique.

**Mme Thérèse Lavoie-Roux (réplique)**

**Mme Lavoie-Roux:** M. le Président, je me proposais de faire une très courte intervention en troisième lecture compte

tenu que nous avons entendu depuis de nombreuses heures l'argumentation de l'Opposition qui s'oppose, depuis le printemps dernier, à cette mesure de rationalisation administrative que le gouvernement a décidé de prendre. Je voudrais rappeler deux choses. Quand nous sommes arrivés au gouvernement, nous avons trouvé, en plus du déficit qui était prévu, un trou additionnel de 1 500 000 000 \$. Nous aurions bien souhaité dire que tout va pour le mieux dans le meilleur des mondes, mais telle n'était pas la situation budgétaire du Québec. La population s'en souviendra, nous nous sommes mis à établir une administration la plus rigoureuse possible des fonds publics du Québec. Nous avons vu chacun des ministères accepter de faire des coupures: le ministère des Transports, le ministère du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et d'autres. Un seul ministère a non seulement été épargné, mais on lui a consenti des montants considérables, des centaines de millions, 800 000 000 \$, pour tenter de corriger l'état déplorable dans lequel l'ancien gouvernement avait laissé le domaine de la santé et des services sociaux au Québec. Tout le monde se souviendra que, durant les neuf années de ce gouvernement au pouvoir, c'était au moins 700 000 000 \$ qu'on avait coupés dans les services de santé et les services sociaux, alors que, dans une seule année, nous acceptons d'y injecter 800 000 000 \$. Avant de recevoir des leçons de l'Opposition sur cette nécessité de protéger les services de santé et les services sociaux, je pense qu'on devrait avoir un peu plus de modestie, un peu plus de droiture et voir les choses telles qu'elles sont. (14 h 50)

La deuxième preuve de cette incohérence, pour ne pas utiliser d'autres termes pour lesquels vous me diriez peut-être que je ne respecte pas les règles parlementaires, ce scandale que fait de cette rationalisation de 8 000 000 \$ - et je vous en dirai la nature tout à l'heure, d'ailleurs tout le monde la connaît, mais je la répéterai une fois de plus - pour les soins dentaires, qui lui fait dire que c'est terrible ce qu'on fait au programme de soins dentaires des enfants du Québec, l'Opposition en 1982 coupait pour 30 000 000 \$ dans ce même programme de soins dentaires. On touchait vraiment au cœur du problème. On a enlevé aux enfants de treize, quatorze et quinze ans toutes les possibilités de restauration des dents et on a coupé dans l'ensemble du programme de soins dentaires, et même dans des choses qui avaient été couvertes par l'ancien gouvernement, de 1974 à 1976, alors qu'avait été instauré le programme de soins dentaires pour les enfants de deux à dix ans. Non seulement on a enlevé la plus grande partie de ce qui avait été ajouté durant les trois premières années, mais on est allé coupé dans

l'ensemble du programme; on a coupé pour 30 000 000 \$.

M. le Président, quand vous comparez ce que ces gens-là ont fait du point de vue des coupures dans le programme de soins dentaires des enfants et qu'on vient se scandaliser, quand on dit: même si des fonds importants ont été injectés dans le domaine de la santé et des services sociaux, tentons de les utiliser de la façon la plus rationnelle possible... Le député de Gouin et peut-être le député de Terrebonne qui m'ont précédée ont dit: Vous n'avez jamais présenté aucune évidence selon laquelle le fait de diminuer de deux examens à un examen par année n'avait pas d'effet sur la santé dentaire des enfants. Vous n'avez présenté aucune étude. On a cité des études que j'ai présentées et on nous cite à répétition les conclusions du rapport d'études anglaises qui ont été faites. Je pense, M. le Président, qu'on ne comprend pas ce que cela veut dire. On fait une revue des différentes études qui ont été faites, tant en Angleterre qu'aux États-Unis, et la conclusion à laquelle on en vient, je vais la dire en anglais, pour la traduire en français par la suite. La conclusion est celle-ci: De toutes les études qu'on a révisées, on dit: "No evidence was found to support six monthly dental checks." Ce que cela veut dire, M. le Président, c'est que de toutes les études qu'on a faites sur le sujet, on n'a trouvé aucune preuve qui appuyait la nécessité d'un examen tous les six mois. C'est ce que cela veut dire, M. le Président. Je le dis: No evidence was found to support six monthly dental checks. Il n'y a pas de preuve qui a pu être trouvée à l'appui d'un examen dentaire tous les six mois pour les enfants. Je ne comprends pas la déformation que l'on puisse faire d'un texte aussi simple. On ajoute même, au contraire, et là, c'est vrai qu'on se réfère aux enfants de 12 à 16 ans: Pour les enfants de 12 à 16 ans, c'est évident qu'un examen tous... On a des preuves, il y a une évidence claire que les examens annuels sont suffisants. On cite une étude américaine où, justement - je ne veux pas la donner en détail - on dit encore une fois qu'il est préférable qu'il n'y ait qu'un examen par année.

Après ça, on nous dit: Cela est fait en Angleterre, cela est fait aux États-Unis. On leur a remis une étude exhaustive qui a été faite au Canada. Mais là, ce ne sont plus des Québécois, ce sont des Canadiens. Elle a été faite au Canada pour l'ensemble du Canada. Que je sache, on est encore 25 % de l'ensemble du Canada. Cette étude, dont le président était un épidémiologiste de l'Université McGill dont plusieurs membres étaient des personnes du Québec - il y en avait des autres provinces, évidemment - cette étude de plusieurs centaines de pages examinait la nécessité des examens périodiques. En ce qui a trait aux dents, il y

avait parmi les personnes qui participaient à cette étude des pédiatres. Des pédiatres, ça connaît quand même les enfants. Les conclusions auxquelles on arrive sont cataloguées en trois séries, selon que les preuves sont plus ou moins importantes. En ce qui a trait aux dents, on dit qu'il s'agit d'opinions d'autorités très respectées basées sur des expériences cliniques, sur des études descriptives ou sur des rapports de comités d'experts. Et que dit finalement ce rapport? C'est qu'il n'y a pas de nécessité d'examen dentaire deux fois par année et qu'un examen dentaire par année est préférable.

Alors, quand le député de Gouin nous dit: Écoutez, l'ensemble du Québec est d'accord avec nous pour dire que deux examens dentaires sont nécessaires au lieu d'un seul, j'aimerais quand même qu'eux aussi nous apportent leurs évidences. Il y a évidemment - on s'y est référé constamment et j'aurais préféré ne pas être obligée d'y revenir aujourd'hui, parce que j'ai déjà eu l'occasion de le faire et j'aurais voulu éviter de le faire une seconde fois - l'Association des chirurgiens-dentistes du Québec. M. le Président, l'Association des chirurgiens-dentistes du Québec, du moins par son président, est venue m'offrir, et ceci a été rendu public dans les journaux par l'Ordre des chirurgiens-dentistes - alors je pense que je ne dévoile rien - que les dentistes auraient préféré qu'on enlève aux 13, 14 et 15 ans qui ont déjà perdu les services de restauration au moment où l'Opposition avait, en 1982, coupé la restauration pour 30 000 000 \$ dans les services dentaires, l'Association des chirurgiens-dentistes aurait voulu aujourd'hui qu'on troque ce qui restait aux enfants de 13, 14 et 15 ans d'examens et de prévention en bureau de dentiste, qu'on enlève cela et qu'à la place on conserve les deux examens par année pour les enfants de 12 ans qui, déjà, reçoivent des soins de prévention dans les écoles et qui auront toujours droit non seulement à un examen par année mais à tout autre examen qu'ils pourraient requérir en cas d'urgence, soit qu'ils aient un abcès, soit qu'ils aient une complication.

Entre-temps, tous les autres soins de restauration dont ils auront besoin sont maintenus. Je tiens à dire à la population et aux parents en particulier qui nous écoutent que nous croyons, avec preuve à l'appui, recherches scientifiques à l'appui, qu'il n'y aura pas de dommages causés au fait que l'examen dentaire des enfants est réduit de deux à une fois par année.

Je veux également leur dire que ce qui reste dans le programme des soins dentaires quant à la restauration des dents, quant à toute autre mesure qui doit être prise à l'intérieur de ce qui existe présentement, rien n'est retiré, rien n'est soustrait.

M. le Président, il y a quand même une

remarque que le député de Terrebonne a faite et sur laquelle je voudrais revenir et je vous dirai là-dessus qu'il n'a pas complètement tort. Si vous croyez qu'un examen est suffisant, pourquoi l'avez-vous conservé pour les bénéficiaires de l'aide sociale? M. le Président, je pense que ceci se situe dans la tradition que ce Parlement a toujours eue de donner au complet tous les services dentaires, non seulement aux enfants mais même aux adultes qui sont bénéficiaires de l'aide sociale.

Mais il reste que je retiens sa suggestion et que peut-être ceci vaudrait la peine d'être examiné mais, pour le moment, nous avons pris l'engagement de ne pas toucher aux plus démunis de notre société. C'est dans ce sens que nous l'avons, de la même façon qu'eux l'ont conservé quand ils ont fait des coupures dans les soins dentaires; ils les ont conservés pour les bénéficiaires de l'aide sociale. C'est de la même façon que nous avons décidé, du moins dans un premier temps, de le conserver pour les bénéficiaires de l'aide sociale.

M. le Président, en terminant, je suis convaincue et ce sont d'ailleurs les nombreux témoignages que j'ai reçus de pédiâtres, de professeurs d'universités, de facultés d'art dentaire et même de parents à l'effet qu'eux trouvent raisonnable que, s'il peut y avoir une rationalisation de 8 000 000 \$ qui ne causera pas de dommages à la santé de leurs enfants, dans ce sens ils trouvent raisonnable que la seule mesure que nous prenions, soit de réduire de deux à un examen par année. Ils le comprennent fort bien et ils l'acceptent. D'ailleurs, depuis que nous l'avons annoncé, il n'y a pas eu de représentations de leur part auprès de mon bureau. (15 heures)

En terminant, je redis qu'il s'agit d'une mesure de rationalisation qui ne touche en rien l'essentiel du programme des soins dentaires tel qu'il existe présentement. Les enfants pourront continuer de bénéficier de tous les services qui existent, sauf que les examens dentaires seront réduits de deux à un annuellement. Je fais appel à eux pour les inviter à collaborer avec tous ceux qui s'occupent de la santé dentaire dans les écoles ou les cabinets de dentistes ou ailleurs, que les parents collaborent avec eux pour intensifier les mesures qui assurent aussi une bonne santé dentaire des enfants, soit une plus saine alimentation, également une meilleure hygiène dentaire et enfin, toutes ces mesures avec lesquelles la population est de plus en plus familière et qui demeurent quand même la condition fondamentale et de base pour assurer que les enfants aient des dents en bonne santé. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Le débat étant terminé, est-ce que la motion d'adoption du

projet de loi 124, Loi modifiant à nouveau la Loi sur l'assurance-maladie, est adoptée?"

**Une voix:** Sur division.

**Le Vice-Président:** Adopté sur division.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, article 48 du feuillet, s'il vous plaît.

#### Projet de loi 139

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 4P du feuillet, la ministre de la Santé et des Services sociaux propose l'adoption du projet de loi 139, Loi modifiant la Loi sur la protection de la jeunesse concernant l'adoption internationale. Est-ce qu'il y a des interventions à ce stade-ci?

M. le leader adjoint de l'Opposition.

**M. Gendron:** Non, il n'y en a pas de notre côté, M. le Président, parce qu'on est convaincu que c'est un projet de loi positif, valable pour lequel l'Opposition concourt.

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 139 est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 44, M. le Président.

#### Projet de loi 118

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 44 du feuillet, le ministre délégué à l'Administration et président du Conseil du trésor propose l'adoption du projet de loi 118, Loi modifiant la loi sur le régime de retraite des employés du gouvernement et des organismes publics.

Est-ce qu'il y a des interventions à ce stade-ci? Il n'y en a pas.

**M. Gendron:** Non, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Très bien. Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 118 est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Alors, M. le Président,

c'est adopté?

**Le Vice-Président:** C'est adopté, M. le leader.

**M. Gratton:** Article 53, M. le Président.

#### Projet de loi 156

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 53 du feuillet, le ministre responsable de l'application des lois professionnelles propose l'adoption du projet de loi 156, Loi modifiant la Loi médicale concernant l'acupuncture.

Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 156 est adoptée?

**M. Gendron:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 42, M. le Président.

#### Projet de loi 96

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 42 du feuillet, le Solliciteur général propose l'adoption du projet de loi 96, Loi modifiant diverses dispositions législatives concernant les boissons alcooliques. Est-ce que cette motion est adoptée?

**M. Gendron:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Il me semble que vous allez un peu vite. Je vais vous faire une confidence, M. le Président. Je suis mélangé dans mes papiers. Est-ce qu'on serait prêt à procéder à l'adoption du projet de loi 131?

**M. Gendron:** M. le Président, si vous me le permettez?

**Le Vice-Président:** Oui, M. le leader de l'Opposition.

**M. Gratton:** J'ai un problème technique avec les deux autres dont vous m'avez parlé.

**M. Gendron:** Ah, excusez! Je ne ferai pas la suggestion que j'allais lui faire. Effectivement, on est prêt à appeler le projet de loi que vous avez mentionné? Quel numéro?

**M. Gratton:** Le projet de loi 131.

**Le Vice-Président:** Le projet de loi 131.

**M. Gratton:** À l'article 46, M. le Président.

**Le Vice-Président:** À l'article 46 du feuillet, le ministre de l'Éducation propose l'adoption du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Est-ce qu'il y a des interventions à ce niveau-ci?

**M. Gendron:** Oui.

**Le Vice-Président:** Vous avez une intervention, M. le député d'Abitibi-Ouest. Oui, allez-y.

**M. Gendron:** L'intervention, c'est mon collègue de Laviolette qui était ici, il y a une seconde. On m'avait indiqué que le ministre de l'Éducation avait quelques mots à dire sur celui-là. S'il n'en a pas, on va demander au leader du gouvernement d'apporter un autre projet de loi.

**M. Gratton:** Oui. M. le Président...

**Le Vice-Président:** À ce moment-ci, je comprends que nous allons suspendre...

Très bien. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Non, non. Mais, M. le Président...

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Je vais abaisser la cadence un peu. Je vous invite à appeler l'article 45, mais en vous dépêchant lentement, le temps de me donner la chance de regarder mon feuillet.

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement, j'ai appelé l'article 46 et je dois suspendre l'article 46 à ce moment-ci.

**M. Gratton:** Oui, s'il vous plaît, M. le Président.

**Le Vice-Président:** J'appelle l'article 45.

**M. Gendron:** M. le Président, nous sommes d'accord sur la motion de suspension de l'article 45.

#### Projet de loi 126

##### Adoption

**Le Vice-Président:** J'en avais déduit que vous étiez d'accord. Donc, à l'article 45, le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche propose l'adoption du projet de loi



126, Loi modifiant la Loi concernant les environs du parc du Mont-Sainte-Anne. Y a-t-il quelque intervention?

Il n'y a pas d'intervention. Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 126 est adoptée?

**M. Gendron:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Continuez une secousse. M. le Président,...

**Le Vice-Président:** Debout.

**M. Gratton:** L'article 51, s'il vous plaît:

**Le Vice-Président:** L'article 51; le ministre de l'Industrie et du Commerce propose l'adoption du projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

Je cède la parole à M. le ministre.

**M. Gendron:** M. le Président, soyez très attentif. Je vais vous proposer à nouveau une suspension de l'article qui vient d'être appelé, parce que notre collègue va être très bref, mais il veut parler... Non, je le sais. Je viens de signaler à mon collègue qu'à partir...

**Une voix:** Je pensais que le ministre allait causer.

**M. Gendron:** ...du moment où le ministre ne parlait pas, on va vous demander d'appeler autre chose.

**Le Vice-Président:** M. le leader du gouvernement, voulez-vous que j'appelle un autre article? Je suspends cet article-ci.

**M. Gratton:** M. le Président, pourrait-on procéder à l'article 49, le projet de loi 148?

**Le Vice-Président:** M. le leader adjoint de l'Opposition.

**M. Gendron:** Oui, M. le Président, sur ce que vous venez d'appeler, il y a accord.

#### Projet de loi 148

##### Adoption

**Le Vice-Président:** L'article 49: Le ministre de la Justice propose l'adoption du projet de loi 148, Loi modifiant la Loi sur le temps réglementaire. Est-ce que cette motion est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Je comprends à ce moment-ci que nous allons revenir à l'article 151...

**M. Gratton:** Non, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Non? M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Le leader de l'Opposition conviendrait que l'on appelle le projet de loi 153 sur la conservation et la mise en...? Alors, article 50, M. le Président.

#### Projet de loi 153

##### Adoption

**Le Vice-Président:** Très bien. L'article 50: le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche propose l'adoption du projet de loi 153, Loi modifiant la Loi sur la conservation et la mise en valeur de la faune et la Loi sur les parcs. Est-ce que cette motion est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**M. Picotte:** M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche.

#### M. Yvon Picotte

**M. Picotte:** M. le Président, après de longues discussions en commission parlementaire lors de l'étude article par article de ce projet de loi, nous avons fini par bonifier avec les membres de la commission, tant ceux de l'Opposition que du gouvernement, le projet de loi sur la protection de la faune.

Je n'ai pas à répéter, M. le Président, qu'il était d'une extrême importance que le gouvernement agisse rapidement du côté de la protection de notre patrimoine faunique. Le gouvernement précédent avait modifié cette loi et avait fait en sorte que certains abus étaient maintenant permis concernant la faune. C'est la raison pour laquelle tous les groupes, ou sensiblement tous les groupes qui avaient déjà demandé il y a quelques années des adoucissements à cette loi, avaient fait les mêmes pressions avec quelques années de distance pour que l'on revienne à une sévérité exemplaire.

M. le Président, c'est ce qui a été fait à l'intérieur du projet de loi 1. Nous pourrions dès le début de l'année déjà commencer à corriger cette situation. Nous associerons cette loi, évidemment, à deux points majeurs importants, c'est-à-dire celui de faire en sorte qu'une campagne d'éducation soit faite non seulement auprès de la jeunesse, mais auprès de tous les

groupes d'âge et de tous les Québécois et Québécoises.

(15 h 10)

Nous allons aussi nous permettre de faire ce qui n'a pas été fait depuis déjà une dizaine d'années, c'est-à-dire d'augmenter graduellement le nombre d'agents de conservation de la faune. Je suis persuadé qu'avec une loi sévère, une loi bien organisée, avec des agents de conservation additionnels et avec une bonne campagne d'éducation, les Québécois et les Québécoises seront de plus en plus conscients de l'importance de la protection de notre patrimoine faunique et ils se disciplineront pour faire en sorte que cette faune qui est une richesse naturelle, une richesse économique, puisse durer au Québec et puisse continuer de faire la joie des Québécois et des Québécoises. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le leader de l'Opposition.

**Des voix:** Bravo! Bravo!

**M. Guy Chevrette**

**M. Chevrette:** M. le Président, devant ce peuple en délire, vous me permettez de répliquer au nom du député de Dubuc qui a travaillé avec le ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche et ministre du Tourisme à l'étude de cette loi pour laquelle nous allons voter, même si nous avons encore quelques réserves quant au quantum des amendes. Je pense que l'Opposition a apporté sa contribution, a suggéré des amendements. Le ministre en a accepté certains dans le but, bien sûr, de bonifier ce projet de loi. Aujourd'hui, en tant qu'ex-ministre du Loisir, de la Chasse et de la Pêche, je souhaite que cette loi concoure au plus grand bien de la conservation de la faune.

Je pense que nous avons commencé un travail concernant les habitats fauniques; le ministre a fait beaucoup de travail dans ce sens, beaucoup d'études. La plus grande difficulté pour lui, bien sûr, c'est d'harmoniser toutes ces contingences avec les autres ministères. On sait que le ministère de l'Environnement a un rôle à jouer, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, celui des Terres et Forêts, de l'Énergie et des Ressources, voilà autant d'intervenants. Je souhaite que le prochain pas que franchira le ministre - nous serons là pour travailler fort - sera de préparer une loi qui fera en sorte qu'on puisse conserver la faune, tout d'abord par la protection de son habitat. Quoi qu'on dise, on pourra chercher à déloger tous les gens qui font du braconnage au Québec, à leur imposer de fortes amendes, il n'en demeure pas moins que si, en même temps, on laisse à la va comme je te pousse les habitats fauniques, je

pense qu'on manque à notre devoir.

Dans ce sens, j'offre immédiatement notre collaboration au ministre pour travailler sur cet éventuel projet de loi. Il l'a annoncé d'une certaine façon dans son exposé lors de l'étude du rapport, et, comme membre de cette Assemblée, je serai heureux d'y concourir parce que je crois profondément à cette richesse naturelle renouvelable, mais, dans certains cas, en péril. Merci beaucoup.

**Le Vice-Président:** Est-ce que le projet de loi 153 est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, avec le consentement des membres de l'Assemblée, je vous demanderais d'appeler l'article b, le projet de loi qui a été déposé ce matin. Nous pourrions procéder à l'adoption du principe pour ensuite procéder aux autres étapes de l'adoption.

**Le Vice-Président:** Cela va, M. le leader de l'Opposition? Je dois d'abord m'assurer qu'il y a consentement.

**Une voix:** Un instant!

**M. Chevrette:** Oui, il y a consentement.

**Le Vice-Président:** Donc, il y a consentement pour procéder immédiatement à l'adoption du principe.

M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevrette:** M. le Président, il y a consentement. Je vous ferai part immédiatement de l'entente, ce qui évitera peut-être au leader du gouvernement de demander trois consentements. Après consultation, nous sommes d'accord pour que le ministre de la Justice présente ce projet de loi. Nous pourrions ensuite procéder à l'adoption du principe, à l'adoption du rapport et à l'adoption du projet de loi. Nous aurons un seul intervenant, le député de Taillon, mais je pense que le ministre a tout d'abord un amendement à proposer. Donc, tous les consentements sont accordés pour l'adoption de ce projet de loi aujourd'hui.

#### **Projet de loi 168**

#### **Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Très bien, M. le leader de l'Opposition. À ce stade-ci, M. le ministre de la Justice propose pour l'adoption du principe le projet de loi 168, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux

judiciaires.

M. le ministre de la Justice, la parole est à vous.

**M. Herbert Marx**

**M. Marx:** M. le Président, il s'agit d'un projet de loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires. C'est un projet de loi assez simple. Ce projet de loi modifie la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de prévoir la nomination de juges additionnels lorsque certains juges se trouvent dans l'incapacité depuis au moins deux ans d'exercer leur fonction à la suite de leur invalidité. Je pense que la note explicative qui se trouve dans le projet de loi explique assez bien le projet de loi.

Il y a un amendement à l'article 1, à la fin du premier alinéa de l'article 84.12 proposé à l'article 1 du projet de loi: ajouter les mots "au sens des régimes collectifs d'assurance offerts aux juges". Voilà l'amendement. Il s'agit d'un projet de loi d'un article. Donc, je propose l'adoption de ce projet de loi.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre de la Justice. M. le député de Taillon.

**M. Claude Filion**

**M. Filion:** M. le Président, il me fait plaisir d'intervenir sur ce projet de loi et de concourir à faire en sorte qu'il puisse être adopté dans les plus brefs délais.

Comme le ministre de la Justice l'a expliqué, ce projet de loi modifiera la Loi sur les tribunaux judiciaires afin de permettre la nomination de juges lorsque certains membres de la magistrature seront incapables d'exercer leur fonction et seront invalides, mais au sens, comme le souligne l'amendement, des régimes collectifs d'assurance, ce qui permettra, M. le Président, au juge en chef de la Cour provinciale, au juge en chef de la Cour des sessions de la paix ainsi qu'au juge en chef du Tribunal de la jeunesse de disposer du nombre de magistrats requis pour assurer le bon fonctionnement des tribunaux.

Ce projet de loi est simple, d'apparence anodine, mais quand même, quant à l'administration de la justice, il recèle des éléments administratifs fort valables. Je pense, encore une fois, en particulier, au Tribunal de la jeunesse où un nombre relativement restreint de juges doit effectuer un travail qui augmente considérablement. Il en va de même en Cour provinciale, juridiction civile ainsi qu'à la Cour des sessions de la paix, juridiction criminelle où le fardeau de travail des juges n'a sûrement pas ralenti depuis quelques années.

En ce sens, cette loi donnera au

ministre de la Justice un outil de nature administrative lui permettant de régler ces problèmes d'ordre mineur.

Comme l'a souligné le leader de l'Opposition, il nous fait plaisir de faire en sorte que ce projet de loi puisse être adopté à toute vapeur, oui c'est vrai, mais après quand même consultation entre le ministre de la Justice et celui qui vous parle et après vérification quant à son contenu pour qu'il soit conforme à nos règles.

En ce sens, M. le Président, c'est avec grand plaisir que nous apportons notre collaboration au ministre de la Justice pour l'adoption du projet de loi 168. Je vous remercie.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Taillon. Est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 168, Loi modifiant de nouveau la Loi sur les tribunaux judiciaires est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Je comprends que nous avons le consentement pour faire les écritures.

**M. Chevette:** Oui.

**Commission plénière**

**Le Vice-Président:** Il y a donc consentement pour aller en commission plénière. En commission plénière, il y a un amendement à l'article 1 du projet de loi qui se lit comme suit: À la fin du premier alinéa de l'article 84.12 proposé à l'article 1 du projet de loi, ajouter les mots "au sens des régimes collectifs d'assurance offerts aux juges". Est-ce que cet amendement est adopté?  
(15 h 20)

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** ...à l'article 1 du projet de loi: Ajoutez les mots "au sens des régimes collectifs d'assurances offerts aux juges." Est-ce que cet amendement est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi en commission plénière est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le rapport de la commission plénière est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. Est-ce que le rapport de la commission plénière est adopté?

Des voix: Adopté.

#### Adoption

Le Vice-Président: Adopté. Il y a consentement également pour l'étape de l'adoption. Est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 168 est adopté?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: L'article 46, M. le Président, celui qu'on a suspendu tantôt. Est-ce que vous pourriez le décrocher, s'il vous plaît?

#### Projet de loi 131

##### Adoption

Le Vice-Président: Je m'excuse, nous appelons de nouveau l'article 46. Le ministre de l'Éducation propose l'adoption du projet de loi 131, Loi modifiant de nouveau la Loi sur l'instruction publique et la Loi sur le Conseil supérieur de l'éducation et modifiant la Loi sur le ministère de l'Éducation. Est-ce qu'il y a une intervention? M. le député, non, pas d'intervention? Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi est adoptée?

Des voix: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je vais me faire plaisir, je vais vous demander d'appeler l'article 47, s'il vous plaît.

#### Projet de loi 135

##### Adoption

Le Vice-Président: À L'article 47. Le ministre du Revenu propose l'adoption du projet de loi 135, Loi modifiant la Loi sur les allocations familiales et la Loi sur les impôts.

Est-ce qu'il y a une intervention à ce moment-ci, M. le ministre? Non. M. le député de Lévis, pas d'intervention. Est-ce que cette motion... Excusez, M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président...

M. Gratton: Je retire les paroles que j'ai dites tantôt quand je disais que vous alliez trop vite.

Le Vice-Président: M. le député de Lévis.

M. Garon: M. le Président, je voulais simplement vous dire que, comme nous avons eu l'occasion en deuxième lecture, en commission parlementaire, et lors du rapport de la commission hier soir, de faire valoir nos arguments, je voudrais, en cette dernière journée avant les fêtes, faire un cadeau immédiatement de cette loi au leader du gouvernement.

Le Vice-Président: M. le leader du gouvernement, en réplique.

M. Gratton: En réplique, M. le Président, je dirais simplement que le cadeau, ce n'est pas au leader du gouvernement qu'on l'offre, mais c'est plutôt aux bénéficiaires des allocations familiales qui, dans un premier temps, verront le fardeau fiscal à payer au fédéral allégé de quelque 30 000 000 \$ et, d'autre part, aux familles de quatre enfants et plus qui ne seront pas - c'est le cas du député de Laviolette, en effet - obligés de rembourser des allocations familiales.

M. le Président, je remercie le député de Lévis de sa collaboration et je l'assure de la mienne à l'avenir.

Le Vice-Président: Est-ce que cette...

M. Garon: En vertu de l'article 212, je vais dire au ministre du Revenu, si ma mémoire est bonne, que c'est trois enfants et plus et non quatre et plus.

Le Vice-Président: M. le ministre du Revenu.

M. Gratton: Non, M. le Président. Ce sont les familles de quatre et plus.

Le Vice-Président: Bon, très bien. C'était l'article 212 interprété largement. Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 135 est adoptée?

M. Chevrete: Adopté.

M. Gratton: Adopté.

Le Vice-Président: Adopté. M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: Article 52.

#### Projet de loi 155

##### Adoption

Le Vice-Président: À l'article 52, le ministre de l'Industrie et du Commerce propose l'adoption du projet de loi 155, Loi

modifiant la Loi sur la Société des alcools du Québec et d'autres dispositions législatives. Est-ce qu'il y a quelque intervention à ce moment-ci? M. le député de Bertrand.

**M. Jean-Guy Parent**

M. Parent (Bertrand): M. le Président, rapidement en cette fin de session, j'aimerais dire que le projet de loi 155 nous a permis, lors de l'étude article par article, de donner notre accord en général à la plupart de ces points qui étaient des points techniques, sauf qu'à l'article 1, nous nous sommes inscrits en faux, c'est-à-dire sur la rémunération des membres du conseil d'administration de la Société des alcools du Québec, où cette rémunération est abolie, comme on le sait, par une politique du gouvernement.

Alors, à l'article 1, le projet de loi 155 prévoit qu'il pourrait y avoir quand même dérogation, sauf que nous continuons à défendre de façon générale le principe selon lequel tous les membres des conseils d'administration des sociétés d'État, incluant la Société des alcools du Québec, devraient être rémunérés pour les services rendus.

Essentiellement, M. le Président, c'est le point auquel nous nous sommes opposés, l'ensemble des autres points étant des améliorations par rapport à ce qu'on a actuellement dans le projet de loi, qui va permettre également différents points de vente sur le plan des entreprises artisanales, la fabrication de vins, de bière et autres. Nous avons aussi apporté notre collaboration au ministre de l'Industrie et du Commerce dans le but de bonifier le projet original. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Bertrand. M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Daniel Johnson**

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Très brièvement, M. le Président, parce que le premier point soulevé par le député de Bertrand a déjà fait l'objet de débats, autant lors de la présentation du projet de loi qu'en commission parlementaire. Ce que je réitère - c'est le gouvernement qui en a parlé il y a déjà des mois - c'est que nous avons établi le principe général de la non-rémunération des membres des conseils d'administration, organismes, instituts, conseils - j'en oublie sans doute, il y en a des douzaines - quant à leur participation aux activités de ces conseils. Nous sommes d'avis qu'il est quelquefois même opportun de prétendre que c'est un privilège, une occasion qui est donnée à quelqu'un de participer ainsi à la

chose publique en vaquant à des occupations associées d'habitude aux activités d'un conseil d'administration. C'est le principe général, c'est celui qui est posé.

Il existe des cas - je rejoins parfaitement le député de Bertrand - où le gouvernement peut décider, pour attirer les gens plus souvent ou plus longtemps que de coutume, compte tenu de l'envergure de l'entreprise, de la difficulté inhérente aux activités mêmes de l'entreprise qu'il y a de prendre des décisions éclairées, de se pencher plus longuement sur certains dossiers plus complexes dans certains cas plutôt que dans d'autres. À ce titre, nous désirons conserver, comme gouvernement, la marge qui permet, de façon ad hoc, de reconnaître une contribution particulière de la part de certaines gens au fonctionnement de certaines sociétés. C'est tout ce que le projet fait. C'est très cohérent. Nous posons un principe général. Il peut souffrir des exceptions. Le gouvernement pourra donner suite à son jugement et à sa décision qu'il y a, dans une occurrence plutôt qu'une autre, une exception qui doit être reconnue. Donc, on doit, dans certains cas, rémunérer les membres des conseils d'administration.

Deuxième point - très brièvement - soulevé par le député. En effet, c'était pour consacrer ce qu'on peut observer comme évolution de la réalité depuis une quinzaine d'années au Québec. Il y a maintenant des producteurs agricoles qui font, dans la production artisanale, certaines boissons alcooliques. Il fallait prévoir ici que des permis particuliers, s'appliquant à leurs activités, pouvaient être émis. C'est ce qui est essentiellement prévu dans le projet de loi 155.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre. Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 155 est adoptée? Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, article 54, s'il vous plaît.

**Projet de loi 158**

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Le ministre de l'Industrie et du Commerce propose l'adoption du projet de loi 158, Loi modifiant la Loi sur les sociétés de placements dans l'entreprise québécoise. Est-ce qu'il y a quelque intervention à ce stade? M. le député de Bertrand.

**M. Jean-Guy Parent**

**M. Parent (Bertrand):** Oui, M. le Président, rapidement, pour dire que nous

sommes d'accord avec ce projet de loi puisqu'il permet, à la suite du discours sur le budget du 1er mai dernier, un élargissement au SPEQ, Société de placement dans l'entreprise québécoise. Le vœu que je formule, avant l'adoption finale de ce projet de loi, est que beaucoup d'employés au Québec puissent faire appel à ce volet, puisqu'ils pourront dorénavant participer à la gestion et aussi à l'actionnariat des entreprises. J'espère que, tel qu'il est conçu actuellement, le projet de loi 158 permettra à la SDI d'administrer, d'une part, cedit volet ou cedit programme, mais aussi pourra bénéficier à l'ensemble des employés dans une PME qui désirent s'impliquer sous la forme d'actionnaires. Nous voterons bien sûr favorablement, M. le Président, et je vous remercie.

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Daniel Johnson**

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** Oui, surtout pour remercier le député de Bertrand de sa collaboration dans l'étude de ce projet de loi. Nous nous rejoignons, M. le Président. Il faut se souvenir que les SPEQ, comme on les appelle, ont été instituées à la suite du rapport de la commission Saucier formée sous l'ancien gouvernement. L'Opposition d'alors, dont j'étais, avait appuyé la totalité des suggestions faites par le rapport Saucier sur la capitalisation des entreprises québécoises.  
(15 h 30)

Certains gestes ont été posés, certains sur le tard, je regrette de le dire, par l'ancien gouvernement, notamment, en matière d'abolition des droits successoraux, qui avait été recommandée par le rapport Saucier, et nous continuons cette oeuvre ici. Nous l'avons fait très rapidement, dès le 1er mai dernier, afin d'élargir le régime d'actionnariat en bonifiant - c'est ce que des lois fiscales qui ont été présentées concurrentiellement à celle-ci ont accompli - le crédit d'impôt disponible pour ceux qui investissent dans la société où ils travaillent eux-mêmes. C'est donc un régime qui permet d'inciter, là où les conditions seraient par ailleurs réunies, les employés, le patron, l'employeur, le propriétaire à combiner leurs efforts pour établir ce sentiment d'appartenance commune à l'entreprise afin d'obtenir de meilleurs résultats quant à la productivité, la qualité des relations du travail, la force concurrentielle de l'entreprise. Cela m'apparaît un projet de loi extrêmement intéressant et je suis heureux de pouvoir m'associer au ministre des Finances qui, lui, a annoncé cette mesure le 1er mai dernier.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre. Est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 158 est adoptée?

**M. Chevrete:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 51, M. le Président.

#### Projet de loi 154

##### Adoption

**Le Vice-Président:** Très bien, M. le leader. À l'article 51, le ministre de l'Industrie et du Commerce propose l'adoption du projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec.

M. le député de Bertrand.

**M. Jean-Guy Parent**

**M. Parent (Bertrand):** Merci, M. le Président. Essentiellement, le nouveau projet de loi sur la Société de développement industriel... Dans l'ensemble, je dois dire que nous étions en faveur de la plupart des articles, sauf trois points en particulier que j'aimerais soulever ici en troisième lecture. D'abord, la question, à l'article 6, où disparaît la forme des subventions. On ne la retrouve plus comme telle dans l'application. Cependant, l'autre volet, c'est celui de la possibilité de prendre des actions pour la Société de développement industriel dans les entreprises.

Ce que je dirai sur ce premier point, c'est qu'à la suite des explications fournies par le ministre, même si, dans la forme et la façon dont est présenté le projet de loi 154, cela semble faire disparaître toutes les subventions dans les entreprises, on s'aperçoit qu'au 4<sup>e</sup> de cet article 6, le ministre a gardé ce qu'on appelle une porte ouverte où se lit comme suit: une forme d'aide pourra être déterminée par règlement, c'est-à-dire que selon le besoin on pourra quand même continuer à intervenir sous la forme d'acquisition d'actions ou, encore, de subventions.

Deuxième point du projet de loi sur lequel nous étions en désaccord, c'est bien sûr la question de ce qu'on appelle communément les jetons de présence, c'est-à-dire la rémunération des membres du conseil d'administration. Comme je l'ai mentionné il y a quelques minutes sur le projet de loi 155, la philosophie est la même, sauf qu'à la suite des propos du ministre je dirai que, sur la partie dite discrétionnaire, dans certains cas, on va juger, la loi va prévoir qu'on peut rémunérer dans certains cas, parce que c'est nécessaire

et, dans d'autres cas, non. Je dirai particulièrement le danger de discrimination pour les gens qui sont des régions éloignées puisqu'aux conseils d'administration, souvent, on veut avoir des gens représentatifs de toutes les régions du Québec et, pour les gens des régions éloignées, bien sûr, le déplacement pour participer aux conseils d'administration doit être rémunéré. Mais je pense qu'il doit être rémunéré pour tout le monde. Deux poids, deux mesures, cela me fait peur énormément. Je l'ai mentionné au ministre et je le répète encore ici.

Finalement, le troisième point qui avait l'air un peu anodin au départ, mais qui est important, c'est à l'article 11 du projet de loi 154 où, dorénavant on exigera des frais aux entreprises qui feront étudier leur dossier à la SDI. Que, de façon régulière, cela se fasse pour les petites et moyennes entreprises, je trouve cela tout à fait inacceptable. Nous avons voté contre cet article et nous nous sommes inscrits en faux. Dans l'ensemble, l'orientation que prend la SDI semble donner, sur papier, une toute nouvelle orientation, sauf que je pense qu'au fonctionnement on s'apercevra qu'avec cette nouvelle loi on devra utiliser, entre autres, l'article 6, quatrième, c'est-à-dire, par voie de règlement, décréter des formes de subventions ou autres. Je trouve cela un peu déguisé puisque j'ai l'impression et même la conviction que selon l'esprit de la loi, telle qu'elle était conçue avant, on aurait pu, tout en abolissant certains programmes si on voulait le faire, ne pas couler cela comme tel dans la loi. C'est ce que j'ai déploré. Malgré tout cela, j'ai apporté ma collaboration au ministre de l'Industrie et du Commerce afin d'améliorer ou de bonifier le mieux possible tout en étant, sur trois points très particuliers, totalement contre, et nous l'avons manifesté en commission parlementaire. Je vous remercie beaucoup, M. le Président.

**Le Vice-Président:** M. le ministre de l'Industrie et du Commerce.

**M. Daniel Johnson**

**M. Johnson (Vaudreuil-Soulanges):** M. le Président, pour clore les débats que le député de Bertrand et moi-même aurons eus pendant cette session, étant donné que c'est le dernier projet de loi qui est appelé en troisième lecture en cette matière qui nous implique tous les deux, je mentionnerais, quant au premier point, la disparition de toute référence spécifique à des subventions, des émissions ou des achats d'actions de sociétés par la Société de développement industriel. J'ai indiqué en commission parlementaire que le quatrième alinéa de l'article 6 qui réfère à toute autre forme d'aide recouvre - c'est assez général pour

cela - la subvention comme forme d'aide financière. Ce que j'ai surtout indiqué, c'est que, quant à nous, nous voulons faire porter l'accent sur un autre genre de participation de la Société de développement industriel, donc du gouvernement, au soutien des activités économiques au Québec. Si la loi doit signifier quelque chose, si la loi a un esprit je dirais au-delà de la lettre même qu'on y retrouve, cet esprit se manifeste précisément, quant à nous, par le fait de biffer la référence spécifique à l'existence de subventions. Le député indique: Toute autre forme d'aide financière ouvre la porte. C'est une porte ouverte sur des programmes de subventions comme ceux qu'on peut continuer à maintenir. J'indiquerais que l'expression est fort bien trouvée, M. le Président, dans la mesure où on peut la mettre en regard d'une autre expression, quant à des programmes de subventions, celle de "bar ouvert". J'aime mieux laisser une porte ouverte pour qu'éventuellement nous puissions, par voie de subventions, aider certaines entreprises. Cela nous imposera la discipline de recourir à des enveloppes fermées auprès du Conseil du trésor plutôt que de maintenir cette formule que j'appelle du "bar ouvert" où il n'y a essentiellement aucun contrôle quant au volume de subventions, quant à l'absence de rigueur dans laquelle on peut plus facilement tomber si l'esprit même de la loi réitère que le gouvernement est là pour subventionner. Je préfère, quant à moi, exprimer que si le gouvernement est là pour participer au développement économique, pour soutenir le développement économique du Québec, qu'il le fasse de façon privilégiée - c'est ce que j'entends recommander à mes collègues du Conseil exécutif et à l'ensemble de l'Assemblée nationale - qu'il le fasse sous la forme d'une participation, sous forme de prêt, dont on retrouve encore l'expression dans le projet de loi, afin de responsabiliser davantage nos entreprises qui nous ont demandé, M. le Président, à l'occasion des consultations que nous avons menées, cette forme de participation qui n'est pas disponible où que ce soit auprès des institutions financières. La Société de développement industriel, en privilégiant certaines formes de prêts comme soutien à l'entreprise, vient combler un vide que les entreprises avaient observé et dénoncé et nous répondons ainsi à leurs besoins.

Le deuxième aspect, c'est la rémunération, mais, cette fois-ci, le député de Bertrand est tombé dans une formulation qui prête à confusion. Ce que je veux indiquer à nouveau, c'est que nous introduisons, à chaque occasion que nous avons devant l'Assemblée nationale, le principe général que les gens qui composent ces conseils d'administration ne sont pas rémunérés tout en prévoyant que, dans les

cas où le gouvernement le jugerait opportun, nous pourrions effectivement reconnaître la contribution importante, substantielle que ces gens doivent apporter à même leur temps et leur expertise et donc que nous pourrions les rémunérer. Le député a semblé dire qu'à l'intérieur d'un même conseil la disposition en cause permet au gouvernement de faire de la discrimination entre les différents membres du conseil. Il n'en est rien et les gens qui occupent des postes identiques à un conseil d'administration sont tous traités de la même façon. J'irais même plus loin en relevant ce que le député de Bertrand a dit. Nous n'excluons pas, évidemment, ce recours à des gens qui viennent de régions plus éloignées. Le député a semblé alléguer que le fait que les gens ne soient pas rémunérés fait en sorte que ceux qui habiteraient plus près du siège social où siège le conseil d'administration seraient avantagés, car ceux qui viennent de plus loin se trouveraient incapables, pour des raisons financières, de contribuer aux délibérations du conseil.

(15 h 40)

Nous maintenons ce qui a toujours existé, le principe du remboursement des dépenses de déplacement. Qu'on vienne à Québec de Val-d'Or, de Montréal ou de Sainte-Foy, sur présentation du compte de dépenses de déplacement il est évident que la société d'État continue, même dans les cas où aucune autre rémunération ne serait payable, à honorer les frais de déplacement que les gens se sont imposés afin de participer, à notre demande qu'ils ont librement acceptée, aux délibérations d'un conseil d'administration.

Troisième aspect, le dernier que le député a relevé, notamment en commission parlementaire, sinon lors de la présentation du projet de loi: l'introduction de la notion de droits et honoraires que la Société de développement industriel pourrait percevoir auprès des entreprises à l'occasion d'une demande d'aide financière et du traitement de son dossier. Nous avons, à l'occasion de la consultation auprès du Groupement québécois d'entreprise, auprès des chambres de commerce, des commissariats industriels, des professionnels engagés dans le montage des dossiers d'entreprises, indiqué que, quant à nous, autant pour nous responsabiliser que responsabiliser les demandeurs, nous trouvions opportun d'introduire une forme de tarification ou de droits et honoraires de gestion de traitement de dossiers. La contrepartie, car il doit y en avoir une si nous exigeons des droits et honoraires aux entreprises... Il doit y avoir une contrepartie. Nous devons offrir quelque chose pour ces droits et honoraires. Ce n'est pas purement arbitraire. Ce n'est pas simplement une espèce d'amende ou de droit d'entrée. La contrepartie que devra consentir la Société de développement industriel et les gens qui y

travaillent, c'est de traiter rapidement les dossiers, c'est de donner finalement aux entreprises un outil de plus, un argument de plus lorsqu'elles talonnent, le cas échéant, la SDI, leur donner un outil de plus qui permet de dire: Vous avez exigé des droits, des honoraires pour traiter mon dossier, le regarder, l'analyser; s'il vous plaît, grouillez-vous, j'attends après cela.

C'est ce genre de nouvelle dynamique qui est introduite. Cela travaille et dans l'intérêt de l'entreprise et dans l'intérêt de la SDI que de mettre sur pied ce système avec, il est évident, je le reconnais, le fait qu'il y aurait à ce moment une petite part d'autofinancement disponible mais cela n'est aucunement différent de ce qui se passe dans les autres institutions financières qui, par contre, elles, pour revenir au premier point, n'offrent pas le genre de soutien financier aux entreprises du Québec que la SDI pourra offrir conformément à l'esprit qui est manifesté dans l'article 6 de la loi. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Est-ce que la motion d'adoption du projet de loi 154, Loi modifiant la Loi sur la Société de développement industriel du Québec, est adoptée?

**Des voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, j'aimerais à ce moment-ci, avec le consentement de l'Assemblée, procéder à la présentation d'un projet de loi, projet de loi 167 dont je vous ai remis copie.

**Le Vice-Président:** Il y a consentement, M. le leader de l'Opposition?

**M. Chevette:** Consentement.

#### Projet de loi 167

**Le Vice-Président:** Alors, le leader du gouvernement et ministre délégué à la Réforme électorale présente le projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur la Législature. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, le présent projet de loi modifie le régime de retraite des députés qui étaient membres de l'Assemblée nationale le 1er janvier 1983, pour prévoir que la pension ne peut être payée avant l'échéance de la période de versement de l'allocation de transition même si cette allocation est payée en un seul versement. La modification a effet depuis le 20 juin 1985 sauf à l'égard des causes pendantes le 19 décembre 1986.



**Le Vice-Président:** Est-ce que l'Assemblée accepte de se saisir de ce projet de loi?

**Une voix:** Consentement.

**Le Vice-Président:** Consentement. Donc, adopté. M. le leader du gouvernement.

#### Adoption du principe

**M. Gratton:** M. le Président, je proposerais, avec le même consentement, que nous procédions à toutes les étapes de l'adoption de ce projet de loi, notamment à l'adoption du principe, la déférence à la commission plénière, les écritures, l'adoption du rapport et l'adoption du projet de loi.

**Le Vice-Président:** Il y a consentement à ce que nous fassions les écritures sur le projet de loi pour toutes les étapes?

**Une voix:** Consentement.

#### Commission plénière et adoption

**Le Vice-Président:** Donc, consentement. Est-ce que le principe du projet de loi 167, Loi modifiant la Loi sur la Législature, est adopté? Adopté. Est-ce que le rapport de la commission plénière qui a étudié de façon détaillée le projet de loi 167 est adopté? Adopté. Est-ce que le projet de loi 167 est adopté? Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Merci, M. le Président. Je vous prie d'appeler l'article 41 du feuillet.

#### Projet de loi 92

##### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 41 du feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du projet de loi 92, Loi modifiant diverses dispositions législatives eu égard à la Charte des droits et libertés de la personne. M. le ministre de la Justice.

##### M. Herbert Marx

**M. Marx:** Merci, M. le Président. Le 19 juin 1986, j'ai déposé devant cette Assemblée le projet de loi 92 pour faire en sorte que l'ensemble de la législation québécoise reflète le mieux possible, non seulement la lettre, mais également l'esprit des droits et libertés consacrés dans la Charte québécoise des droits et libertés de la personne et éviter ainsi de laisser aux citoyens le fardeau long et onéreux de devoir recourir aux tribunaux pour obtenir la reconnaissance de ces droits.

À cette fin, comme je le mentionnais

lors de l'adoption de son principe, ce projet de loi propose des modifications législatives à plus de 110 lois, modifications propres à assurer pleinement les droits reconnus aux citoyens par la charte, notamment leur droit à la liberté, que ce soit la liberté de réunion, d'association, d'expression ou de religion, au respect de leur vie privée, à l'égalité, à une audition impartiale par un tribunal indépendant, à la protection contre les perquisitions, les saisies ou les fouilles abusives, à la présomption d'innocence et leur droit à une défense pleine et entière.

Conformément au mandat qui lui avait été confié par l'Assemblée nationale, la commission des institutions a procédé à l'étude article par article de ce projet de loi. L'esprit de collaboration qui a présidé aux travaux des députés des deux partis qui y ont participé pourrait être souligné. J'aimerais remercier le député de Taillon pour sa collaboration lors de l'étude et de l'adoption des articles dans ce projet de loi. Les débats étaient sereins, objectifs et constructifs, chacun des participants aux travaux de la commission suggérant des améliorations à ce projet de loi pour le rendre plus clair et pour que son application soit la plus bénéfique possible de façon à mieux protéger les justiciables dans leurs droits et libertés fondamentaux.

Tenant compte des représentations des membres de l'Opposition et surtout du député de Taillon, de la Commission des droits de la personne ou de certains groupes ou associations, nous avons apporté des modifications au projet de loi pour préciser certaines rédactions de façon à éviter d'éventuelles difficultés d'interprétation ou pour retrancher certains articles. Il s'agissait de changer certains termes ou de préciser certaines formules ou encore de remplacer certains libellés. Par exemple, la rédaction des articles du projet de loi renversant la règle du huis clos en matière professionnelle, l'article 47 modifiant l'article 116 de la Loi sur les cités et villes et l'article 89 modifiant l'article 269 du Code municipal pour tenir compte de la formulation utilisée dans le projet de loi 100 sur les élections et les référendums dans les municipalités. L'article 51 modifiant l'article 415, paragraphe 20, de la Loi sur les cités et villes et l'article 93 modifiant l'article 627 du Code municipal pour y remplacer le pouvoir - et je cite - de prohiber la distribution de circulaires dans la seule mesure nécessaire pour assurer le respect de l'ordre public et du bien-être général par un pouvoir - et je cite - de réglementer la distribution de circulaires. En d'autres mots, nous avons changé le pouvoir de la ville de prohiber cette distribution par un pouvoir de seulement réglementer cette distribution.

Comme je l'ai dit lors de l'adoption du principe du projet de loi 92, il eût été plus

facile de privilégier le statu quo et d'attendre les décisions des tribunaux puisque la charte existe et qu'elle est prépondérante. Il m'a toutefois semblé plus opportun de mener à terme cette vaste entreprise de recherche et de concertation et de déposer ce projet de loi parce que le législateur se doit d'être sensible à la protection des droits de la personne et qu'un nouveau pas dans la bonne direction devait être posé. Convaincu que ces diverses modifications permettront d'atteindre l'objectif du plus grand respect des droits et libertés des citoyens et/ des citoyennes du Québec, je recommande, M. le Président, l'adoption de ce projet de loi.

(15 h 50)

Avant de terminer, j'aimerais une fois de plus souligner la collaboration du député de Taillon et dire que tout le monde au cours de cette commission a travaillé de bonne foi de longues heures pour améliorer le projet de loi 92, pour faire les corrections qui s'imposaient. Je pense que nous avons eu des discussions très intéressantes.

J'aimerais également remercier les juristes, les avocats de mon ministère et les avocats d'autres ministères qui ont travaillé sur ce projet de loi. Ils ont fait un excellent travail. Je pense vraiment que cela aurait été impossible d'accomplir ce travail sans l'aide de ces juristes, de ces avocats. Merci, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le ministre. Je cède maintenant la parole à M. le député de Taillon.

#### M. Claude Filion

**M. Filion:** Je vous remercie, M. le Président. Mes premiers commentaires lors de cette troisième lecture du projet de loi 92 iront à l'attention du ministre de la Justice. Je lui envoie des pots de temps en temps, mais, dans ce cas-ci, M. le Président, ce sont des fleurs. Il faut appeler les choses par leur nom. Ce sont des fleurs que je veux lui remettre. Il a réussi, je pense, à créer, avec notre collaboration - on l'espère - un climat de sérénité, un climat de travail extrêmement productif, constructif et positif qui a existé durant l'ensemble des travaux de la commission des institutions qui, croyez-le ou non, a siégé pas moins de quinze séances en onze jours de session pour passer à travers les 600 articles du projet de loi 92. Je veux carrément, concrètement, remercier le ministre d'avoir réussi à faire de l'étude du projet de loi 92 un travail non partisan pour le plus grand bénéfice de nos droits collectifs, de nos droits individuels, ceux qui sont reconnus par la Charte des droits et libertés de la personne.

Je voudrais également féliciter, comme l'a fait le ministre, les juristes du ministère qui, depuis 1983, ont travaillé sans relâche

afin de bonifier nos lois, afin d'extirper dans nos lois toute disposition inconciliable avec la Charte des droits et libertés de la personne. C'est un travail de jésuite, un travail monastique extrêmement laborieux, mais qui a été mené à bon terme.

Bien sûr, M. le Président, aucune loi n'est parfaite, et la loi 92 ne rendra pas ipso facto toutes les lois du Québec conformes et compatibles avec la charte des droits, mais un pas très important a été franchi par le projet de loi 92. Maintenant, il demeure que ce travail de concordance, et de parfaite concordance, entre notre législation et la charte des droits est un travail qui doit continuer. Bien sûr, cela ne prendra pas la forme, à toutes les sessions, d'un projet de loi aussi vaste, aussi ample que le projet de loi 92 que nous adopterons aujourd'hui, mais nous voulons dès maintenant offrir au ministre de la Justice notre collaboration, s'il le juge à propos, pour revenir à n'importe quel moment et nous livrer, en quelque sorte, les fruits de ce travail que nous voudrions continuer sur l'ensemble de nos lois pour, encore une fois, les rendre conformes et compatibles avec la lettre et aussi l'esprit de la charte des droits.

Durant cette commission, comme l'a évoqué un peu rapidement le ministre, plusieurs amendements ont été apportés. Nous en avons suggéré certains, le ministre également. Nous avons pu corriger certains tirs qui, a priori, semblaient tout à fait justifiés, mais, en matière de droits et libertés, il arrive très souvent qu'un droit fondamental entre en contradiction avec un autre droit fondamental.

Je ne connais pas d'arbitrage plus difficile à faire que lorsque nous avons dû trancher entre l'exercice du droit d'expression et l'exercice du droit au libre culte religieux. Voilà le type de problèmes auxquels nous avons été confrontés, problèmes qui n'étaient pas toujours faciles à résoudre, mais nous pouvons dire à l'ensemble de la population que ce travail a été fait à la meilleure connaissance des législateurs et avec le meilleur éclairage possible.

J'ai reçu récemment comme le ministre certains télégrammes, certains avis de groupes: la Centrale de l'enseignement du Québec, la Ligue des droits et libertés et d'autres qui auraient voulu que nous puissions pousser encore plus loin notre étude, mais ce qui a été humainement possible de faire avec le projet de loi 92 a été fait. Je le dis publiquement et après avoir investi beaucoup d'heures dans ce dossier.

Or, en terminant, je veux émettre un voeu à ce stade-ci. Évidemment, le voeu est en ce sens que la Charte des droits et libertés de la personne puisse avoir pleine application. Je tiens à annoncer à cette

Chambre pour la première fois que la commission des institutions que j'ai l'honneur de présider procédera l'an prochain à un mandat de surveillance et de contrôle des activités de la Commission des droits de la personne du Québec. Puisse ce mandat bien s'inscrire dans cette recherche de pleine application de la Charte des droits et libertés de la personne.

Également, mon deuxième vœu va à l'égard du réseau régional de la Commission des droits de la personne. M. le Président, si vous achetez un billet de Loto-Québec, vous allez trouver partout sur le territoire du Québec des kiosques où on va pouvoir, moyennant paiement évidemment, vous remettre un billet de Loto-Québec. Aujourd'hui, au Québec, malheureusement nous n'avons que quatre bureaux régionaux qui sont bien pauvrement équipés - Sept-Îles, Rouyn, Sherbrooke et Hull - mais il importe de faire en sorte que tous les citoyens, peu importe le coin du Québec d'où ils viennent, puissent avoir un accès à un bureau régional de la Commission des droits de la personne.

Combien d'organismes gouvernementaux, aujourd'hui, ont leur succursale, si on veut, ou ont pignon sur rue dans plusieurs coins du Québec? Il est important que la Commission des droits de la personne, puisqu'il s'agit là de l'exercice de droits fondamentaux, puisse elle aussi disposer d'un réseau de bureaux régionaux où tous les citoyens du Québec pourront avoir accès sans que l'éloignement ne devienne souvent une source de désincitation à recourir aux services de la Commission des droits de la personne.

Ce sont mes vœux pour l'an prochain en ce qui concerne la Charte des droits et libertés de la personne, mais j'offre et je réitère notre pleine collaboration au ministre de la Justice pour faire en sorte que la Charte des droits et libertés de la personne du Québec puisse être la meilleure et la mieux appliquée. Je vous remercie, M. le Président.

**Des voix:** Bravo.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Taillon. Le débat étant clos, est-ce que cette motion d'adoption du projet de loi 92 est adoptée?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. On va passer à l'étape suivante du feuillet. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, l'article 36.

## Projet de loi 141

### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**Le Vice-Président:** À l'article 36 du feuillet, nous allons maintenant procéder à la prise en considération du rapport de la commission des institutions qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 141, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement. Y a-t-il une intervention à ce moment-ci? Est-ce que le rapport de la commission est adopté?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, avant de vous demander d'appeler un certain nombre de projets de loi d'intérêt privé, j'aimerais dans un premier temps, avec le consentement de l'Assemblée, déposer des réponses à deux questions inscrites au feuillet.

**Le Vice-Président:** Il y a consentement, M. le leader du gouvernement.  
(16 heures)

### Réponses à des questions inscrites au feuillet par le député de Taillon

**M. Gratton:** Il s'agit d'une question du député de Taillon qu'on retrouve à l'article 15 du feuillet de mercredi dernier, pour laquelle, au nom du Solliciteur général, je dépose la réponse. À l'article 18 du même feuillet, il s'agit à nouveau d'une question du député de Taillon et, au nom du Solliciteur général, je dépose la réponse.

**Le Vice-Président:** Ces documents sont donc déposés.

**M. Gratton:** M. le Président, toujours avec le consentement de l'Assemblée, je voudrais faire deux motions...

**M. Chevrete:** Trente secondes, si le leader du gouvernement me le permet.

**Le Vice-Président:** Oui, M. le leader de l'Opposition.

**M. Chevrete:** Étant donné qu'on vient d'adopter le rapport à l'article 36, est-ce qu'on pourrait adopter le projet de loi?

**Le Vice-Président:** Très bien, M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Oui, je remercie le leader de l'Opposition de sa vigilance, M. le Président.

#### Projet de loi 141

##### Adoption

**Le Vice-Président:** Donc, à l'article 36 du feuillet, le ministre de la Justice propose l'adoption du projet de loi 141, Loi modifiant le Code civil et la Loi sur les connaissances, les reçus et les cessions de biens en stock, en matière d'enregistrement. Est-ce qu'il y a consentement pour procéder à cette étape?

**M. Chevette:** Oui.

**M. Gratton:** Consentement.

**Le Vice-Président:** Consentement. Est-ce que le projet de loi 141 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

#### Avis touchant les travaux des commissions

**M. Gratton:** M. le Président, avec le consentement de l'Assemblée, je voudrais faire motion pour que, en vertu de l'article 146 de nos règles de procédure, la commission de l'économie et du travail se réunisse le mercredi 4 mars 1987, de 10 heures à 13 heures et de 15 heures à 18 heures, et le jeudi 5 mars 1987 de 10 heures à 12 h 30 et de 15 heures à 18 heures, à la salle du Conseil législatif, afin de procéder à l'étude de la proposition tarifaire d'Hydro-Québec pour l'année 1987, et qu'aux fins de l'exécution de ce mandat la commission entende la direction d'Hydro-Québec et que le ministre de l'Énergie et des Ressources soit membre de ladite commission pour la durée de ce mandat.

**Le Vice-Président:** Est-ce que cette motion est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** M. le Président, ce matin, je donnais un avis concernant une consultation générale en rapport avec le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse. J'aimerais maintenant, à la suite de négociations entre les deux formations politiques, indiquer que la commission des institutions procédera, à compter de 10 heures, le 24 février, aux

auditions concernant le projet de loi 104, Loi sur le Conseil permanent de la jeunesse, et les poursuivra le 25, de même que les 11 et 12 mars, sous réserve d'une entente quant à ces deux dernières dates.

M. le Président, avec le consentement de l'Assemblée, nous allons maintenant procéder à l'adoption d'un certain nombre de projets de loi d'intérêt privé. Nous procéderons à l'adoption du principe et à l'adoption de ces projets de loi. Je vous demanderais, dans un premier temps, d'appeler l'article 55 du feuillet.

**Le Vice-Président:** À l'article 55 du feuillet, est-ce qu'il y a consentement pour procéder aux deux étapes pour l'adoption des projets de loi?

**M. Chevette:** Consentement.

#### Projet de loi 200

##### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Consentement. Est-ce que le principe du projet de loi 200, Loi modifiant la Charte de la ville de Montréal, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce qu'il y a consentement pour déroger à l'article 35 des règles de pratique relativement au projet de loi 200?

**M. Gratton:** Oui.

**M. Chevette:** Consentement.

##### Adoption

**Le Vice-Président:** Consentement. Est-ce que le projet de loi 200, Loi modifiant la charte de la ville de Montréal, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 64, M. le Président.

**Le Vice-Président:** À l'article 64, est-ce qu'il y a consentement pour passer aux deux étapes suivantes pour l'adoption du projet de loi? M. le leader du gouvernement.

**M. Chevette:** Consentement.

**M. Gratton:** Article 60.

#### Projet de loi 227

##### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Est-ce qu'il y a consentement pour la dérogation aux règles

de pratique? Consentement. Est-ce que le principe du projet de loi 227, Loi sur Aylmer Park Development Corp., est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 227 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 60, M. le Président.

#### Projet de loi 221

#### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** À l'article 60, nous avons les mêmes consentements? Très bien. Est-ce que le principe du projet de loi 221, Loi modifiant la Loi constituant la Corporation des électroniciens du Québec, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 221 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 71, M. le Président.

#### Projet de loi 247

#### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** À l'article 71, toujours avec le même consentement, est-ce que le principe du projet de loi 247, Loi concernant la ville d'Iberville, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 247 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader

du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 72, M. le Président.

#### Projet de loi 250

#### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Article 72. Avec le même consentement, est-ce que le principe du projet de loi 250, Loi concernant certains immeubles du cadastre de la paroisse de Sainte-Thérèse-de-Blainville, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 250 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 73, M. le Président.

#### Projet de loi 254

#### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Article 73 du feuillet. Avec le même consentement, est-ce que le principe du projet de loi 254, Loi concernant certains immeubles dans la ville de Drummondville, est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 254 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 76, M. le Président.

#### Projet de loi 264

#### Adoption du principe

**Le Vice-Président:** Article 76. Avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 264, Loi modifiant la Loi concernant la Confédération des caisses populaires et d'économie Desjardins du Québec, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 264 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** Article 77, M. le Président.

**Projet de loi 265****Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 77. Toujours avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 265, Loi fusionnant Compagnie Montréal Trust, Crédit Foncier et la Société de fiducie du Crédit Foncier, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 265 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 79.

**Projet de loi 268****Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 79. Avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 268, Loi annexant un territoire à celui de la ville de Mont-Joli, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Est-ce que le projet de loi 268 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 80, M. le Président.

**Projet de loi 269****Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 80. Avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 269,

Loi concernant la Compagnie mutuelle d'assurance-vie du Québec, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 269 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 81, M. le Président.

**Projet de loi 270****Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 81. Avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 270, Loi concernant City & District Land & Development Co. Ltd., est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 270 est adopté?

**M. Gratton:** Adopté.

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 82, M. le Président.

**Projet de loi 271****Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 82. Toujours avec le même consentement, est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 271, Loi modifiant la charte de la ville de Québec, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 271 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 84, M. le Président.

**Projet de loi 209**

**Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 84. Cette fois-ci, il n'y a pas nécessité de consentement. Est-ce que le principe du projet de loi 209, Loi sur Hôtel de Lido Inc., est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 209 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 85, M. le Président.

**Projet de loi 243**

**Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 85. Est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 243, Loi concernant Ressources Chesbar Inc., est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 243 est adopté?

**M. Gratton:** Adopté.

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 86, M. le Président.

**Projet de loi 244**

**Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 86. Est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 244, Loi concernant Les Explorations Muscocho Limitée, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Adopté. Est-ce que le projet de loi 244 est adopté?

**M. Chevette:** Il est adopté.

**M. Gratton:** Article 87, M. le Président.

**Projet de loi 248**

**Adoption du principe**

**Le Vice-Président:** Article 87. Est-ce que la motion d'adoption du principe du projet de loi 248, Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, est adoptée?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Adoption**

**Le Vice-Président:** Est-ce que le projet de loi 248 est adopté?

**M. Chevette:** Adopté.

**M. Gratton:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**M. Gratton:** Article 37.

**Le Vice-Président:** Article 37. 11 y a consentement, dans ce dernier cas, sur le projet de loi 248, pour qu'on déroge à l'article 35 des règles de pratique. Consentement?

**M. Chevette:** Quelle loi?

**Le Vice-Président:** Pour la loi 248, j'ai besoin d'un consentement pour déroger à l'article 35 de nos règles de pratique.

**M. Gratton:** Oui.

**Le Vice-Président:** C'est la corporation de Saint-Élie-d'Orford.

**M. Chevette:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Consentement et adopté. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, je suggérerais, à ce moment-ci, que nous suspendions nos travaux pour quelques minutes, le temps de faire les vérifications d'usage. Si on veut bien suspendre à loisir, s'il vous plaît!

**Le Vice-Président:** Très bien, l'Assemblée nationale suspend ses travaux pour quelques instants.

(Suspension de la séance à 16 h 10)

(Reprise à 16 h 23)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît:

**Décision du président sur  
la question de privilège  
du député de Lévis**

À la suite des représentations qui m'ont été faites ce matin, d'abord, par le député de Lévis sur une question de privilège, en vertu de l'article 55.10° de la Loi sur l'Assemblée nationale et également des représentations et de l'argumentation du leader du gouvernement, ainsi que du leader de l'Opposition, je vais maintenant rendre ma décision quant à la recevabilité - et je dis bien quant à la recevabilité - de cette question de privilège posée par le député de Lévis en vertu des articles 66 et suivants de notre règlement.

Ce matin, au terme de la période des questions, le député de Lévis a soulevé une question de privilège dont j'ai pris la recevabilité en délibéré. Au soutien de sa question de privilège, le député de Lévis invoque les faits suivants: l'avocat de la Commission intermunicipale de transport de la rive sud de Québec aurait reçu un appel téléphonique du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, l'avisant que l'adoption du projet de loi 272, présenté par M. le député de Lévis, serait bloqué - et je cite après avoir vérifié la galée - "si ce dernier ne consentait pas à l'adoption du projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, projet de loi présenté par le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation."

Le député de Lévis estime que ces faits contreviennent au paragraphe 10 de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale qui stipule: "Nul ne peut porter atteinte aux droits de l'Assemblée. Constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de: 10° essayer d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député par fraude, menace ou par des pressions indues."

J'aimerais rappeler à tous les membres de cette Assemblée les articles 66 à 70 de notre règlement qui édictent ce qui suit.

Article 66: "Toute violation des droits ou privilèges de l'Assemblée ou de l'un de ses membres peut être signalée à l'Assemblée."

Article 67: "L'intervention doit se rapporter aux droits ou privilèges que la loi ou la tradition reconnaissent soit à l'Assemblée, soit aux députés."

Article 68: "Le député qui signale la violation d'un droit ou d'un privilège doit se limiter à de brèves explications, qui ne font l'objet d'aucun débat."

Article 69: "Le député qui constate une violation de droit ou de privilège peut la signaler tout de suite après le fait. Il peut aussi aviser par écrit le président, au plus tard une heure avant la période des affaires courantes, de son intention de la soulever. L'avis doit indiquer le droit ou le privilège qu'il invoque et exposer brièvement les faits à l'appui de son intervention."

La question à résoudre est donc la suivante: les faits invoqués par le député de Lévis donnent-ils ouverture à une question de privilège? Mon rôle se limite à ce qui va suivre.

Comme mes prédécesseurs et moi-même l'avons déjà indiqué dans des décisions antérieures, il ne s'agit pas pour moi d'intervenir sur le fond de la question de privilège soulevée par le député de Lévis. Mon rôle se limite à déterminer si, *prima facie*, le contenu de la question a trait à une violation de privilège de la Chambre ou des membres ou de leur indépendance.

M. Beauchesne, dans la cinquième édition de son Règlement annoté et formulaire de la Chambre des communes du Canada, à la page 27, décrit ainsi le rôle de l'Orateur. Lorsqu'est soulevée une question de privilège, à l'article 84, paragraphe 1: "Chaque fois qu'est posée la question de privilège, il appartient à l'Orateur de juger si on peut administrer la preuve de sa recevabilité fondée sur des présomptions suffisantes. L'Orateur entend être persuadé de deux choses, *primo* que ces présomptions sont suffisamment fortes pour justifier une mise en discussion prioritaire et *secundo* que l'on a effectivement soulevé la question à la première occasion."

De plus, dans une décision rendue le 7 juin 1983, mon prédécesseur décrivait ainsi le rôle du président. "Quelle interprétation doit-on donner à l'assertion suivante: Le président doit s'assurer que, *prima facie*, la question concerne les privilèges de la Chambre? En premier lieu, le président doit vérifier si, dans sa forme, elle est présentée selon le règlement. En second lieu, il doit s'assurer que le contenu de la question ou de la motion a trait à une violation des privilèges de la Chambre et de son indépendance." En outre, ici même en cette Assemblée, dans une décision rendue le 19 mars 1986, je disais: "Lorsqu'est signalée une violation de droit ou de privilège, il n'appartient pas au président de déterminer s'il y a effectivement atteinte aux droits ou aux privilèges de la Chambre. Le président doit plutôt décider si les faits invoqués au soutien de la question de privilège lui permettent de croire qu'il s'agit, à prime abord, à sa face même, *prima facie*, d'une question de privilège."

Quant à la relation entre la question et le privilège soulevé par M. le député de Lévis ce matin en ce qui concerne le droit



décrit au paragraphe 10 de l'article 55 de la Loi sur l'Assemblée nationale, il faut rappeler qu'il découle du grand privilège reconnu dans tous les Parlements, soit le privilège de la liberté de parole. Tous les auteurs de droit parlementaire s'entendent pour dire que l'on ne peut entraver un député dans l'exercice de ses fonctions. À la page 23 de la cinquième édition du traité de Beauchesne, l'on précise ce qui suit, à l'article 67. "On convient généralement que toute menace faite à un député dans le dessein d'influencer son vote ou son comportement en sa qualité de député constitue une atteinte aux privilèges de la Chambre."

Comme m'y oblige le paragraphe 6 de l'article 35 de notre règlement, je dois accepter la parole du député de Lévis, et c'est sur les faits qu'il a relatés ce matin que je dois me prononcer pour statuer sur la recevabilité de la question de privilège. Les faits décrits par le député de Lévis m'ont convaincu que, *prima facie*, il s'agit d'une question de privilège. En tant que président de l'Assemblée nationale, je dois veiller au maintien des droits et privilèges de l'Assemblée et de ses membres. Chaque fois qu'un député soulève une question de privilège, le président doit y accorder la plus grande importance et présumer qu'un député qui soulève une telle question le fait tout en réalisant la gravité du geste qu'il pose et de toutes ses conséquences.

Je vais donc céder la parole à M. le député de Lévis sur sa question de privilège en lui rappelant que l'article 68 de notre règlement l'oblige à se limiter à de très brèves explications, et vos explications, M. le député de Lévis, en aucun temps, ne peuvent faire partie d'un débat sous quelque forme que ce soit.

Je vais maintenant céder la parole à M. le député de Lévis. Je ne pense pas, après la décision que je viens de rendre, que j'aie à vous lire l'article 68. M. le député de Lévis, je vous cède la parole.  
(16 h 30)

**Motion proposant que l'Assemblée  
statue sur la conduite du  
député de Portneuf**

**M. Jean Garon**

**M. Garon:** M. le Président, essentiellement, au cours de la période des questions de ce matin, on m'a remis un message qui venait de ma secrétaire disant qu'elle venait de recevoir un appel téléphonique du procureur de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec, lui disant que ce procureur avait reçu un appel téléphonique du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation lui faisant le message que, si le député de Lévis continue

de bloquer le projet de loi 132, le ministre de l'Agriculture et député de Portneuf bloquera le projet de loi privé de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec.

J'ai fait un deuxième appel pour bien vérifier une deuxième fois auprès de l'avocat en question si c'était le ministre lui-même qui lui avait téléphoné. Il m'a certifié que c'était le ministre lui-même qui lui avait téléphoné. J'ai compris qu'au fond l'avocat m'appelait parce qu'il devait me faire le message pour que je le sache. Autrement, le téléphone était inutile. D'ailleurs, le message me demandait de le rappeler le plus tôt possible après qu'il eut appelé mon bureau parce que je n'étais pas présent, j'étais à la période des questions.

M. le Président, avant la fin de la période des questions, le leader de l'Opposition, à qui j'avais communiqué l'information que je venais de recevoir de ma secrétaire quelques minutes auparavant, est venu me dire que j'avais deux minutes avant que la période des questions finisse pour soulever ma question de privilège immédiatement tel que le stipule notre règlement.

Ce n'est pas de gaieté de coeur que j'ai l'intention de présenter une motion, mais parce que je n'ai pas le choix. Comme député de Lévis, je dois faire en sorte, pour les intérêts de ceux qui m'ont demandé de les représenter, que le projet de loi 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec, soit adopté puisque c'est un projet de loi majeur pour la Commission intermunicipale de transport de la rive sud de Québec. D'autant plus que cette loi fait suite à des discussions qu'ils ont eues avec le ministère des Affaires municipales, de même qu'avec le ministre qui a suggéré cette voie puisqu'il est nécessaire de valider des règlements qui ont été adoptés sans avoir toutes les autorisations, notamment principalement la signature du ministre des Affaires municipales à cause d'une interprétation des règlements dans ce sens.

Le projet de loi 132 est un projet de loi d'intérêt public sur lequel moi et mes collègues avons des appréhensions vu la façon dont il est présentement libellé. Pour montrer à quel point il avait de bonnes dispositions, le leader de l'Opposition a présenté au leader du gouvernement une proposition d'amendement concernant le projet de loi 132 pour refléter exactement ce qui a été dit comme volonté gouvernementale ou ministérielle.

M. le Président, c'est pour cela que je ne peux pas être influencé, comme député de Lévis, ou avoir une menace qui pèserait sur ma tête comme quoi des gens de mon comté seraient pénalisés. Il s'agit d'un montant important, il y a plusieurs millions de dollars en cause et la loi qui couvre les règlements

pour les valider nécessite l'approbation de cette Chambre. Autrement, des subventions à 75 % ne seront pas octroyées par le ministère des Transports.

C'est pourquoi je voudrais vous lire la motion qui demande qu'en vertu des articles 70 et 317 de nos règles de procédure l'Assemblée statue sur la conduite du député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation en regard des pressions indues exercées par ce dernier aux fins d'influencer le vote, l'opinion, le jugement ou l'action du député de Lévis et de l'Opposition en étant intervenu auprès du procureur des parties intéressées au projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec, pour lui signifier que l'adoption de ce projet de loi est conditionnelle au vote, à l'opinion, au jugement et à l'action du député de Lévis et de l'Opposition à l'égard du projet de loi 137, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole. Qu'en conséquence, l'Assemblée statue sur le rapport de la commission de l'Assemblée nationale après que celle-ci aura fait enquête de plein droit. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président:** Je remercie M. le député de Lévis. Nous allons maintenant continuer les affaires du jour.

**M. Gratton:** Question de règlement. Est-ce qu'en vertu de l'article 319 le député de Portneuf et ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation n'aurait pas le loisir d'exercer son droit de parole pendant 20 minutes, à ce moment-ci?

**Le Président:** Je m'excuse. C'est en mars seulement que la motion doit apparaître au feuillet; en vertu de notre règlement, normalement, c'est seulement à ce moment que M. le député de Lévis pourra utiliser son droit de 20 minutes ici même en cette Assemblée et après, en réponse, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation pourra utiliser son droit de réplique de 20 minutes. Après, cette motion n'est pas mise aux voix par l'Assemblée; le texte va paraître au **Journal des débats** de cette Assemblée. À la suite de ces explications, nous aurons probablement, je ne le sais pas à convoquer la commission de l'Assemblée nationale.

Mais aujourd'hui, comme tel, en vertu de l'article 68 et des suivants, tout l'enclenchement de l'article 317 et des suivants n'est pas commencé. C'est une motion spéciale sur laquelle on ne vote pas, sur laquelle aucun député ne peut intervenir sauf celui qui intervient. Il y a une chose qui pourrait se produire ici cet après-midi, si vous me le permettez, il y a une chose qui pourrait intervenir. Si j'avais le consentement

des deux côtés de la Chambre, très brièvement, mais très brièvement, sans engager l'article 315 et les suivants - c'est-à-dire la procédure de la motion qui fait que le droit demeurera, en mars ou en avril, peu importe, quand on décidera d'appliquer la procédure de la motion de M. le député de Lévis - on permettrait au ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation de s'expliquer, mais très brièvement et sans soulever de débat; mais j'ai absolument besoin du consentement des deux côtés de cette Chambre.

**M. Pagé:** Avant que le consentement soit demandé...

**Le Président:** M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**M. Pagé:** Avant qu'une demande de consentement soit faite par le leader, par moi, dois-je comprendre qu'en vertu des dispositions de notre règlement tout député en cette Chambre, à la fin d'une session, peut formuler par une question de privilège une accusation, soutenir un argument qui impliquerait que la personne visée par telle accusation ou tel argument n'aurait pas le droit de réplique?

**Le Président:** J'aime bien que vous soyez intervenu. Je pense que c'est une question de règlement, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

**Une voix:** C'est ce à quoi cela ressemble, oui.

**Le Président:** Oui. Je dois prendre le règlement tel qu'il est. Je dois prendre les questions de privilège et le règlement et les procédures tels qu'ils sont. Tel que je l'avais décidé à quelques reprises, à deux reprises, sur une question de privilège ici même dans cette Assemblée depuis le début de l'année 1986, dont une question de privilège, que j'ai eu à rejeter en mars ou en février 1986, si ma mémoire est fidèle, qui était présentée par le même député, c'est-à-dire le député de Lévis, en extrapolant, encore là s'il y avait eu réception de la question de privilège à ce moment là - c'est un mini-débat quand même de 20 minutes - on pouvait pas procéder immédiatement au débat.

Maintenant, je le répète, je suis obligé de m'en tenir au règlement tel qu'il est fait et je ne veux pas porter de jugement sur le règlement de l'Assemblée nationale du Québec. Je dois m'en tenir à ce qui est. Je répète ce que j'ai demandé tout à l'heure. Je pense que c'est dans le but de rehausser nos débats. En présumant de la bonne foi de tous les membres de cette Assemblée, je

demande simplement, à la suite de votre demande, s'il y a consentement des deux côtés de cette Chambre pour que vous puissiez intervenir, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, mais ce extrêmement brièvement et surtout, M. le ministre, en n'entamant pas le débat sur la motion qui devra avoir lieu plus tard en mars ou en avril, ici en cette Assemblée. Je m'adresse actuellement aux deux leaders de cette Assemblée.

(16 h 40)

**M. Gratton:** Quant à moi, je suis non seulement prêt à accorder mon consentement, mais je sollicite le leader de l'Opposition de faire de même.

**M. Chevette:** M. le Président, je n'ai pas d'objection à donner mon consentement, mais, comme l'auteur de la motion est le député de Lévis et que le dernier mot serait au député de Portneuf, je ne veux pas déséquilibrer la portée du règlement en faveur du député de Lévis jusqu'à preuve du contraire.

Si on veut organiser un mini-débat, je suggère comme procédure que ce soit le style de mini-débat qu'on a durant les fins de soirée ou encore cinq minutes au député de Portneuf et cinq minutes au député de Lévis. C'est cinq-cinq-deux, les mini-débats? Je suggère que ce soit comme un mini-débat de fin de soirée.

**M. Gratton:** M. le Président, ce n'est pas nécessaire qu'on formalise la chose. Le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation m'indique qu'il en a à peine pour une minute et, si le député de Lévis sent le besoin de réagir, il pourra le faire.

**Une voix:** L'équivalent.

**Le Président:** L'équivalent en temps. Il y a donc ordre de cette Assemblée à la suite du consentement des deux leaders et je vous en remercie. Je pense que c'est dans l'intérêt de tous les députés qui sont ici.

Je vais maintenant céder la parole à M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Si j'ai bien compris l'ordre de cette Assemblée, messieurs les leaders, si M. le ministre prend une minute ou une minute et demie, je donnerai l'équivalent en temps à M. le député de Lévis, en répétant toujours qu'il faut absolument que, dans vos deux interventions, on ne soulève aucun débat et que ce soit si possible extrêmement bref. Je vous remercie de votre collaboration.

**M. Michel Pagé**

**M. Pagé:** Je vous remercie, M. le Président. J'apprécie, d'ailleurs, la demande

de consentement que vous avez formulée auprès de mes collègues parce que, finalement, elle vient pallier ce que je crois bien humblement être une faille dans notre règlement ou une absence de disposition. En effet, comme je vous le signalais tout à l'heure, à tout moment, par l'application des dispositions de notre règlement, un député pourrait se voir imputer une action quelconque par une question de privilège d'un collègue sans avoir le droit fondamental, mais combien fondamental dans notre système, d'intervenir pour rétablir les faits ou se justifier au besoin et il devrait subir les conséquences graves et sérieuses de l'acte qui est posé.

Merci pour cette demande de consentement, en souhaitant bien sincèrement, M. le Président, pour avoir vu à quelques reprises l'utilisation des dispositions de cet article, que des modifications pourront être unanimement adoptées par les membres de notre Assemblée dans les délais que j'espère les plus brefs.

M. le Président, l'honorable député de Lévis s'est prévalu des dispositions de l'article 55 indiquant: Nul ne peut porter atteinte aux droits de l'Assemblée. Constitue notamment une atteinte aux droits de l'Assemblée le fait de: 1°, 2°, 3°, etc., dispositions en vertu de laquelle le député de Lévis, selon ses prétentions, soutient que j'aurais gêné le travail du député par des menaces, etc.

Je voudrais profiter de l'occasion qui m'est donnée pour vous dire ceci, sans traiter du fond. M. le Président, de mon siège, j'affirme que jamais je n'ai posé de tels gestes dans les communications que j'ai eues avec quiconque en regard de l'étude, de l'application ou de l'adoption du projet de loi 272. Je l'affirme, de mon siège de député, comme membre de l'Assemblée nationale du Québec qui ai l'honneur et le privilège de représenter les honorables citoyennes et citoyens du comté de Portneuf depuis treize ans déjà.

Le député de Lévis pose un geste qui, je l'espère, n'a pas été fait sous le coup de l'émotion ou sous le coup de la spontanéité. Ce geste est grave, ce geste enclenche nécessairement, par l'acceptation de votre question de privilège, la présentation d'une motion qui devra être débattue, ici même à l'Assemblée nationale du Québec, demandant à mes pairs de juger de ma conduite. C'est essentiellement la procédure qui a été enclenchée par la question de privilège soulevée par le député de Lévis et par le fait qu'il ait invoqué l'article 55 non pas de notre règlement, mais de la Loi sur l'Assemblée nationale du Québec, la Loi sur la Législature.

Cela veut donc dire quoi concrètement? Je termine là-dessus. Cela veut dire que le député de Lévis invoque les dispositions de la

Loi sur la Législature. Je soutiens en mon âme et conscience, au nom de mon serment d'office comme représentant des gens de Portneuf à l'Assemblée nationale, que les faits invoqués par le député de Lévis sont non seulement exagérés, mais qu'ils sont faux en ce qui me concerne et j'aurai l'occasion de le plaider ici même à l'Assemblée nationale au mois de mars et par la suite, si la motion est adoptée, par la voie de mes procureurs en commission parlementaire.

M. le Président, je termine en disant ceci: C'est avec, évidemment, beaucoup de sérénité que je recevrai cette motion. Je suis prêt à me soumettre à la procédure qui sera choisie par mes collègues et j'exigerai, cependant, un élément important et qui sous-tend cet article-là, soit la probité, l'honnêteté et le "fair-play". La coutume et la tradition du système parlementaire britannique veulent que, lorsqu'un député enclenche cette procédure, il mette son siège en jeu. Je suis prêt à mettre le mien en jeu, en espérant et en présumant que, si le député de Lévis devait faillir dans ses représentations, il aura assez de courage, assez d'honnêteté non seulement devant cette Chambre, mais aussi et surtout devant les honorables citoyens et citoyennes qui l'ont mandaté, qu'il aura assez de courage et de "guts" comme on dit, pour mettre son siège en jeu et, en ce qui me concerne, je suis prêt, M. le Président.

**Des voix:** Bravo.

**Le Président:** M. le député de Lévis, vous avez quatre minutes et demie pour votre réplique.

**M. Jean Garon (réplique)**

**M. Garon:** M. le Président, je ne serai pas aussi long. Je dirai tout simplement que j'ai énuméré les faits qui sont parvenus à ma connaissance aujourd'hui même. Je n'ai pas choisi la journée. Les appels téléphoniques ont eu lieu aujourd'hui même et je ne pouvais pas le faire plus tard, puisque l'Assemblée sera ajournée ce soir, sauf que le procureur de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec a téléphoné à mon bureau et a dit à ma secrétaire les propos que j'ai mentionnés tout à l'heure.

J'ai appelé, tel qu'il me le demandait, le procureur de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec. Dans deux téléphones consécutifs, il m'a certifié que ce qu'il avait dit à ma secrétaire et dans une note que j'ai reçue au cours de l'Assemblée était exact. Il m'a dit que non seulement le ministre s'était engagé à bloquer le projet de loi privé de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec si le projet de loi

public 132 n'était pas adopté. Non seulement il s'y était engagé, mais il a mentionné qu'il le bloquait. Je vous dis que ce sont les paroles du procureur. Je les ai vérifiées à deux ou trois reprises. J'ai des témoins aussi comme quoi j'ai fait cet appel téléphonique. Je l'ai fait ici, d'ailleurs, en arrière de votre "trône" pour vérifier ces paroles.

Je n'avais pas d'autre choix que de faire cette déclaration, puisqu'elle met en cause un dossier important de la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec. Ce n'est pas de gaieté de coeur, mais j'estime que je n'avais pas le choix pour que des gens ne soient pas pénalisés. Je ne fais pas de bravade, mais je dis exactement ce qui s'est passé. C'est pourquoi j'estime que les paroles qui ont été prononcées non pas par le ministre à moi-même, mais par le ministre à un tiers qui représentait un dossier important, pouvaient influencer mon vote, parce qu'il faisait une pression induue, à mon avis, sur un député dans l'exercice de sa fonction et qu'on ne peut pas faire de pression induue de cette façon pour influencer le vote d'un député. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Président:** Je remercie V!. le député de Lévis. Alors, la motion telle que présentée par M. le député de Lévis sera inscrite au prochain feuillet, en mars prochain. Je mets fin maintenant à la question de privilège. M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, je suggère une suspension d'une ou deux minutes.

**Le Président:** Les travaux de cette Assemblée sont suspendus pour quelques minutes.

(Suspension de la séance à 16 h 50)

(Reprise à 17 h 1)

**Le Président:** À l'ordre, s'il vous plaît! Que chacun regagne son siège, s'il vous plaît. Messieurs les députés!

Nous allons maintenant terminer les travaux avant d'ajourner. Je reconnais maintenant M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, je vous prierais d'appeler l'article 83 du feuillet.

## Projet de loi 272

### Adoption du principe et adoption

**Le Président:** À l'article 83 du feuillet, il s'agit de l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi d'intérêt privé 272, Loi sur la Corporation intermunicipale

de transport de la rive sud de Québec, présenté par M. le député de Lévis.

**M. Gratton:** M. le Président, il s'agit d'obtenir le consentement de l'Assemblée pour procéder à l'adoption du principe et à l'adoption du projet de loi. Nous consentons.

**Le Président:** Est-ce qu'il y a consentement de cette Assemblée, M. le leader de l'Opposition...

**M. Chevette:** Consentement.

**Le Président:** ...pour suspendre les règles de procédure et procéder immédiatement à l'adoption du principe et à l'adoption du projet de loi privé 272?

**M. Chevette:** Consentement.

**Le Président:** Consentement. Adopté. Je reconnais M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation comme premier intervenant.

**M. Michel Pagé**

**M. Pagé:** Merci, M. le Président. Très brièvement, puisque l'heure se fait tardive, le projet de loi 272 a été étudié en commission parlementaire et concerne le droit, pour les structures de transport de la rive sud de Québec d'obtenir, par projet de loi privé, de façon rétroactive, l'acceptation par le ministre des Transports de décisions de cette commission et de ce groupe pour s'être porté acquéreur d'un matériel de transport même si ce consentement, cette autorisation du ministère n'avait pas été donné. Dès le moment où j'ai été saisi du contenu de ce projet de loi, j'en ai été fort surpris, compte tenu que le législateur, par l'adoption qu'il fait de ce projet de loi, vient ratifier, vient confirmer, sur une base rétroactive, une décision prise par des administrateurs publics sans l'obtention nécessaire des consentements requis en semblable matière.

C'est un projet de loi privé j'en conviens, mais qui risque d'avoir une portée d'application générale, et il faut avoir à l'esprit aujourd'hui qu'on vient ratifier une décision qui implique des déboursés très appréciables; en l'occurrence, c'est 7 000 000 \$, évidemment déboursés, qui ont un impact chez ceux et celles qui ont à payer de tels services ou à assumer, par le fardeau fiscal ou autrement, une telle dépense. Dès hier soir, comme député et comme ministre de la région de Québec, je sensibilisais mon collègue, le ministre des Transports et député de Charlesbourg, M. Côté, à l'inquiétude qui m'animait quant à l'adoption d'un tel projet de loi. Ajouté à cela le fait que, jamais, nous n'avions

entendu parler de ce projet de loi ou de cette question par le député du comté, tant par des questions soulevées à l'Assemblée nationale que par des motions ou des représentations faites au ministre de la région.

M. le Président, je ne reviendrai pas sur le fond du sujet qu'on a traité il y a quelques minutes, nous aurons l'occasion d'y revenir. C'est avec beaucoup d'intérêt que je vois pointer les mois de mars et avril, espérant que le député de Lévis aura assez d'honneur, assez de gentilhommisme pour relever véritablement le défi auquel nous convie la Loi sur la Législature et accepter - il a refusé de le faire tout à l'heure - de mettre son siège en jeu.

Nous avons un système parlementaire qui s'inspire de la tradition britannique, on a un système qui s'appuie principalement sur ce qu'on appelle, en jargon parlementaire, le "fair-play", le sens de la parole donnée. Pour avoir été neuf ans dans l'Opposition, ici à l'Assemblée nationale, je me rappelle très bien et je suis bien conscient que l'Opposition a un rôle à jouer, qu'elle a à faire valoir des arguments. Lorsqu'elle s'oppose à un projet de loi, en fin de compte et en fin de course, elle doit laisser, évidemment, la décision à l'Assemblée nationale. Si on n'est pas d'accord avec un projet de loi, ce qu'on a à faire, c'est de le dire. Je termine là-dessus, M. le Président. Le gouvernement aura à vivre avec son projet de loi.

Force m'est de constater que très probablement, des cinq projets de loi que j'ai présentés à l'Assemblée nationale, aucun ne sera adopté à la suite de l'opposition du parti de l'Opposition. Il aurait été facile de se laisser tenter, comme ministre, après avoir passé plusieurs heures en commission parlementaire avec les députés de l'Opposition qui sont venus - exemple: dans le cas de la loi que l'on étudiera tout à l'heure, si le consentement est donné, la Loi sur le zonage agricole - présenter une motion pour faire venir de Los Angeles un spécialiste de la musicologie animale. C'est le caractère sérieux, ce sont les arguments de poids qui ont été présentés par les députés de l'Opposition pendant des heures et des heures. Voyant un tel débat, je serais tenté, comme plusieurs le seraient aujourd'hui, de vouloir bloquer systématiquement le projet de loi 132.

Aujourd'hui, malgré les réserves que j'avais à l'égard du projet de loi, malgré les commentaires de certains de mes collègues, qui s'inquiétaient de voir poser un geste comme celui-là, malgré les propos de l'honorable député de Lévis, je termine en vous disant, M. le Président, que je donne d'emblée mon consentement à l'adoption du projet de loi 272 ici. Malgré toutes les réserves, toutes les velléités que je peux avoir contre le député de Lévis, je ne ferai

pas payer, nous ne ferons pas payer, comme députés, un prix énorme à la communauté de nos honorables concitoyens et concitoyennes, les gens de Charny, les gens de Saint-Romuald, les gens de Lévis, les gens de Saint-David, en fait, du comté de Lévis, on ne leur fera pas payer un prix exorbitant, un prix indu à cause de l'opposition menée par le député qui les représente à l'Assemblée nationale du Québec.

Je termine en vous disant, M. le Président, que je donne mon consentement. C'est beaucoup plus sérieux, c'est beaucoup plus honnête, c'est beaucoup plus franc. La force se retrouve dans la dignité, la faiblesse, dans la mesquinerie. Merci, M. le Président.

**Le Président:** Merci, M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation.

Si vous me le permettez, M. le chef de l'Opposition, j'ai un autre consentement à demander à cette Assemblée, que j'avais oublié tout à l'heure, concernant le projet de loi 272. En vertu des règles de fonctionnement de l'article 35, je dois avoir le consentement pour présenter et faire adopter ce projet de loi, étant donné qu'on n'est pas dans les délais.

**M. Chevette:** Consentement.

**Le Président:** Cela va, consentement. Très bien. M. le chef de l'Opposition, sur le projet de loi 272, autant sur l'adoption du principe que sur l'adoption du projet de loi.

**M. Pierre Marc Johnson**

**M. Johnson (Anjou):** Oui, M. le Président. Sur l'adoption de ce projet de loi, qui touche le transport sur la rive sud de Québec, nous assistons ici à une procédure parlementaire assez exceptionnelle, c'est-à-dire que le gouvernement, compte tenu de ses difficultés de planification des lois, doit avoir recours à des consentements multiples de l'Opposition, consentements que l'actuel leader du gouvernement a eu à accorder au gouvernement alors que nous étions au pouvoir.  
(17 h 10)

Deuxièmement, c'est un projet de loi qui intervient à un moment exceptionnel, au moment où le ministre de l'Agriculture devient un peu outré du fonctionnement de notre système parlementaire. Je l'entendais faire appel au "fair-play" et faire reproche au député de Lévis, qui parraine ce projet de loi privé, qui est important pour ses concitoyens, d'avoir mené une dure lutte à un autre projet de loi, le projet de loi 132. Je suis d'autant plus sensible aux arguments sur la notion de "fair play" dans le Parlement du ministre de l'Agriculture, qu'en

1978, alors que j'étais ministre du Travail, j'avais obtenu du leader de l'Opposition à l'époque, M. Gérard D. Levesque, l'actuel ministre des Finances, un consentement pour l'adoption d'un projet de loi extrêmement important dans le secteur de la construction, à titre de ministre du Travail. Il nous disait qu'en fin de session ce projet de loi serait adopté. Et, M. le Président, jusqu'à la dernière minute, le député de Portneuf, actuel ministre de l'Agriculture, menait une lutte en commission parlementaire qui se solda, elle, par le fait que le député de Portneuf brisa sa parole et que je n'obtins pas cette loi en fin de session comme ministre du Travail. Dans les circonstances, je suis heureux de voir une nouvelle volte-face du ministre de l'Agriculture qui donne son accord à l'adoption de la loi en matière de transport en commun sur la rive sud.

**Le Président:** Je remercie M. le chef de l'Opposition.

M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, vous ne sauriez deviner les efforts que je fais présentement pour ne pas répliquer au chef de l'Opposition. Mais, M. le Président, compte tenu de l'heure, je dirai que nous sommes prêts à voter le projet de loi.

**Le Président:** Nous allons maintenant procéder.

M. le député de Lévis.

**M. Jean Garon**

**M. Garon:** Je voudrais dire un petit mot comme présentateur du projet de loi. M. le Président, juste un petit mot pour dire que j'ai été un peu étonné des propos du député de Portneuf, puisque nous avons voté en cette Chambre, en commission parlementaire, le projet de loi 248, Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford, qui est exactement au même effet. Au moins 50 % des projets de loi d'intérêt privé ont pour but de rendre légaux des gestes qui ne le seraient pas autrement, je dirais même que 75 %, si on tient des statistiques, pour des organismes qui, de bonne foi, ont posé des actes qui n'étaient pas complètement valides parce qu'il manquait une autorisation ou qu'une erreur avait été faite ici où là.

Le meilleur exemple cette année, c'est le projet de loi 248, Loi concernant la corporation municipale de la paroisse de Saint-Élie-d'Orford qui est encore là, pour un règlement d'emprunt, comme pour la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec, des règlements d'emprunt qui peuvent avoir toute leur validité et pour lesquels il manquait en particulier et principalement la signature du

ministre des Affaires municipales parce qu'on avait interprété que des changements de règlement ne nécessitaient plus cette autorisation.

Il ne faut pas se conter d'histoires. Ces projets de loi sont faits dans ce sens-là et c'est le ministre des Affaires municipales lui-même qui a demandé à la Corporation intermunicipale de transport de la rive sud de Québec de procéder de cette façon parce qu'il ne voulait pas approuver dans les délais trop longs qui auraient été encourus et approuver rétroactivement des règlements qu'il n'avait pas approuvés en temps utile. C'est la suggestion du ministère également. Je dois dire qu'hier en commission parlementaire le ministre des Transports, le ministre des Affaires municipales étaient présents et qu'ils ont suggéré, si ma mémoire est bonne, cinq amendements au cours de l'étude et de l'adoption de huit projets de loi d'intérêt privé. Au cours de la même période, j'étais dans une autre commission parlementaire où nous avons étudié six projets d'intérêt privé qui étaient dans l'ordre normal de ce qu'on adopte comme projets de loi d'intérêt privé.

Je m'étonne un peu des propos du député de Portneuf qui n'a pas jugé utile de parler sur d'autres projets de loi. Je pense que c'est seulement sa vindicte qui l'incite à agir de cette façon-là, mais le député de Portneuf est bien connu comme un coq de village.

**Le Président:** Je regrette un peu votre remarque, M. le député de Lévis. Ceci met quand même fin au débat sur l'adoption du principe et l'adoption du projet de loi portant le no 272.

Est-ce que le projet de loi 272, tant à l'étape du principe que de l'adoption, est adopté?

**Des voix:** Adopté.

**Le Président:** Adopté.

**M. Gratton:** M. le Président, je vous demanderais maintenant d'appeler l'article 35 du feuilleton tout en précisant qu'il y a entente entre nous, à savoir qu'il pourra y avoir une intervention de chaque côté, une de l'Opposition et une réplique du ministre, réplique du ministre qui sera d'égale durée à celle du porte-parole de l'Opposition qui devra nécessairement être d'un maximum d'une heure.

**Une voix:** ...

**M. Gratton:** Le leader de l'Opposition m'indique que ce pourrait être deux interventions de 20 minutes chacune au maximum. Je dis bien "au maximum". Ce n'est pas nécessaire qu'on l'utilise.

L'article 43, donc.

**Le Président:** L'article 43 ou...

**Une voix:** L'article 35.

**M. Gratton:** L'article 35. Je m'excuse.

**Le Président:** L'article 35 du feuilleton. Avant d'appeler l'article 35 du feuilleton, j'aimerais bien comprendre le consentement qui est intervenu des deux côtés de cette Chambre. M. le leader du gouvernement, est-ce que j'ai bien entendu, deux interventions de chaque côté de la Chambre de 20 minutes chacune?

**Une voix:** Une.

**M. Gratton:** Une intervention.

### Projet de loi 132

#### Prise en considération du rapport de la commission qui en a fait l'étude détaillée

**Le Président:** Une intervention de 20 minutes chacune.

À l'article 35, il s'agit du projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, présenté par M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, à l'étape de l'adoption du rapport.

Je vais reconnaître le premier des intervenants.

M. le député de Lévis, vous avez 20 minutes.

**M. Jean Garon**

**M. Garon:** M. le Président, nous avons eu l'occasion d'indiquer, lors du discours de deuxième lecture et en commission parlementaire, que le projet de loi 132 est un projet de loi dangereux. Pourquoi? Parce qu'il fait partie d'un ensemble de mesures qu'a annoncées le ministre de l'Agriculture le 23 septembre 1986. Il annonce un certain nombre de mesures qu'il veut faire au point de vue de la protection du territoire agricole, notamment un amendement à l'article 31 de la Loi sur la protection du territoire agricole. J'ai eu l'occasion de le questionner en commission parlementaire. J'ai eu l'occasion de vérifier comment il avait présenté son projet à ceux à qui il en avait parlé, et ce qu'on m'a dit, M. le Président, ce que le ministre a dit, c'est qu'il voulait prolonger le délai, qui se termine le 31 décembre 1986, relativement au privilège que prévoit l'article 31 de la Loi sur la protection du territoire agricole, de pouvoir construire une maison sur un lot vacant qui était enregistré avant le 9 novembre 1978 à

condition de le faire avant le 31 décembre 1986.

Au début, lorsque la loi a été adoptée au mois de décembre 1978, elle prévoyait un délai de cinq ans. Comme les différents décrets qui ont été nécessaires pour couvrir le territoire québécois graduellement ont pris trois ans, pour que toutes les municipalités du Québec aient le même délai, nous avons accru de trois ans pour tous la période prévue, et c'est pourquoi, en 1981, nous avons fixé le délai au 31 décembre 1986. C'est pour donner huit ans à tout le monde comme période intermédiaire, comme période pour pouvoir construire une maison sur un lot vacant. Le ministre a dit qu'il voulait accroître ce délai à un an et demi, sauf que, dans ses intentions du 23 septembre et dans le projet de loi qu'il présente, le projet de loi n'aura pas pour effet uniquement de faire ce qu'il dit qu'il veut faire. M. le Président, je vous lis le communiqué de presse no 3 rendu public par le ministre de l'Agriculture: "Compte tenu du délai du 31 décembre 1986, la Commission de protection du territoire agricole a vu, cette année, s'accroître considérablement le nombre de déclarations qui ont été déposées." On a vu que le nombre ne s'est pas accru autant que l'a dit le ministre puisque, l'an dernier, en 1985, le nombre de déclarations, en vertu de l'article 31, s'élevait à 559 et que, cette année, après onze mois, il s'élève à 728. Cela veut dire que, comme les gens pensaient que c'était la dernière année pour se prévaloir de l'article 31, il y a eu une petite augmentation, mais pas tellement considérable si on estime qu'il s'agissait de la dernière année.

(17 h 20)

Il continue: "À ce jour, il est encore impossible d'obtenir des renseignements sérieux sur le nombre de lots vacants vendus avant chacun des décrets des six régions, leur localisation respective et la possibilité d'y construire des résidences en vertu de règlements municipaux de zonage, de construction ou de lotissement des municipalités".

M. le Président, la loi ne parle en aucun endroit des lots vacants vendus avant chacun des décrets. Elle parle des lots vacants enregistrés avant le 9 novembre 1978. Cela veut dire tous les lots vacants qu'il y a au Québec où rien n'est construit, qui ont été enregistrés avant le 9 novembre 1978, qu'il s'agisse de lots qui ont été achetés ou vendus cinq ans, vingt ans, cinquante ans ou cent ans avant la Loi sur la protection du territoire agricole. Cela n'a pas d'importance puisqu'il s'agit de tous les lots vacants.

Les statistiques dont parle le ministre ne sont pas disponibles. Elles n'ont pas besoin d'être disponibles puisqu'il s'agit de tous les lots vacants et pas seulement des

lots vacants vendus dans les mois qui ont précédé le dépôt de la loi.

"M. Pagé présentera cet automne - il a annoncé cela dans le communiqué du 23 septembre - un amendement à cet article qui tiendra compte à la fois du contexte de révision de la zone agricole permanente et de la Loi sur la protection du territoire agricole. Ce délai supplémentaire ne serait applicable que pour les propriétaires avant décret qui auront déclaré à la Commission de protection du territoire agricole avant le 31 décembre 1986 leur intention de se prévaloir de cette disposition."

On voit que depuis le communiqué de presse du 23 septembre le ministre a changé sa mesure puisqu'il ne s'agit pas d'avant le 31 décembre 1986 mais maintenant d'avant le 1er juillet 1987. Et il ne dit plus un an après les décrets mais le 1er juillet 1988. Pourquoi? Je comprends pourquoi il a changé. Parce que selon son communiqué de presse, tel qu'annoncé, cela n'était pas opérationnel. On s'imagine le nombre de décrets qu'il va y avoir: comme il y a 96 municipalités régionales de comté, cela veut dire qu'il y aurait 96 décrets différents de zones agricoles et ensuite cela veut dire 96 dates possiblement différentes. Vous imaginez un peu le méli-mélo au point de vue du droit.

Mais ce qui est plus grave, M. le Président, c'est que le ministre dit: "le délai d'exercice du privilège de construire une résidence sur les lots vacants sera reporté jusqu'à une année après l'entrée en vigueur d'un nouveau décret de zone agricole" - maintenant ce n'est plus un nouveau décret, c'est un an après la date limite pour faire l'enregistrement auprès de la commission - et il dit: "il permettra à la commission et aux municipalités de disposer, au 1er janvier 1987 - qui n'est plus le 1er janvier 1987 maintenant; avec le projet de loi c'est le 1er juillet 1987 - d'un inventaire de tous les lots vacants susceptibles de voir s'y ériger une résidence de manière que ceux-ci puissent être pris en considération lors de la renégociation des zones agricoles."

Ce qui veut dire, M. le Président, à toutes fins utiles, que les gens ont donc déclaré une intention de se construire en vertu du nouvel article 31 que propose le ministre avant le 1er juillet 1987 pour qu'il en soit tenu compte lors de la renégociation des zones agricoles qui vont se faire, puisqu'il y avait déjà cet automne, lorsqu'il a tenu dans sa conférence de presse du 23 septembre, 40 schémas d'aménagement proposés. Ce qui veut dire qu'on peut s'attendre qu'à peu près toutes les zones agricoles ou l'immense majorité seront prêtes pour faire cette négociation d'ici au printemps prochain et qu'à ce moment-là, selon l'indication qu'a mentionnée le ministre on devra tenir compte des intentions déposées avant le 1er juillet 1987.



Alors, qu'est-ce qui va arriver, M. le Président? Nous avons soumis que ce qui pourrait arriver et ce que nous pensons qui peut arriver, c'est que des milliers d'intentions de construire soient déposées auprès de la Commission de protection du territoire agricole sans intention réelle de construire avant le 1er juillet 1988 et que nous nous retrouverons à ce moment-là avec des milliers de demandes dont la commission aura le mandat, tel que mentionné par le ministre, de tenir compte dans la renégociation, dans la redéfinition des zones agricoles.

Comme il le dit, il permettra à la commission et aux municipalités de disposer d'un inventaire de tous les lots vacants susceptibles de voir s'ériger une résidence de manière que ceux-ci puissent être pris en considération lors de la renégociation des zones agricoles. Ce qui veut dire, M. le Président, qu'à ce moment-là on négociera des zones agricoles non pas sur des maisons construites mais sur des intentions de construire et qu'il pourra y avoir des dizaines de milliers d'intentions de construire de déposées auprès de la Commission de protection du territoire agricole.

La meilleure preuve c'est le député de Berthier qui, lui, ne s'est pas enfarqué dans les fleurs du tapis, puisque dans le dépliant qu'il a fait distribuer dans tout son comté, lui-même mentionne: "Toute personne possédant un lot vacant doit en faire la déclaration - imaginez-vous - à la Commission de protection du territoire agricole avant le 30 juin 1987, date d'entrée en vigueur de la loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole."

Cela veut dire - vous imaginez-vous ce que cela veut dire si c'était appliqué - que toute personne qui détient un lot vacant devrait s'inscrire à la Commission de protection du territoire agricole en vue de construire. Cela veut dire un nombre incalculable de lots vacants pour lesquels il y aurait une inscription auprès de la commission et, après cela, la commission devrait tenir compte de ces intentions de construire dans la négociation des zones agricoles. C'est un danger incroyable et quand il a fait ses consultations, le ministre n'a pas annoncé, de cette façon, ce qu'il voulait faire. Il l'a annoncé plutôt comme s'il voulait prolonger le délai d'un an et demi.

Il ne s'agit plus de prolongation de délai d'un an et demi, mais il s'agit de déclarations d'intention d'ici au 1er juillet 1987, qui pourront faire l'objet ensuite de dézonage du territoire agricole et c'est pourquoi j'ai dit qu'on pourra se retrouver avec un fromage suisse contenant plus de trous que de fromage. Cela veut dire un territoire agricole avec plus de "spots" non agricoles, répartis un peu partout dans le

territoire québécois. Les agriculteurs se trouveront, à ce moment-là, devant la même situation qu'un parc industriel où on aurait permis de bâtir des maisons ici et là, avec tous les droits d'une zone urbaine, à chaque endroit où il y aurait une maison de construite dans le parc industriel.

On peut s'imaginer la situation épouvantable qui en résulterait. Et c'est exactement ce qui va se produire avec le projet de loi que présente le ministre, si des gens déclarent des intentions de construire et que, par la suite, on tient compte de ces intentions lors de la négociation des zones agricoles. Cela veut dire qu'on aura dézoné en réalité des terrains dans le territoire agricole, en se basant non pas sur des constructions réelles, mais sur des intentions de construire. Une fois dézonées, les personnes qui n'auront pas construit se retrouveront avec des terrains avec des "spots", ici et là, de zones non agricoles, avec toutes les conséquences que cela représente sur le plan de l'agriculture, étant donné les conditions environnementales.

M. le Président, devant cette situation, nous avons, le leader de l'Opposition, en accord avec des députés du Parti québécois, proposé au leader du gouvernement un amendement pour faire exactement ce que le ministre disait qu'il voulait faire et non pas ce que la loi va permettre de faire avec des déclarations d'intention. Nous avons dit au leader du gouvernement: Si vous faites un amendement dans lequel le délai qui se terminait le 31 décembre 1986 est reporté au 1er juillet 1988, à ce moment-là, il n'y aura pas les conséquences qu'il y a dans votre projet de loi où vous changez la procédure pour établir une nouvelle procédure basée sur des déclarations d'intention dont on tiendra compte dans une renégociation des zones agricoles.

C'est un trou béant qu'on ouvre dans la Loi sur la protection du territoire agricole. C'est un trou béant qui peut rendre la loi inopérante avec les trous qu'on peut y faire à la suite de la proposition du ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. De plus, le ministre m'avait promis, lors de cette conférence de presse du 23 septembre 1986, de déposer son avant-projet de loi sur la révision de la Loi sur la protection du territoire agricole. Lors de son discours de deuxième lecture, qu'est-ce qu'il a fait? Il a indiqué que son projet de loi, qui devait être déposé au mois de décembre, ne sera pas déposé avant le mois de mars, s'il est déposé au mois de mars.

M. le Président, actuellement, nous sommes en face de l'ensemble des mesures que le ministre a annoncées lors de la conférence de presse du 23 septembre et qui, si elles sont toutes adoptées, vont faire en sorte qu'il n'y aura plus de protection du territoire agricole. Je dirais plus. À

l'occasion de cette conférence de presse, le ministre a donné des directives à la Commission de protection du territoire agricole, ce qu'il n'avait pas le droit de faire, comme je l'ai déclaré par la suite, parce qu'il n'y a aucun article qui permet au ministre de donner des directives à la Commission de protection du territoire agricole, qui est un organisme quasi judiciaire qui relève du pouvoir de surveillance de la Cour supérieure en vertu de l'article 33 du Code de procédure civile. Le ministre n'a aucun pouvoir dans la loi de donner des directives à la commission et, ce faisant, il intervient dans le cadre d'un organisme quasi judiciaire qui doit être libre de prendre ses décisions en fonction uniquement de la loi qu'il administre et des règlements qui ont été adoptés en vertu de la loi. (17 h 30)

M. le Président, cette nouvelle intervention, cette intervention également du ministre lors de sa déclaration du 23 septembre, est irrégulière. Le ministre n'a pas le droit de donner de telles directives à la Commission de protection du territoire agricole qui est un organisme qui doit être au-dessus de tout soupçon au point de vue des influences externes qui peuvent le toucher.

De plus, M. le Président, la loi a prévu - nous l'avons fait de cette façon volontairement - un pouvoir réglementaire très limité. Pourquoi très limité? Parce que les règlements sont beaucoup plus faciles à changer puisqu'il y a seulement besoin d'un décret ministériel. Les dispositions concernant la protection du territoire agricole ont toutes été incluses dans la loi. Dans les règlements, il y a seulement les questions de formalité, mais toutes les règles importantes se trouvent dans la loi, justement pour qu'on ne puisse pas "taponner" la Loi sur la protection du territoire agricole et que, si on veut faire des changements, il faille venir devant l'Assemblée nationale. Puisqu'il s'agit d'un projet de loi tellement important, il ne serait pas correct qu'un gouvernement puisse, seulement par règlement, changer des dispositions qui auraient des impacts dans des dizaines, des centaines et même dans des millions de cas. C'est pourquoi la loi a été faite de telle façon qu'il ne soit pas possible de le faire.

M. le Président, c'est évident que le gouvernement a été élu. C'est lui qui prend les décisions, mais jusqu'à la fin nous allons faire valoir à l'égard de ce projet de loi tous les arguments, tous les moyens mis à notre disposition pour faire en sorte que ce projet de loi soit adopté en tenant compte des dangers qu'il présente, pour que les dangers qu'il présente soient éliminés par des amendements. Nous avons proposé ces amendements et seul l'orgueil du ministre de l'Agriculture fait en sorte que les amende-

ments ne sont pas adoptés et que le gouvernement ne semble pas y souscrire.

Je dis, M. le Président, que ce gouvernement portera une responsabilité très grave car, par manque de courage, il n'a pas voulu corriger des travaux qui ont été mal faits, un projet de loi qui a été mal fait et qui aura des conséquences très graves sur la protection du territoire agricole. Si on se retrouve avec des milliers d'intentions de construire déposées auprès de la Commission de protection du territoire agricole et surtout si les députés libéraux dans leur comté incitent les gens à faire de telles déclarations même s'ils n'ont pas l'intention de construire, à ce moment-là, on se retrouvera devant une situation de fait où on aura créé, le gouvernement aura créé... Des gens vont s'affronter inutilement dans les milieux ruraux. Il n'y avait pas, depuis la fondation de la commission en 1979, bon an mal an, autour de 500, 600 ou 700 demandes... J'ai demandé au ministre de déposer le nombre de demandes chaque année. Il l'a fait pour 1985, il l'a fait pour 1986, mais il ne l'a pas encore fait pour les années antérieures. Il a dit que, si cela lui plaisait, il le ferait et que, si cela ne lui plaisait pas, il ne le ferait pas.

Il n'y a pas eu en vertu de l'article 31 autant de demandes qu'on le prétend et donner une ouverture de marché avec des déclarations d'intentions de construire sans construction réelle, c'est dangereux et cela met en cause le principe de la protection du territoire agricole. Si le projet de loi est adopté tel que proposé cela peut ouvrir une porte béante dans la protection du territoire agricole. Je vous remercie, M. le Président.

**Le Vice-Président:** Merci, M. le député de Lévis. Je cède maintenant la parole à M. le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation, pour un droit de parole d'un maximum de 20 minutes suivant l'ordre de l'Assemblée. M. le ministre.

#### **M. Michel Pagé**

**M. Pagé:** Merci, M. le Président. Je vais tenter d'être bref. Je remercie le député de Lévis pour la position qu'il adopte en décidant ultimement et finalement d'accepter l'adoption du projet de loi 132, un projet de loi pour lequel nous avons travaillé avec beaucoup d'efforts et d'acharnement. Essentiellement ce qu'on a comme objectif, c'est de faire en sorte que ces personnes qui au Québec étaient propriétaires d'un lot vacant situé en zone agricole le 9 novembre 1978 ou encore au moment de l'adoption du décret déterminant et fixant la zone agricole sur leur territoire... Ces personnes, dis-je, avaient le privilège de construire une résidence sur un demi-hectare seulement, une seule résidence, et elles avaient un délai

donné.

Au tout début, le privilège consenti par mon prédécesseur, le député de Lévis, devait courir à compter de l'application de la loi jusqu'au 31 décembre 1983. En 1982, le 1er juillet, entré en vigueur une modification en vertu de laquelle ces dispositions étaient reconduites jusqu'au 31 décembre 1986. Comme j'ai eu l'occasion de l'invoquer ici en deuxième lecture et aussi de le réitérer en commission parlementaire, plusieurs motifs, dont notamment une crise économique qui a touché sévèrement le Québec dans les années quatre-vingt, une flambée des taux d'intérêt à la hausse, ont eu comme résultats que beaucoup de ces personnes qui auraient pu normalement se prévaloir de ce privilège en ont été privées. À la suite de communications, de représentations de la part de citoyens, de consultations avec l'Union des producteurs agricoles au cours d'une rencontre avec M. Jacques Proulx, le président de l'UPA, et M. Blanchette, le secrétaire, à Montréal, il y a quelques mois, je leur signifiais mon intention de reconduire cette disposition selon un modèle d'encadrement déterminé auquel je me référerai tout à l'heure. Ils étaient d'accord. Plusieurs citoyens me l'ont demandé. Des représentants de municipalités se sont enquis pour savoir si nous allions prolonger ce privilège. Plusieurs collègues de l'Assemblée nationale - et je salue évidemment la sensibilisation des députés libéraux, ces députés qui représentent des comtés comme le mien, des comtés mi-ruraux, mi-urbains, des députés farouchement décidés à bien représenter les intérêts et les droits de leurs électeurs et électrices - et aussi des députés de l'Opposition m'ont dit: M. Pagé, on aimerait beaucoup que vous reconduisiez les dispositions de l'article 31. C'est ce que l'on propose.

On s'inscrit donc dans la même lignée que le précédent gouvernement, de façon différente cependant. Nous aurions pu prolonger le délai jusqu'au 1er juillet 1988 purement et simplement sans autre formalité. Le danger qui nous guettait, c'est que les personnes possédant un tel privilège auraient pu être tentées de laisser courir ce délai, de se prévaloir des dispositions en juin 1988, déposer massivement des requêtes ou des déclarations à la Commission de protection du territoire agricole avec tout ce que cela implique, parce qu'il y a un volume très important de déclarations à lire. Ou encore, ma crainte comme ministre, c'était et cela demeure que, si on avait prolongé purement et simplement le délai, des pressions seraient certainement arrivées au mois de juin 1988 demandant aux honorables députés, à mes collègues et à moi, de le prolonger encore une fois.

Ce que l'on fait et ce que l'on indique ici, c'est que, dans un premier temps, toute

personne possédant un tel privilège devra faire une déclaration à la Commission de protection du territoire agricole avant le 1er juillet 1987, sinon ce privilège sera éteint. Cela veut dire quoi concrètement? Cela veut dire l'obligation de se pourvoir d'une procédure, faire une déclaration, signer les documents, etc., les acheminer à la commission.

(17 h 40)

J'ai tous les motifs de croire que seulement les personnes vraiment très intéressées à construire se prévaldront d'une telle disposition. Le 2 juillet 1987 ou dans les jours suivants, nous saurons le nombre exact de personnes qui entendent se prévaloir de ce privilège et ces personnes, uniquement et exclusivement, auront le droit de se construire, pour autant que cette construction se fasse avant le 1er juillet 1988.

Autre élément dans ce projet de loi, on se rappellera qu'avec l'application du privilège consenti par la loi originale, en vertu de laquelle un citoyen se construisait sur un lot vacant en vertu des dispositions de l'article 31, il pouvait arriver - je dis bien qu'il pouvait arriver - qu'en cas de destruction totale de l'immeuble il soit brimé dans le droit de reconstruire la maison sur le solage. Toute la problématique possible en regard de cet aspect de la destruction totale ou partielle d'un immeuble est réglée par les dispositions du projet de loi qu'on a présenté.

M. le Président, c'est avec beaucoup d'intérêt et beaucoup d'attention que j'ai écouté les représentations de mes collègues lorsqu'elles portaient sur le projet de loi. On a eu plusieurs heures en commission parlementaire, plusieurs débats, même quelques histoires à l'occasion, mais cela fait partie du métier de parlementaire, cela fait partie de nos us et coutumes, cela fait partie des moeurs et du système parlementaire britannique dans lequel nous vivons. Il faut, en quelque sorte, être patient.

Je terminerai en vous remerciant de votre attention, en remerciant mes collègues députés pour leur assiduité, leur présence, leur support, leur contribution importante lors de l'étude du projet de loi tant en deuxième lecture qu'au moment de l'étude article par article. Je les remercie, ils ont toute mon appréciation, et, en ce qui me concerne, je suis très satisfait de voir que le projet de loi 132 sera adopté. Merci, M. le Président.

Le Vice-Président: Je remercie le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation. Est-ce que le rapport de la commission de l'agriculture, des pêcheries et de l'alimentation qui a procédé à l'étude détaillée du projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, est adopté?

**Une voix:** Sur division.

**Le Vice-Président:** Adopté sur division.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, le dernier article au feuillet.

#### Adoption

**Le Vice-Président:** C'était sur le rapport de la commission. L'adoption de la loi, maintenant.

Nous passons à l'étape suivante. Est-ce que j'ai consentement pour que nous passions à l'étape suivante, soit l'adoption du projet de loi?

**M. Chevrette:** Oui, consentement.

**Le Vice-Président:** Est-ce que le projet de loi 132, Loi modifiant la Loi sur la protection du territoire agricole, est adopté?

**Des voix:** Sur division.

**Le Vice-Président:** Adopté sur division.  
M. le leader du gouvernement.

**M. Gratton:** M. le Président, c'est maintenant vrai. Le dernier article, l'article 43, s'il vous plaît.

#### Projet de loi 117

#### Adoption

**Le Vice-Président:** À l'article 43, le ministre de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation propose l'adoption du projet de loi 117, Loi modifiant à nouveau la Loi sur la protection sanitaire des animaux. Est-ce qu'il y a une intervention à ce moment-ci? Il n'y a pas d'intervention. Est-ce que le projet de loi 117 est adopté?

**Une voix:** Adopté.

**Le Vice-Président:** Adopté.

**Une voix:** Sur division.

**Le Vice-Président:** Je m'excuse, adopté sur division. Très bien.

**Le Président:** Je comprends maintenant que les travaux de cette Assemblée seront bientôt ajournés et que le menu législatif est maintenant terminé. Avant de reconnaître M. le chef de l'Opposition, je vais céder la parole au leader du gouvernement.

#### Bilan et vœux

#### M. Michel Gratton

**M. Gratton:** M. le Président, très brièvement, avant que je propose l'ajourne-

ment de nos travaux au mardi 10 mars, je voudrais tout d'abord remercier l'ensemble des membres de l'Assemblée nationale pour l'excellent travail que nous avons abattu ensemble au cours de cette partie de la session et réitérer le vœu que nous faisons que les débats de l'Assemblée nationale puissent se dérouler de la façon la plus normale possible. Je ne nierai pas que nous avons eu certains accrocs en cours de route, accrocs tout à fait naturels qui ne m'inspirent aucune crainte pour l'institution, M. le Président, puisque qu'avec la bonne volonté et la collaboration de tous, on finit toujours par faire en sorte que cette institution serve les buts et les objectifs de servir et d'informer les citoyens le mieux possible.

À ce moment-ci, M. le Président, je voudrais, au nom du chef du gouvernement, l'honorable premier ministre, qui, malheureusement, a dû quitter pour son comté, offrir, bien sûr, à vous, en tout premier lieu, aux membres de l'Assemblée nationale, à tous ceux et toutes celles qui, directement ou indirectement, sont associés aux travaux de l'Assemblée nationale, au nom du chef du gouvernement, nos meilleurs vœux pour un joyeux Noël et une bonne année 1987. Nous nous retrouverons, quant à nous, au Parlement, bien avant le 10 mars prochain, puisque, comme on l'a déjà indiqué, plusieurs commissions siégeront au cours de l'intersession.

Tout ce qu'on peut souhaiter à ce moment-ci à tous et chacun des membres de l'Assemblée, c'est de profiter de ce répit de la période des fêtes pour vivre les réjouissances de cette période dans le calme, la paix, l'harmonie et revenir très reposés pour poursuivre l'excellent travail que nous avons amorcé au cours de cette partie de la session.

**Le Président:** Merci, M. le leader du gouvernement. Je vais maintenant reconnaître M. le chef de l'Opposition.

#### M. Pierre Marc Johnson

**M. Johnson (Anjou):** Merci. D'abord, mes remerciements, évidemment, à tous nos collègues de l'Assemblée nationale, à vous-même, M. le Président, et aux gens des deux côtés de la Chambre. Vous me permettrez évidemment d'attirer l'attention sur les gens de ma formation politique et, en particulier, le leader de l'Opposition dont les talents de négociateur, d'homme ferme, mais en même temps de conciliateur, ont servi les objectifs, ne serait-ce que partiellement, en tout cas, du leader du gouvernement qui, pour sa part, n'avait pas une tâche facile, étant entouré de collègues qui avaient une expérience limitée sur le plan de la gestion de l'exécutif, étant donné qu'il y a très peu

d'anciens ministres dans ce gouvernement; ce qui a amené le leader, je crois, à déployer des efforts assez remarquables du côté du gouvernement pour obtenir la collaboration de ses collègues, et aussi dans certains cas, pour que des collègues choisissent de ne pas présenter un certain nombre de projets de loi.

Je voudrais, évidemment aussi, remercier tous nos collaborateurs et toutes nos collaboratrices, les gens des équipes qui entourent les parlementaires, ces gens braves qui, dans la discrétion, surtout en fin de session, sont appelés à travailler dans des conditions où les horaires qu'ils ont à subir sont les nôtres, mais un peu plus. Je voudrais également rendre hommage aux fonctionnaires de l'Assemblée, aux fonctionnaires des commissions, aux pages qui entendent, à peu près constamment nos claquements de doigts, nos demandes de messages, de verres d'eau et du reste et qui continuent de subir aussi nos horaires, les gens du **Journal des débats** qui, non seulement transcrivent nos propos, mais parfois sont obligés même de les traduire, d'une certaine façon; les gens de la télévision des débats qui, à leur façon, nous balaient avec l'image, rendant aux citoyens nos débats dans leurs plus beaux moments comme dans leurs moments parfois un peu moins édifiants.

Je voudrais également remercier le personnel du Mini-débat et du Parlementaire qui, dans ces horaires difficiles, sont toujours parvenus à nous permettre au moins de prendre trois repas par jour dans des conditions extrêmement adéquates et de très grande courtoisie, d'autant plus qu'une partie de tout ce personnel que je viens d'évoquer a eu à travailler dans des contextes de pannes d'électricité à quelques reprises, ce qui n'a pas empêché que tout ce monde fasse ce travail essentiel pour nous faciliter notre tâche ici comme parlementaires.

Au leader du gouvernement, qui disait récemment à un journaliste qu'il en avait appris plus dans les trois dernières semaines que dans les huit années précédentes, je dirai que je souhaite qu'il puisse appliquer ce vieux proverbe qui dit que la crainte est le début de la sagesse et qu'il puisse, au moment venu de la prochaine session, s'assurer de la sagesse d'un certain nombre de ses collègues quant au processus législatif.

Je sais qu'il y aura un certain nombre de commissions parlementaires. Vous me permettez, M. le Président, de dire au leader du gouvernement que cette méthode de consultation des citoyens est une méthode essentielle et importante et que ces commissions, à mes yeux et aux yeux de notre formation politique, devraient être de plus en plus nombreuses et diversifiées, compte tenu de l'immense complexité des enjeux dont nous devons disposer dans une société qui est devenue assez complexe.

Finalement, M. le Président, je me permettrai aussi de souhaiter à nos concitoyennes et à nos concitoyens du Québec que cette période des fêtes soit un moment d'échanges chaleureux, soit un moment de paix aussi et soit un moment où chacun et chacune d'entre nous saisissons quelques-uns de ces moments fugaces qui s'appellent le bonheur dans l'existence.

Bonne année à tous nos collègues et concitoyens.

#### Le Président

Le Président: Je remercie M. le leader du gouvernement ainsi que M. le chef de l'Opposition. Ce n'est pas facile pour un président de l'Assemblée nationale mais c'est quand même très réjouissant de vous remercier, d'abord, dans un premier temps, tous les membres de cette Assemblée, de la collaboration que vous avez apportée malgré l'intensité des débats très souvent, malgré aussi les oppositions de bon droit, je pense, et les différences d'opinions qui doivent être débattues ici en cette Chambre.

Sans la collaboration de tous, il est impossible pour un président, quel qu'il soit, de pouvoir accomplir un travail parfois ingrat mais très valorisant. Je vous en remercie. Au nom de tous les employés de l'Assemblée nationale et au nom de ceux qui sont devant moi, jour après jour, mes principaux conseillers ici en cette Assemblée qui ont été indéfectibles, qui m'ont toujours appuyé et ce, à plus de 100 %, dans toutes les décisions et les travaux de cette Assemblée pour la bonne marche des travaux et afin de réaliser ce pourquoi, en tant que députés, on est ici, c'est-à-dire l'avantage de tous les Québécois, je les remercie. Enfin je vous souhaite à tous mes meilleurs vœux de joyeuses fêtes et également à tous les Québécois au nom de tous les membres de cette Assemblée. Je vous remercie.

M. le leader du gouvernement.

M. Gratton: M. le Président, je fais motion pour que nous ajournions nos travaux au mardi 10 mars, 14 heures.

#### Ajournement au 10 mars 1987

Le Président: Avant d'ajourner, si vous me permettez, il y aura sanction de plusieurs projets de loi à 19 heures, au bureau du lieutenant-gouverneur.

Les travaux de cette Assemblée sont maintenant ajournés jusqu'en mars prochain.

(Fin de la séance à 17 h 53)